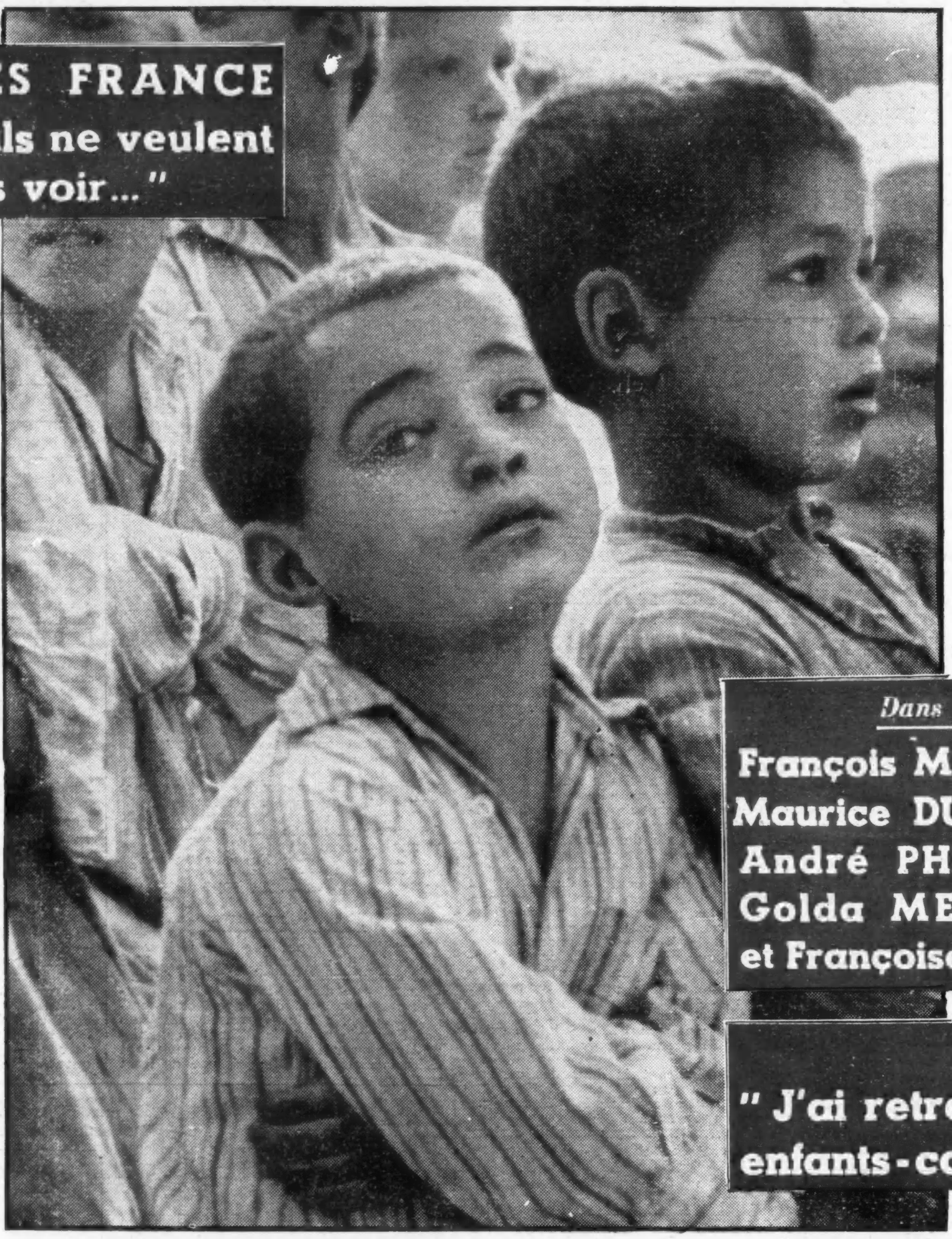
...ET UN RATON LAVEUR (25 DESSINS) pages 18-19

L'EXPRESS

21 DECEMBRE 1956. — N° 287 100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

MENDÈS FRANCE
" Ce qu'ils ne veulent pas voir... "



DEUX ENFANTS ARABES
« Quand nous sommes encore tous prêts à donner, ils ne sont plus prêts à recevoir. »
(Péguy.)

Dans ce numéro :

François MAURIAC
Maurice DUVERGER
André PHILIP
Golda MEIER
et Françoise SAGAN

Exclusif :

" J'ai retrouvé les enfants-cobayes "

CETTE SEMAINE :

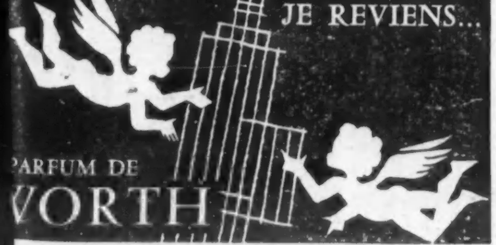
LES AFFAIRES POLITIQUES. — Dominé par le discours implacable de Pierre Mendès France (que « L'Express » publie in-extenso), le grand débat de politique étrangère contraint ceux qui ne veulent pas entendre à affronter les vrais problèmes. Si la France voulait... Mais dans les partis sclérosés, le courant ne passe plus.

C'est par ce que Maurice Duverger appelle la rouille des bureaucraties que se bloque la démocratie, une rouille qui conduit à la trahison du socialisme comme le dénonce dans un émouvant appel André Philip. A la C.G.T. cependant, ébranlée par l'affaire hongroise, le mouvement réformiste vers l'union de la classe ouvrière au sein d'un syndicat non inféodé à la politique prend de l'ampleur. Les commerçants parisiens, eux, se plaignent. Et le général Navarre lave son linge sale en termes parfois surprenants.

— En Yougoslavie. — La démocratie communiste n'est pas au point non plus. Et on emprisonne Djilas qui cherche mieux. La situation intérieure du pays est faible par rapport à sa position internationale. C'est à travers Tito et Nehru que Eisenhower semble vouloir trouver la voie de la paix.

PARIS EN PARLE. — De Budapest nous est parvenu un document : le numéro de la revue littéraire des Ecrivains hongrois publié pendant les trois jours où la Révolution fut victorieuse. Si jamais l'engagement de l'homme de culture eut un sens, c'est là. — Françoise Sagan parle de son métier, et Max, le raton-laveur, vous apporte sa bonne humeur.

(En page 3, le détail de notre sommaire.)



* * * * *

« L'EXPRESS »

91, *Champs-Elysées, Paris* (8e)
Téléphone : ELYsées 88 - 61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER
(rappelé)

•

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES :
Pierre VIANSSON-PONTÉ
Jean DANIEL

ACTUALITES : Sylvain ZEGEL

PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET

LETTRES : François ERVAL

PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE

SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :

Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :

Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Jean-Claude BRISVILLE, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

Mollet, c'est très bien

Ils ne sont pas forts, les travailleurs de la région parisienne de Gennevilliers. Et ils n'ont fait que des réponses ridicules à l'enquête que vous faites auprès d'eux. Pas la peine d'être à Paris pour être si ignorants. (...)

Que Blum ne nous ait menés à rien ? Quelle blague ! Que Guy Mollet continue ? Allons dons ! Seulement son coéquipier du Front républicain, Mendès France, a été le premier à le trahir. Et ce qu'il a fait à Suez et en Algérie, c'est très bien, même si ça n'a pas toujours donné.

JULIEN MARTEILLE,
chaudronnier,
Durfort (Tarn).

Un Gomulka socialiste

Comment ces hommes aux idéaux généreux et aux origines modestes en sont arrivés là ?

Les hommes changent au pouvoir... (...)

La Haute-Vienne offre le vivant exemple de la sclérose et du « gérontisme » où s'enfonce la S.F.I.O.

Léon Betoulle, maire de Limoges, vieux lutteur et pionnier du socialisme, uniformément respecté, voit sa succession réglée dans un congrès préfabriqué.

Le drame de la S.F.I.O.: elle n'a jamais trouvé de successeur à Léon Blum, méthodes autoritaires, bureaucratisme, tyrannie de l'appareil... vieilles méthodes à la Staline.

Alors les jeunes, et plus particulièrement les jeunes socialistes, tôt ou tard, auront leur Gomulka...

M. G...,
Limoges.

Que fait P.M.F. ?

Nous connaissons la dernière trouvaille de quelques stratèges radicaux : « Il faut que les socialistes paient une bonne fois leurs fautes de gouvernement ».

Si les ministres partent — disent-ils — c'est la chute de ce gouvernement et les socialistes ne paieront pas. Or il est important qu'ils paient, car alors nous pourrons rallier par des proclamations solennelles la gauche désemparée.

Mais les militants de base ne sont pas d'accord avec ces subtiles machinations. Que nous le voulions ou non, nous avons trempé dans les erreurs du gouvernement actuel. (...)

Que les ministres radicaux partent, ils n'ont plus rien à faire dans ce gouvernement, s'ils sont encore radicaux. Mais sont-ils encore radicaux ?

Dites et redites à P.M.F. que nous avons plus que jamais confiance en lui, que nous l'aimons.

Mais dites-lui que nous nous essoufflons à tenir à bout de bras nos militants dans un espoir de vérité et d'efficacité.

Qu'il abandonn ses réflexes de fin parlementaire et qu'il écoute les aspirations de ses militants, des femmes et du peuple français.

MAURICE BRESSY,
Marseille.

Trop subtil...

Curieux numéro que *L'Express* de vendredi dernier ! On y trouve un article fort détaillé sur l'immobilisme et la « lassitude » de la classe ouvrière, comme s'il s'agissait de donner carte blanche à ce grand homme auquel M. François Mauriac, d'autre part, fait appel de si émouvante façon...

Allons ! ne soyez pas dupes : vous savez comme moi que les ouvriers ne le permettraient pas et vous infligeraient un douloureux démenti.

L. SALEM,
Paris.

[*La relation que notre correspondant établit entre les propos de François Mauriac, qui écrit en toute indépendance et en toute liberté dans* L'Express, *et notre rapide enquête sur l'état d'esprit des ouvriers parisiens, est franchement un peu subtile. Si nous voulions dire dans* L'Express : *« Le général de Gaulle doit et peut reprendre le pouvoir et la classe ouvrière l'acclamera », nous le dirions. En termes clairs. Peut-être nous arrive-t-il parfois d'être obscurs. Ce n'est jamais — ce ne sera jamais — de propos délibéré.*]

Question à Ignazio Silone

J'ai lu avec un intérêt passionné, souvent mêlé d'admiration et d'espoir, l'article d'Ignazio Silone : « Invitation à un examen de conscience ». Mais j'ai buté sur un mot : « Ma condamnation des massacres d'Afrique du Nord », écrit-il.

I. Silone a le souci de rendre aux mots leur vrai sens, et c'est en effet d'une hygiène urgente. Or, je trouve dans le Larousse cette définition : *Massacre :* carnage de personnes sans défense : les massacres de la Saint-Barthélémy. Et, dans Littré : mise à mort de beaucoup de gens, et particulièrement de gens qui ne se défendent pas ou se défendent mal.

I. Silone parle de « pacte offensif et défensif avec la vérité ». Oui, ce pacte, que tous les hommes dignes de ce nom le signent. Or, on ne peut employer un mot de cette portée sans le justifier par des faits et des preuves. Ces preuves, les Français et tous les hommes soucieux de vérité ont le droit de les exiger.

Et puisque nous abordons ces douloureuses questions, le gouvernement français ne pourrait-il publier le nombre précis :

1. Des victimes de l'agitation terroriste algérienne : *a)* parmi la population européenne ; *b)* parmi la population musulmane ;

2. Des rebelles tués dans des engagements militaires ;

3. Des militaires français tués dans ces mêmes engagements ?

Cela permettrait d'y voir plus clair.

P. C...,
Paris.

Une valeur objective

Lecteur assidu de votre journal dont je ne partage pas (mais pas du tout même) les opinions politiques, je vous suggère de faire un sondage auprès des quelque 300.000 à 400.000 jeunes gens récemment libérés en métropole et ayant séjourné au moins un mois en Algérie en 1956 dans l'armée de pacification.

Par exemple :

— L'Algérie doit-elle demeurer française ?

— La France doit-elle considérer le F.L.N. comme interlocuteur ou comme ennemi ?

— Que pensez-vous des musulmans d'Algérie ? (cette troisième question ne devant pas faire l'objet de publicité pour ne pas créer une éventuelle animosité).

— Que pensez-vous des Français d'Algérie ? (même réserve que ci-dessus).

Ce courrier (ou référendum) aura une valeur objective puisqu'il émanera de jeunes gens vivant en métropole, n'ayant aucun intérêt direct en Algérie, et servira de test à tous ceux qui se penchent sur le drame algérien.

GEORGES ARNAUD,
Alger.

Les manuscrits de la mer Morte

...La légèreté avec laquelle J.-L. Bory a traité ces problèmes pourtant si complexes nous paraît inadmissible dans un journal comme le vôtre (...).

Si J.-L. Bory veut se rallier aux thèses de M. Dupont-Sommer, libre à lui. Mais il nous paraît manquer de probité intellectuelle lorsqu'il les présente comme « les données sur lesquelles les savants se sont mis à peu près d'accord » (...).

Il présente sans aucune nuance les hypothèses de M. Dupont-Sommer, qui se transforment sous sa plume en l'opinion générale des savants actuels. La dernière phrase reconnaît toutefois que « les certitudes du professeur Dupont-Sommer restent contestées par certains chercheurs éminents ». Mais elle apparaît comme un scrupule un peu tardif et n'enlève rien à l'impression de schématisation qui se dégage de l'ensemble de l'article.

A. BOISSON et J.-F. SOFFRAY,
Prêtres-étudiants,
Faculté de Théologie de Lyon.

...Encore les manuscrits

Permettez-moi de vous dire tout l'intérêt que m'a inspiré l'article que vous avez consacré aux documents de la mer Morte; je suis heureux de voir *L'Express*, dont je suis abonné et fidèle lecteur, traiter dans la Marche des Idées un problème de théologie et le faire avec un souci d'objectivité, d'information ample et exacte.

Néanmoins, je voudrais formuler une réponse aux questions que vous posez au terme de votre article : « Le christianisme n'est-il qu'un essénisme? » « Jésus n'est-il qu'un disciple du Maître de Justice ? »

Les différences suivantes ont été déjà relevées dans les documents de la mer Morte et le Nouveau Testament :

1. Le salut, pour les Esséniens de Cumran, est assez étroitement lié à des rites de purification, des pratiques ascétiques, une stricte observation de la Loi. Il s'agit donc d'un salut qui s'inscrit nettement dans la perspective juive de la justification par les œuvres. Le Nouveau Testament affirme au contraire la justification par la foi en Jésus-Christ (...).

2. L'espérance du salut, chez les disciples du Maître de Justice, reste étroitement liée au peuple juif, tandis que le Nouveau Testament l'a étendue au monde entier ; cet universalisme est sans conteste un des facteurs qui contribuèrent le plus à la supplantation de l'essénisme par le christianisme et à la conquête rapide du bassin méditerranéen par la nouvelle religion.

3. Pour les Esséniens de Cumran, le salut est avant tout espérance. Pour les disciples de Jésus, il est réalité acquise grâce à l'effusion du Saint-Esprit promise à tous ceux qui la demanderont (...).

4. Le Nouveau Testament se distingue encore par le témoignage capital des disciples sur la résurrection corporelle de Jésus, trois jours après son supplice. Cet épisode fait défaut dans la biographie du Maître de Justice. Or, pour le chrétien, de quelque confession qu'il soit, la résurrection de Jésus est le signe décisif de sa divinité, le fondement de sa foi : « Si Christ n'est pas ressuscité, dit l'apôtre Paul, notre foi est vaine ». Là aussi nous trouvons un trait original du Nouveau Testament qui, mieux qu'une « chance purement historique », rend compte de l'effacement de l'essénisme au profit d'une foi au contenu plus riche et plus dynamique (...).

FRANÇOIS PERRET,
Etudiant en théologie,
Auvernier (Suisse).

Français en détresse

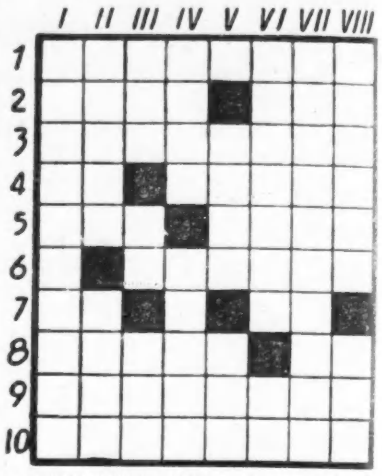
Les Français sont capables d'élans et de générosité : il suffit que l'on réveille leur conscience. Ce serait si facile de leur signaler que des milliers de leurs compatriotes cherchent du travail et la possibilité de refaire un foyer. Or, plusieurs des Français rapatriés d'Egypte connaissent peu ou mal la France. Beaucoup sont à Paris sans possibilité aucune de faire un tour d'horizon. Tout leur est inconnu et hostile. Si la radio, les journaux faisaient une propagande même dix fois moindre que celle (d'ordre spécialement politique) faite autour des réfugiés hongrois, je suis persuadée que les offres d'emploi afflueraient.

L. MIFANOUI EDREI,
Paris.

Le visage du Major

Dans un précédent numéro, nous avons indiqué que Ronald Searle avait illustré les *Carnets du Major Thompson*. Nous aurions dû préciser qu'il s'agissait des illustrations reproduites par un quotidien parisien, il y a quelques mois, pour accompagner la publication en feuilleton de cet ouvrage. Le livre de Pierre Daninos, édité par Hachette, a été, lui, illustré par l'excellent dessinateur anglais Walter Goetz.

Mots croisés n° 62

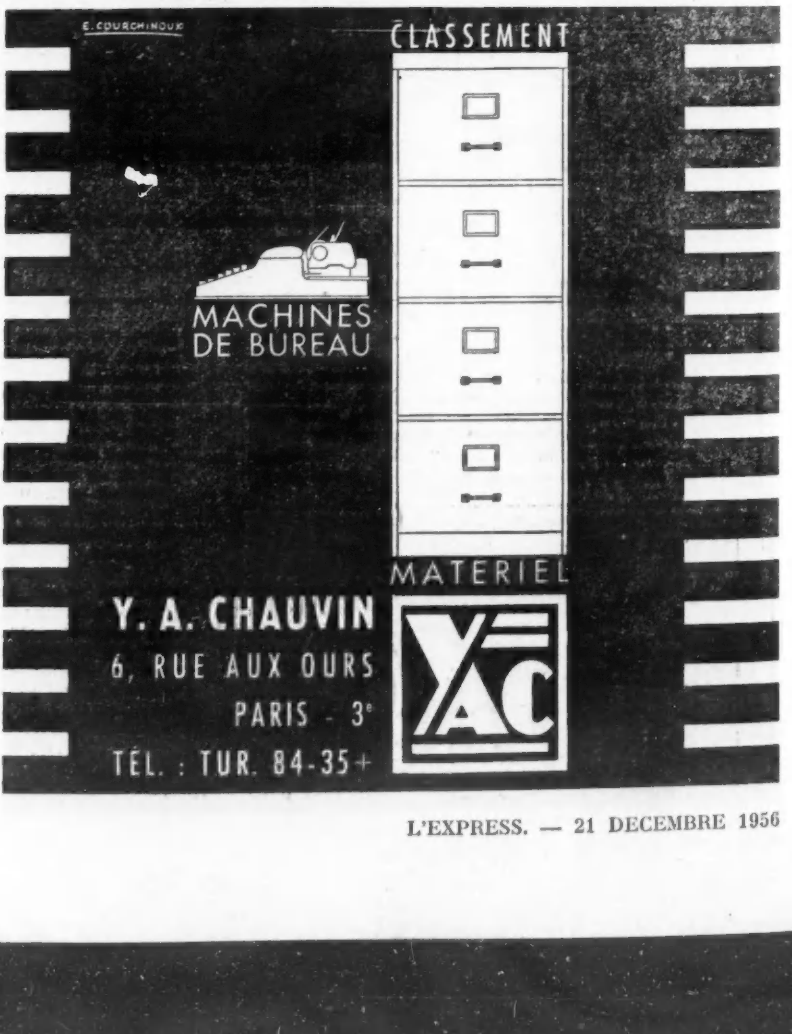


HORIZONTALEMENT : 1. Le raisin, la figue, l'amande. — 2. Qualité pour une pièce, mais pas pour un billet. Permet de lancer le navire sans qu'il penche. — 3. Vit, bien souvent, de coupons. — 4. Grand-mère du père des dieux. Ce roi de Thessalie ne doit pas être confondu avec le dieu des vents. — 5. S'applique à un royaume et à maint tissu. Environ. — 6. Au sud du Caucase ou des Pyrénées. — 7. Fit transpirer Mariette. Utile à la première. — 8. Rouge, ajoute-t-on souvent. Période obscure. — 9. Se signale par ses grands châteaux et son petit vin blanc. — 10. Classée, en style de bureau.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	A	M	E	N	A	G	E	E
2	R	O	L	E	■	R	R	R
3	R	I	A	■	C	U	R	E
4	E	S	S	A	I	M	E	■
5	T	■	T	U	T	E	U	R
6	E	L	I	R	E	■	R	E
7	■	A	C	E	R	E	■	P
8	A	C	I	S	■	M	A	O
9	V	E	T	■	A	M	A	N
10	E	T	E	N	D	A	R	D

Solution du n° 61

VERTICALEMENT : I. S'éprit d'un ancien vieillard. — II. Grec d'Italie. Sa volonté s'affirmera, avec les années. — III. Peut blesser, s'il est sec. Une verticale discontinue. Un peu plus bas que l'âme. — IV. Convenue. L'activité des bords de cet étang dépend étroitement de celle d'un canal. — V. A la mer ou chez le pharmacien. Descend dans l'Oberland. — VI. Victime de sa passion pour la nièce d'un chanoine. Change le sens. — VII. Propre à un tyran particulièrement dangereux. — VIII. Moins à la mode que la queue de cheval. Admiré par Scarlett.



Recherchons PROPRIETES
Agence LAGRANGE
34, rue Pasquier - PARIS

Désire céder cabinet grosse clientèle, situé centre région grande production caféière. Ecrire
Dr. EOUAGNIGNON, à GAGNOA
(Côte-d'Ivoire)

Jeune femme 23 ans. Excellente présentation, Sciences Po, licence lettres. Parlant couramment anglais, allemand. Dactylo. Références : rédaction presse et vente dans maison de couture. Cherche situation Paris. Ecrire EXPRESS n° 126, Champs-Elysées, 37, Paris

10 km. CLUSES, BONNEVILLE, alt. 1.000 à vendre chalet (moulin transformé 1954) 85 m2 hab. sapins 3.000 m2 environ. Ecrire journal n° 282, qui transmettra

L'Association Générale des Préparations Littéraires fait savoir que ses adhérents donnent des leçons particulières — toutes matières — S'adresser 16 bis, rue Mayet

Tirage des I.P.R.
(R. Séguin)
10, r. du Faub.-Montmartre,
PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

Vous trouverez dans ce numéro :

Les affaires françaises

- La semaine. Enquête .. p. 3
- LA ROUILLE DES DEMOCRATIES, *par Maurice DUVERGER* .. p. 3
- Fuite devant l'Algérie, *par Jean DANIEL* .... p. 4
- Prophétie. Justice. Syndicats .... p. 5
- En deux mots. Armée .. p. 6

Les affaires étrangères

- Est-Ouest .... p. 7
- LE REPORTAGE DE NOTRE ENVOYE SPECIAL EN YOUGOSLAVIE *K. S. KAROL* .... pp. 7 et 8
- Suisse .... p. 9
- Allemagne-Est ...... p. 10
- MAIS QUI RESPECTE L'O. N. U. ? *par Golda MEIER, ministre des Affaires étrangères d'Israël* p. 10

Actualités

- Faits divers. Médecine, p. 11
- Histoire .... p. 12
- Le test. Je, tu, il. Oh ! pardon .... p. 25

La marche des idées

- LE GRAND DISCOURS de *Pierre MENDES FRANCE* pp. 13, 14, 15, 16, 17
- ...Et un raton-laveur. Dessins de Giovanetti ... pp. 18, 19
- Le socialisme est trahi, *par André PHILIP* .. pp. 20, 21
- « J'AI RETROUVE LES ENFANTS - COBAYES DONT HITLER VOULAIT FAIRE LES MAITRES DU MONDE » .... pp. 22, 23, 24

Paris en parle

- Théâtre .... p. 26
- Cinéma .... p. 27
- Musique. Jazz. Peinture, p. 28

Les pages au féminin

- Cadeaux. Essai. Sapins, p. 29
- Beauté. Les exclusivités de Mme Express .... p. 30
- A louer. Recettes .... p. 31

Lettres

- Trois jours de liberté .... pp. 32, 33
- Débuts. Essais. Romans. En bref .... p. 34
- DANS LE ROMAN QUE JE VOUDRAIS ECRIRE... *Une interview de Françoise SAGAN* .... p. 35

Et

- LE TEMOIN A CHARGE, *par François MAURIAC*, p. 36

La rouille des démocraties

par Maurice DUVERGER

MAURICE DUVERGER

UNE sourde agitation remue les militants de base du parti communiste, depuis la répression par l'U. R. S. S. de la révolution hongroise. Soigneusement contenue par l'ensemble de la machine, elle reste sans influence sur la direction centrale : impavide, tranquille, sûre d'elle-même, celle-ci maintient sans changement sa ligne de conduite. L'opération d'étouffement des réactions de la masse est si bien conduite que le public n'en perçoit guère d'échos.

Une agitation, moins grave mais réelle, remue les militants de base du parti socialiste en face de la politique du gouvernement Mollet. Comme la structure de la S. F. I. O. est moins parfaite, l'étouffement de ces réactions n'est pas total : elles parviennent à s'exprimer dans les instances supérieures, par exemple au Conseil national. Mais l'ensemble de la machine est suffisamment puissant pour en contenir l'effet sur la direction centrale : impavide, tranquille, sûre d'elle-même, celle-ci maintient sans changement sa ligne de conduite.

Contacts avec la base

Parce que l'orientation actuelle du parti communiste et de la S. F. I. O. ne nous plaît pas, il est tentant de critiquer leurs structures et de renouveler les attaques contre les partis « rigides et monolithiques » qui connurent grande vogue entre 1945 et 1950. Mais croit-on que la base soit mieux écoutée dans des partis souples et polychromes comme les indépendants ou l'ancien parti radical ? Croit-on que le petit jeu des comités personnels, agissant dans l'ombre, sans mandat, soit plus conforme à la démocratie ?

La situation actuelle a quelque chose d'exceptionnel. En temps normal, le contact avec les militants est assez bien assuré dans le parti communiste, moins par l'expression spontanée des sentiments de la base que par un travail incessant de formation, d'éducation, d'encadrement, accompli par le noyau des « révolutionnaires professionnels » dont Lénine a fait magistralement la théorie. Disciples infidèles, les staliniens qui contrôlent l'appareil n'ont pas suivi les directives du maître.

En temps normal, la structure de la S. F. I. O. est très démocratique : aucun parti peut-être n'est mieux agencé pour l'expression des opinions du militant de base. L'atmosphère assez désagréable qui tend à s'y répandre depuis quelque temps (où suspicions et pressions diverses se développent autour de ceux qui n'approuvent pas à 100 % le secrétaire général - président du Conseil) présente un caractère tout à fait insolite.

Deux moyens d'action

Cependant, le problème est permanent. Les crises d'aujourd'hui ne font que le rendre plus aigu. Il n'est pas spécial à la France : les grands partis étrangers connaissent des situations de même type. C'est le problème fondamental de l'organisation de la démocratie. Le dilemme de tous les régimes d'Occident peut se formuler ainsi : ou bien les partis n'y sont point organisés, et le pouvoir réel appartient alors à des coteries personnelles, à des factions d'intérêts, sans contact avec la masse ; ou bien les partis y sont fortement organisés, et le pouvoir réel tend à être exercé par les appareils bureaucratiques qui se développent en leur sein. Ce que Tito estime la question centrale des organisations communistes — la lutte contre les tendances bureaucratiques — est aussi la question centrale des organisations occidentales. Roberto Michels l'avait dit, il y a près d'un demi-siècle, en des termes qu'on a pu seulement compléter.

Il ne faut pas croire, malgré tout, que ce problème ne comporte pas de solutions. En pratique, les tendances bureaucratiques peuvent être combattues par deux moyens : en bas par la pression de la masse; en haut par l'action du leader. Si la crise est grave aujourd'hui dans la S. F. I. O., c'est que ces deux facteurs n'agissent plus. Un parti socialiste en expansion, où les militants seraient nombreux, où un afflux continu de nouveaux venus viendrait constamment revigorer les sections, résisterait à la pression de l' « appareil ». S'il avait à sa tête un leader de la classe de Léon Blum, constamment attentif à garder le contact de la base, en luttant contre la tendance de l'appareil à faire écran entre elle et lui, la bureaucratie n'y exercerait pas le pouvoir. Malheureusement, le parti socialiste a perdu les deux tiers de ses adhérents depuis dix ans : il est tombé au niveau le plus bas enregistré depuis trente ans, où les effets de la scission de Tours commençaient juste à s'atténuer. Et son chef est un produit de l'appareil, qui s'identifie avec lui. (Il est intéressant de noter qu'on trouve une situation sensiblement analogue dans le parti communiste, sur le premier point ; sur le second, c'est le vieillissement et la maladie du leader qui sont en cause.)

Une solution : le mouvement

Comme toutes les contradictions, celle qui est au cœur de la démocratie se résout par le mouvement. Il n'est pas impossible de construire une organisation de masse qui soit à la fois efficace (donc disciplinée) et démocratique. A condition qu'elle soit dynamique, à la base et au sommet : que les adhérents y soient nombreux, qu'ils s'y renouvellent, et que le leader n'y soit point seulement le chef de l'appareil, le premier bureaucrate, mais l'animateur. Rien n'est plus difficile que de maintenir cette impulsion de façon constante, une fois calmé l'élan initial : rien n'est plus nécessaire cependant. La bureaucratie est une rouille qui ronge les organisations démocratiques — partis ou Etats — dès qu'ils sont immobiles.

M. D.

(Copyright « L'Express ».)

LA SEMAINE

Les hommes seuls

MARDI dernier, en fin d'après-midi, les quelque 150 députés qui voient dans l'actuel tournant de l'histoire diplomatique de l'après-guerre un événement assez important pour justifier leur participation au grand débat de politique étrangère ouvert cette semaine devant l'Assemblée, ont vécu un moment difficile.

Le rassurant ronronnement des conformismes — celui de la majorité et celui de l'opposition — s'était soudain éteint. A la tribune, une voix s'élevait, la voix d'un homme qui ne jouait pas le jeu.

Au lieu de critiques stéréotypées ou de simples paraphrases des discours ministériels, Pierre Mendès France entreprenait une analyse serrée, claire, lucide, d'une situation mondiale lourde et embrouillée. Par touches successives, il replaçait chaque événement dans son contexte international, explorait les mobiles secrets de chaque diplomatie, dressait un implacable bilan. L'Assemblée écoutait dans un silence glacial, mais tout tendu d'attention, cet exposé qui tranchait si nettement sur la grisaille habituelle. Les interruptions obtuses d'un poujadiste ne trouvaient pas d'échos, suscitaient même — et jusque sur les bancs de la majorité — des « Chut ! » indignés.

Le charme ne se rompit enfin qu'aux derniers mots de l'orateur. Tandis qu'il quittait la tribune sous les maigres applaudissements de quelques radicaux et de quatre « minoritaires » socialistes, chacun se recomposait hâtivement un visage. On pensait au mot de Teitgen, au lendemain de la chute du gouvernement Mendès France : « Nous avons chassé l'homme. Mais nous garderons le style. » Le style, cette fois encore, avait prévalu. L'homme n'avait jamais, sans doute, paru aussi solitaire.

Cette solitude est, aujourd'hui, l'élément le plus frappant de la situation politique. Et pas seulement la solitude de Pierre Mendès France. Toute la vie politique nationale semble être faite, en ces semaines capitales, d'une série de solitudes superbes ou tragiques, acceptées ou imposées.

Solitude hautaine du général de Gaulle, prisonnier de l'Histoire. Solitude, à droite, d'un Paul Reynaud, seul assez averti de la politique mondiale, assez indépendant, au vrai sens du mot, pour s'élever au-dessus des contingences mineures. Solitude surtout des hommes de gauche, déchirés de voir, jour après jour, caricaturer leur espoir, déformer leur doctrine, hasarder leurs chances ; et avec elles l'avenir du pays.

Ce déchirement, le conseil national du parti socialiste vient de l'illustrer à nouveau cruellement. La minorité hostile à la politique du gouvernement a été littéralement écrasée. Elle avait pourtant eu le loisir de développer son point de vue, en particulier par la voix d'André Philip. Mais les hommes au pouvoir ont mené si grand bruit de leurs exploits que la minorité n'a pas été entendue.

Sourds et béats, les conformistes continuent, en toute quiétude, leur petit jeu étriqué. Une partie des hommes de gauche, abusés ou contraints, ont trouvé refuge dans ce confortable optimisme qui, écrivait déjà en 1945 Albert Camus, « s'autorise de l'amour de l'humanité pour se dispenser de servir les hommes et de la paix universelle pour éviter les sacrifices nécessaires ».

Les autres attendent, désemparés et solitaires.

P. V.-P.

ENQUÊTE

« L'Express » poursuit ici son enquête sur l'état de l'opinion. Après les dirigeants de l'économie, l'homme de la rue, l'ouvrier, c'est aux commerçants parisiens que nous donnons la parole cette semaine :

Périssent les mal armés !

● AUTOUR de la porte Champerret, stations-services, garages, spécialistes de l'occasion coexistent dans un espace restreint. Il y a les grands aux installations toujours plus étincelantes et les petits qui ne disposent que d'un bout de terrain plus ou moins vague.

→

FUITE DEVANT L'ALGÉRIE

par Jean DANIEL

Le grand débat de politique étrangère qui vient d'avoir lieu à l'Assemblée nationale a eu ceci de particulier qu'aucun interpellateur n'a pu y éviter de parler, et parfois très longuement, de l'Algérie. « Le débat est ainsi placé dans sa perspective réelle qui est algérienne, écrivait mercredi un quotidien du soir de droite. C'est bien la solution de l'affaire algérienne qui domine actuellement tous les problèmes français, et si ce gouvernement doit tomber un jour, ce ne peut être que sur l'Algérie, même si c'est sous le couvert d'un litige financier. »

Le gouvernement, de son côté, le sait mieux que quiconque : de quelque côté qu'il se tourne, il cogne au problème algérien. A Tunis, à Rabat, à l'O.N.U., à l'O.T.A.N., dans les entretiens avec M. Foster Dulles, comme dans tous les congrès politiques, il n'est plus question que de l'Algérie. Cette obsession hante tous les ministres, quel que soit leur département ministériel. Et cependant, ils se comportent comme s'ils pensaient que le problème algérien était isolé, localisé, en tout cas contenu. On a vu notamment qu'un projet d'organisation des régions sahariennes était voté sans qu'il soit tenu compte d'un futur statut de l'Algérie. On a vu qu'une reprise euphorique des relations avec la Tunisie et le Maroc était tentée sans que l'obstacle le plus sérieux à cette reprise — et M. Maurice Faure déclarait récemment encore que cet obstacle était algérien — soit pris en considération. La fameuse déclaration d'intention promise par M. Guy Mollet pour cette semaine et qui devait définir solennellement notre nouvelle politique algérienne, a été ajournée une fois encore.

L'éternel bilan

Pour toute réponse, le gouvernement se réfugie dans un bilan de plus en plus réconfortant de la pacification. En vain lui oppose-t-on ses propres communiqués sur les engagements, les embuscades, les actes terroristes. En vain remarque-t-on que ces rebelles qui, selon les informations officielles, se font tuer chaque jour en si grand nombre, ne paraissent pas témoigner de cette « lassitude » dont on croit apercevoir les signes rassurants. La victoire est au bout, déclare M. Robert Lacoste. Une victoire qu'il a promise d'abord pour juillet, ensuite pour septembre, et qu'il promet aujourd'hui, après le « dernier quart d'heure », pour janvier.

En vérité, le gouvernement fait bien aussi une autre réponse, celle-là évidemment plus habile : il ne manque jamais l'occasion de dresser le tableau apocalyptique des catastrophes qui surgiraient si nous « abandonnions » l'Algérie. On voit surgir alors une Méditerranée arabe, fanatique et sanguinaire, fatalement soviétisée : ceci à l'intention des Etats-Unis. On voit aussi se lever des légions fascistes constituées par l'armée et les Français d'Algérie, montant à l'assaut des ministères parisiens : ceci à l'intention de l'opinion socialiste. Ces propos n'ont pas été seulement tenus dans d'importants entretiens privés, ils ont fait l'objet cette semaine de singulières déclarations publiques.

Derrière l'écran

Le plus dramatique dans ces affirmations n'est pas tant qu'elles soient, et grossièrement, mensongères ; c'est qu'elles constituent un dangereux écran qui masque à la France non seulement ses difficultés présentes, mais surtout les difficultés très sérieuses que suscitera l'inévitable solution politique du problème algérien.

Car il est bien vrai que ce problème est complexe, et douloureux. Bien plus complexe, bien plus douloureux qu'aucun autre problème de France ou d'Union française. Il est bien vrai que l'importante minorité européenne, les revendications souvent outrancières des insurgés, le fossé qui sépare désormais les deux communautés, la position stratégique de l'Algérie, constituent autant de questions épineuses. Personne ne songe à le nier, et personne ne prétend qu'il faille pour l'Algérie, immédiatement, une solution « à la marocaine ».

Mais ce sont là des difficultés réelles qu'on ne saurait fuir soit en feignant de les ignorer, soit en prétendant que leur solution aboutirait à la catastrophe. Le signe le plus caractéristique de la politique française est une volonté de fuite devant l'énormité du problème algérien. Fuite, cet espoir démesuré dans le succès de la pacification ; fuite, l'expédition d'Egypte. Fuite encore, les hésitations, l'immobilisme et la paralysie véritable devant une simple déclaration d'intentions. Or, on l'a bien vu à la Chambre, mardi et mercredi dernier, cette fuite qui semblait, il y a quelques semaines encore, arranger tout le monde, ne satisfait plus personne. Le temps que l'on a cru gagner a pourri toutes les situations. A la carence gouvernementale se substituent des initiatives privées : de grands quotidiens organisent des débats sur l'avenir de l'Algérie, les projets de statut pleuvent. La nation sent obscurément qu'il lui faut prendre le relais d'un gouvernement paralysé.

Jusqu'à quand le gouvernement va-t-il fuir ? Quand aura-t-il le courage d'informer le pays sur les réalités graves du problème algérien, et sur les possibilités, minces désormais, mais effectives encore, de le résoudre ?

J. D.

(Copyright « L'Express ».)

—→

— *Au cours des dernières quatre semaines,* dit l'homme à la blouse blanche de technicien, *j'ai vendu deux voitures d'occasion. En moyenne j'en fait dix-sept à vingt par mois. Et sur l'une de ces deux, une Vedette achetée en avril, j'ai perdu 200.000 frs.*

Autre ressource importante des garagistes, la vente du carburant a baissé dans des proportions bien supérieures aux déclarations officielles faisant état de disponibilités correspondant à 70 % de la consommation normale. Dans plusieurs stations-services, les ventes d'essence représentent 30 à 40 % de celles des mois précédant l'intervention franco-britannique en Egypte.

Dans un grand garage du XVIIe arrondissement ayant 950 inscrits et débitant normalement 45.000 litres par mois, les ventes d'essence se sont élevées à 41,80 % de celles des mois précédents.

— *C'est un scandale,* dit un pompiste des boulevards extérieurs. *Je fais 35 % de mes ventes normales et encore ce pourcentage est supérieur à celui d'il y a quinze jours. Tenez, voilà où elle va, notre essence.*

Un avion à réaction passait en effet en hurlant.

— *J'ai quinze mille litres d'inscriptions,* déclare un autre garagiste. *Mais un nombre appréciable de clients, un cinquième environ, les promeneurs du dimanche, ne veulent pas toucher leur allocation, préférant la garder pour les beaux jours. Comme je dois payer l'essence à la livraison, je ne peux tout de même pas financer le stockage de mes clients. Alors j'en avance sur janvier à ceux qui en ont vraiment besoin, notamment les représentants.*

— *Ce n'est pas une baisse des ventes, c'est un plongeon,* indique la directrice d'un important magasin de motos et scooters du boulevard de Sébastopol. *L'hiver est toujours pour notre commerce une période creuse. Mais depuis les restrictions, mes ventes sont inférieures de plus de 50 % à ce qu'elles étaient l'an dernier à pareille époque. Et décembre est encore plus mauvais que novembre.*

« Les clients ne viennent plus »

● Si les deux ou quatre roues sont les principales victimes des restrictions de carburant, quelles ont été les répercussions sur les autres secteurs commerciaux de cette pénurie, de l'inquiétude et du stockage de produits alimentaires suscités par les événements internationaux ?

L'habillement paraît particulièrement touché.

— *C'est très mou,* déclarent en chœur les vendeurs de vêtements.

Boulevard Poissonnière, la directrice d'un important magasin spécialisé dans la confection pour enfants et jeunes gens est très inquiète :

— *La première quinzaine de décembre a été très médiocre. J'ai l'impression que les achats traditionnels pour les fêtes ont, dans beaucoup de familles, été reportés à plus tard. Normalement, on embarquait les enfants dans la voiture et on venait leur acheter un costume neuf pour Noël. D'autre part, nous avions une grosse clientèle de commerçants. Craignant d'être touchés par la crise, ils réduisent leurs achats. Si janvier et février sont très froids, comme l'année dernière, cela va tourner à la catastrophe. En effet, avec le peu de fuel que nous avons reçu, nous ne pourrons que dégeler le magasin. Nos clients préféreront laisser les enfants à la maison. Cela est d'autant plus dommage que, pour une fois, nous avions un gouvernement qui n'était pas anticommerçant. Cela m'a d'ailleurs étonné des socialistes.*

Avenue de Saint-Ouen, le propriétaire d'une petite boutique de vêtements est également catastrophé :

— *Samedi dernier, j'ai fait 18.000 francs de chiffre d'affaires. Or, normalement, c'est 45.000 francs qui rentrent le samedi. Les clients ne se déplacent plus.*

Sur les grands boulevards, le directeur d'un important magasin de chemises est moins pessimiste :

— *En novembre, notre chiffre d'affaires a été de 20 % supérieur à celui du mois correspondant de 1955. Le début de décembre a été mauvais, mais l'on sent une reprise depuis quelques jours. Ce boom de novembre s'explique par le stockage du public devant la situation internationale. On ne stocke pas de vêtements parce que la mode change trop vite, tandis que le « blanc » ne se démode pas. Ce sont d'ailleurs surtout les vieilles générations qui ont accentué leurs achats. Mais quelle bêtise que cette déclaration de Lemaire (1) sur un possible chômage. C'est la meilleure manière de provoquer une crise, d'augmenter l'inquiétude.*

La faute des Américains

● La chaussure ne paraît pas, elle, touchée par les événements. Dans plusieurs magasins, on parle de ventes normales pour l'époque et même, dans certains, d'un volume d'affaires supérieur à l'an dernier.

En revanche, la fourrure souffre.

— *Mes ventes sont inférieures de 30 % à celles de novembre-décembre 1955,* indique un fourreur de l'avenue des Ternes. *Et les prochains mois risquent d'être encore plus mous. Il va y avoir une réaction en chaîne. Tout cela c'est la faute des Américains. Dulles reçoit Bourguiba et pas Pineau. Il est comme Wilson. Notre gouvernement, il n'y a pas à s'en plaindre. Il ne fait rien contre le commerce et cela fait longtemps que l'on n'avait pas entendu parler aussi ferme.*

Articles de photo ou de sport font également partie des secteurs très touchés par les événements :

— *Novembre a été catastrophique,* dit le jeune propriétaire d'un magasin de photo du quartier des Ternes. *Mes ventes n'ont été que 20 % de celles de l'an dernier. Moins de départs en voiture pour les week-ends ou les fêtes, donc moins d'achats d'appareils photographiques.*

— *Mes ventes sont en baisse de 20 %,* indique un marchand d'articles de sports du XVIIIe arrondissement. *J'ai comme clients beaucoup d'apprentis et de jeunes mécanos qui ont été licenciés. Pour les skis, les clients demandent à être livrés à domicile. Avec l'allocation de 40 litres, un tiers de ma consommation normale, c'est impossible.*

En revanche, l'équipement ménager ne paraît pas touché. Plusieurs des magasins de cette branche font état de ventes normales.

A la porte de Saint-Ouen, dans un grand magasin de lampes, argenterie, bijouterie, on est très satisfait :

— *Nos ventes sont supérieures de 38 % à celles de l'an dernier. Après une semaine très dure pour les livraisons, cela va maintenant mieux : l'allocation couvre 60 % de nos besoins.*

Les jouets aussi marchent bien.

(1) M. Lemaire, secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce.

pour lui plaire, offrez-lui...

un cadeau en **cuir...**

mais exigez qu'il soit signé

LE TANNEUR

Vous aurez ainsi réuni tout ce qui différencie un cadeau banal d'un cadeau royal.

Faire plaisir est votre intention, le faire avec goût sera une certitude en exigeant la marque LE TANNEUR gravée sur les 600 articles de maroquinerie composant notre collection.

Demandez à votre maroquinier notre luxueux catalogue vous suggérant par l'image une sélection de cadeaux classés par gamme de prix.

Du plus modeste au plus somptueux, tous de qualité et de classe.

LE TANNEUR, BELLEY (Ain)

A défaut, notre catalogue vous sera adressé contre 30 frs en timbres avec l'adresse de notre plus proche dépôt.

GANTS TETINES OLLA CHEZ VOTRE PHARMACIEN

PERE NOEL 1956

La fille (4 ans) d'une de nos plus sympathiques comédiennes, interroge sa gouvernante avec inquiétude au moment de s'endormir : « Comment fera le Père Noël pour y voir clair en descendant dans la cheminée ? » La gouvernante qui ne manque pas d'à-propos répond aussitôt : « Bien entendu, il emportera un boîtier Wonder ». Et l'enfant, rassurée se laisse aller au sommeil. La pile Wonder ne s'use que si l'on s'en sert.

— La seule chose qui nous gêne est la difficulté de livrer. Mais les clients sont compréhensifs. J'ai reçu 60 litres d'essence pour décembre, dit le directeur d'un magasin de jouets, *alors que j'en brûlais 400 pendant ce mois de pointe. Mais pour la vente, c'est le boom.*

Au marché aux Puces

● Assis dans un fauteuil Voltaire ou un canapé philippard, les brocanteurs et les « chineurs » du marché aux Puces sont particulièrement amers.

— Une belle pièce, on ne la trouve pas chez la concierge du coin. Normalement, je faisais deux fois par mois la Bretagne et la moitié de la Sarthe, soit plus de 1.000 kilomètres à chaque voyage. Depuis les restrictions, j'ai touché quarante litres, je ne peux plus quitter Paris. C'est cela que l'on appelle réduire les besoins de 30 %. Je consommais 150 à 200 litres par mois et maintenant j'en touche quarante ! C'est cela que l'on appelle couvrir les besoins à 70 % ! Et c'est notre Mollet qui a bouché le canal avec son colonialisme XIXe siècle.

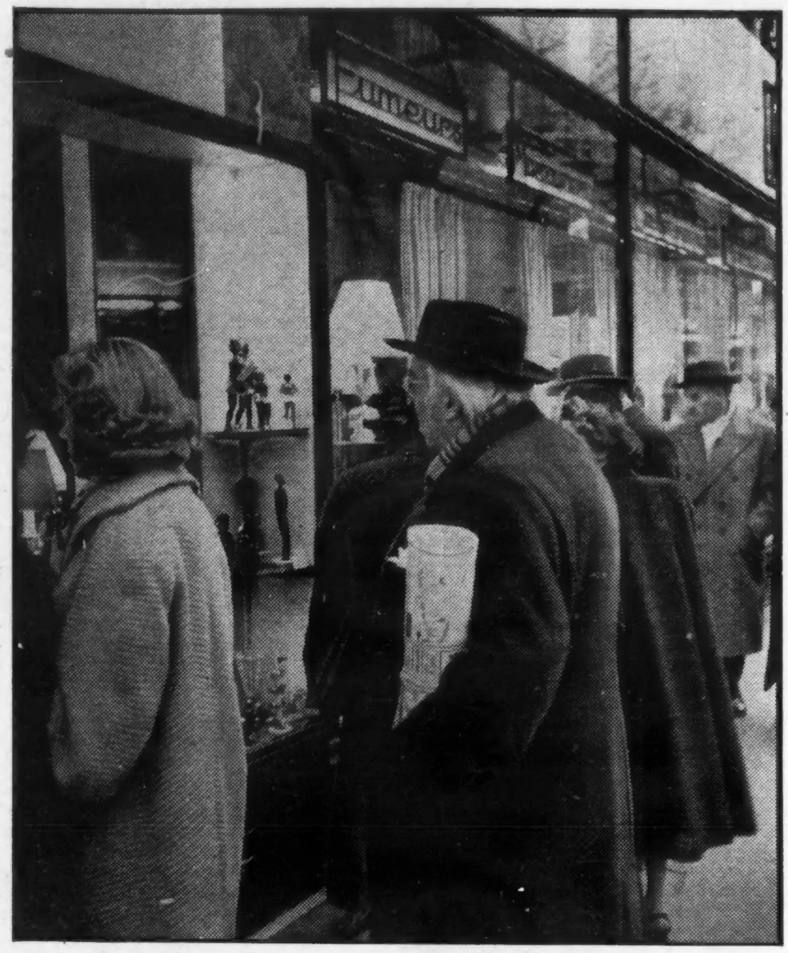
La pénurie de carburants, l'inquiétude provoquée par la brusque tension internationale ont donc des répercussions diverses et même contradictoires sur les différents secteurs commerciaux. Les répercussions les plus fortes se sont portées sur les activités déjà touchées par une désaffection de la demande au profit de besoins nouveaux.

Pour de larges catégories d'acheteurs, l'achat d'un vêtement supplémentaire, d'une fourrure ou d'un appareil photographique reste une dépense de luxe alors que celui d'un appareil ménager ou même d'une télévision se range dans les besoins courants. Ce sont évidemment les premiers qui ont été « comprimés ».

Les petits commerces soumis pour l'impôt au régime du forfait sont d'ailleurs plus maltraités que les magasins plus importants. Ces derniers, disposant en général de véhicules commerciaux et d'une comptabilité permettant de prouver leurs besoins, ont reçu des attributions d'essence couvrant 60 % de ceux-ci. Les petits commerçants ne touchent donc que le minimum commercial soit 40 litres par mois.

Le recul des affaires a d'autre part affecté plus durement les magasins qui se bornaient à profiter de la conjoncture que ceux qui tentaient de la rendre favorable. Même dans les branches actuellement défavorisées, les magasins à l'allure moderne et faisant de la publicité se plaignent moins du marasme que les autres.

On assiste donc à un retour inattendu au libéralisme et à la sélection naturelle qui jouent contre ceux qui n'avaient pas pu ou pas su s'adapter. Mais les conditions brutales dans lesquelles les conséquences de l'affaire de Suez frappent les « marginaux » risquent ainsi d'acculer à la faillite un grand nombre de commerçants sans que rien n'ait été fait pour assurer la « reconversion » de leurs activités. A plus ou moins long terme, tous ceux qui risquent d'être atteints se tourneront à nouveau vers les mirages poujadistes où les auront rejetés l'insouciance et l'imprévoyance officielles.



La crise chez les commerçants
Retour au libéralisme ?

JUSTICE

Mandouze libéré

LE professeur André Mandouze vient d'être mis en liberté provisoire. Il avait été arrêté à Strasbourg le 9 novembre pour n'être interrogé que plus d'un mois après, le 14 décembre. Son incarcération, la lenteur que l'on mettait à l'interroger, les propos que le président du Conseil avait cru devoir tenir sur son compte au conseil national de la S.F.I.O., avaient provoqué dans l'Université et le pays une vague considérable de protestations et qui n'émanaient pas toutes, il s'en faut, des partisans des options algériennes d'André Mandouze. Dans la presse, on avait enregistré avec surprise que des journaux comme l' « Aurore » et « Carrefour » étaient allés jusqu'à plaider les circonstances atténuantes en faveur de Mandouze. Un comité s'était constitué pour la défense du professeur sous la présidence de François Mauriac (lire le bloc-notes en page 36). Ce comité devait tenir mercredi soir une réunion, lorsque la nouvelle de la libération d'André Mandouze fut connue. La réunion se tint néanmoins et se transforma en meeting pour une solution politique en Algérie.

SYNDICATS

Le regroupement

PLUS encore peut-être que le parti communiste, la C.G.T. a été très durement secouée par les événements de Hongrie et leur retentissement dans l'opinion française. La cohésion de la grande centrale syndicale s'en est même trouvée un moment ébranlée.

Le 13 novembre, c'est-à-dire le jour même des manifestations « d'unité antifasciste » organisées par la C.G.T. (et de leur échec), les leaders communistes de la centrale ont lâché du lest. Sous la pression de la tendance réformiste, cependant minoritaire, et de la base, ils ont accepté une déclaration rappelant les statuts de la C.G.T. et notamment la Charte d'Unité de 1936, et refusant en fait de condamner les insurgés hongrois et d'approuver l'intervention russe.

La controverse néanmoins développée au sein de la C.G.T. ne risque-t-elle pas d'éclipser l'action entreprise par la tendance réformiste pour l'unification des tronçons épars du syndicalisme en une seule organisation ? Ne rend-elle pas cette unité plus difficile encore ? Reprenant le débat ouvert à ce sujet dans les milieux syndicaux, M. Le Brun, secrétaire de la C.G.T. et principal animateur de sa tendance réformiste, vient de répondre à ces questions dans *Le Peuple*, organe de la C.G.T. Ses efforts en vue de l'unité syndicale méritent de retenir l'attention, non seulement des milieux syndicaux, mais aussi des milieux politiques de gauche.

Propositions concrètes

Dans sa réponse, M. Le Brun engage vivement M. Bothereau, secrétaire général de la C.G.T.-F.O., à prendre position sur la question de l'unité syndicale et notamment sur de récentes suggestions de M. Denis Forestier, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs. Ces propositions étaient formulées dans les termes suivants :

« Les circonstances présentes portent en elles les possibilités de préparation d'un regroupement de la classe ouvrière dans un syndicalisme qui reposerait sur le respect absolu :

● D'une indépendance totale des organisations syndicales vis-à-vis des partis politiques, des sectes philosophiques et religieuses, des gouvernements et des groupes d'Etats ;

● D'une démocratie syndicale toujours plus poussée et assurée principalement :

— par le droit à l'existence des tendances et le respect des droits des minorités ;

— par la pratique de la responsabilité devant la base ;

— par le renouveau de l'internationalisme ouvrier. »

Une « table ronde » ?

« Depuis quelque trente ans que je milite, je n'ai jamais connu une situation politique aussi mauvaise », note M. Le Brun, qui demande : « Depuis quand l'organisation syndicale a-t-elle charge d'informer les travail-

→

PROPHÉTIE

Si tu me comprends...

EN 1912, le Père de Foucauld écrivait au duc de Fitz-James :

« Chez les musulmans de notre empire colonial de l'Afrique... il se produira un mouvement nationaliste analogue à celui de la Turquie.

« Une élite intellectuelle se formera, instruite à la française, élite qui aura perdu la foi islamique, mais qui en gardera l'étiquette pour pouvoir, par elle, influencer les masses.

« Cette masse de nomades et campagnards restera éloignée de nous et portée à la haine et au mépris des Français par les contacts qu'elle a avec les Français (représentants de l'autorité, colons, etc.), contacts souvent peu propres à nous faire aimer d'elle.

« Le sentiment national ou barbaresque s'exaltera dans l'élite instruite, en toute occasion, lors de difficultés de la France au-dedans et au-dehors, elle se servira de l'Islam pour soulever les ignorants et créer un empire africain musulman indépendant.

« L'empire nord-ouest (Maroc, Algérie, Tunisie, Afrique Occidentale française) a 30 millions d'habitants. Il y en aura le double dans cinquante ans.

« Il sera alors en plein progrès, riche, sillonné de chemins de fer, peuplé d'habitants rompus au maniement des armes dont l'élite aura reçu l'instruction dans nos écoles.

« Si nous n'avons pas su faire des Français de ces peuples, ils nous chasseront. »

Proverbes arabes :
Comprends-moi et tue-moi.
Si tu me comprends, je me jetterai pour toi au feu.

leurs sur le plan politique ? De faire l'éducation politique des travailleurs ? De prendre position sur tous les problèmes politiques ? D'arbitrer les différends politiques au sein de la classe ouvrière ? Nous sommes ici en pleine confusion entre organisation politique et organisation syndicale, confusion qui ne pourrait se développer qu'au détriment de l'organisation syndicale ! »

Pour développer les efforts entrepris en vue de l'unité syndicale, M. Le Brun suggère de nouvelles initiatives : par exemple une « conférence de la table ronde » qui réunirait les trois tronçons séparés de l'ancienne C.G.T. — c'est-à-dire cette centrale elle-même, Force Ouvrière et la Fédération autonome de l'enseignement — une invitation pouvant être adressée, sous réserve de l'accord de tous, à la C.F.T.C.

Son intervention contribuera à relancer un débat essentiel pour l'avenir du mouvement ouvrier français.

ARMÉE

La sortie du général Navarre

SITOT sorti des presses, sitôt disparu, un livre circule depuis quelques jours, à Paris et en province, sous le manteau. Il ne s'agit pourtant pas d'un nouvel ouvrage de Sade ou de Jean Genêt. Son auteur est le général Henri Navarre, et l'œuvre s'intitule : « *Agonie de l'Indochine* ».

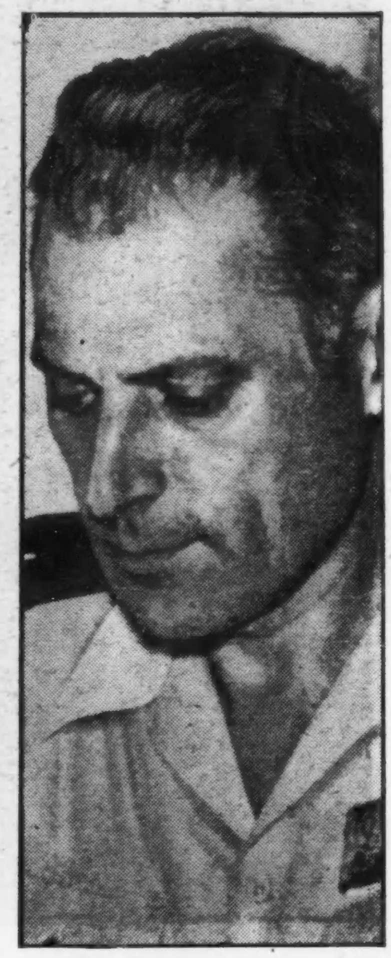
Scandale... Intense émotion dans les milieux militaires et politiques ! Serait-ce la « fourmilière renversée » par celui qui commandait en chef à l'époque de Dien-Bien-Phu ? Il s'agit d'abord d'un long plaidoyer « pro domo ». Mais l'auteur le sent et entend élever le débat : il annonce qu'il va expliquer aux combattants « pourquoi sont restés vains leur héroïsme et leurs sacrifices ».

Tour d'horizon

Analysant son « plan », le général Navarre passe tour à tour en revue la situation militaire, la conduite de la guerre, la bataille de Dien-Bien-Phu. Pour lui nous avions perdu une bataille, non la guerre. Les vrais responsables de l'échec ? D'abord le ministre des Affaires étrangères, M. Bidault, qui décida, sans consulter le commandement, de réunir la Conférence de Genève. Mais aussi les communistes et aussi (bien sûr) les journalistes. Enfin, les politiciens au pouvoir. Dépassant le niveau du « règlement de comptes », certaines lignes, comme celles que l'on va lire, méritent d'être connues :

« Les véritables raisons de la défaite d'Indochine sont politiques. La première, dont presque toutes les autres découlent, est l'absence d'une politique : du début à la fin, nos dirigeants n'ont jamais su ce qu'ils voulaient ou, s'ils le savaient, n'ont jamais su l'affirmer. Ils n'ont pas osé dire au pays qu'il y avait la guerre en Indochine. Ils n'ont su ni engager la nation dans la guerre ni faire la paix.

« Ils ont été incapables de définir une ligne de conduite à l'égard des Etats associés, de s'y tenir et de l'imposer à ceux qui représentaient la France sur place. Ils n'ont su au jour le jour que prendre des solutions bâtardes et toujours dépassées par les événements. Ils n'ont jamais eu le courage d'opter franchement entre un régime colonial qu'ils déclaraient aboli, mais dont ils cherchaient à conserver sous un autre vocable les avantages matériels, et une association de peuples libres, qu'ils disaient vouloir mais dont ils retardaient sans cesse la réalisation loyale.



LE GÉNÉRAL NAVARRE — LE GÉNÉRAL COGNY
L'accusé se fait procureur

« M. Bidault »

« Vis-à-vis des Etats associés, Laos, Vietnam et Cambodge, le succès exigeait que la France, sans renoncer à sauvegarder ses intérêts en Indochine, y acceptât une forme d'Union française nouvelle, différente de celle que prévoyait la Constitution de 1946, « maison préfabriquée » dans laquelle les nationalistes des trois Etats se refusaient à venir habiter... Le protagoniste de la tendance gouvernementale opposée à toute modification, M. Bidault, ne voyait d'autre solution que le refus... Pour n'avoir su prendre qu'une solution bâtarde entre le maintien du régime colonial et l'octroi de l'indépendance complète, nous avions perdu les avantages du premier sans bénéficier du second...

« Comme en Indochine... »

« La plupart des causes qui ont joué contre nous en Indochine se retrouvent... en Afrique du Nord. Comme en Indochine, nous avons affaire à des nationalismes dont nous n'avons pas su prévoir l'inévitable montée, que nous n'avons pas su canaliser par des réformes faites à temps et de bon gré, que nous avons laissé encadrer par des élites formées à notre école mais à qui nous n'avions pas voulu faire à nos côtés la place qui aurait lié leur sort au nôtre. Si les leçons militaires de la guerre d'Indochine ont porté certains fruits, ses leçons politiques sont restées à peu près lettre morte. Les mêmes hésitations, les mêmes erreurs, les mêmes désastreuses méthodes se perpétuent... Pas plus qu'en Indochine nous n'avons été capables de définir en Afrique une politique d'ensemble...

Un nouveau plan ?

... A croire en somme que le général Navarre a fait de « L'Express » sa lecture préférée. Que de tels propos sont judicieux et sains, et combien ils font regretter la mauvaise foi et la hargne mesquine dont le général fait preuve dans les tristes querelles qu'il cherche à ses anciens subordonnés ou lorsqu'il cède, pour se couvrir, à la tentation de désigner un bouc émissaire...

Le général Cogny, directement attaqué, s'est pourvu en justice.

Tenter de disqualifier un chef respectable et respecté, est-ce le nouveau plan Navarre pour sauver la France ?

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS.

DEUX journalistes français ont découvert en Israël un camp d'aviation français. Ils ont naturellement posé des questions aux aviateurs : « Depuis quand êtes-vous là ? » — « Quelques jours avant l'expédition en Egypte. » — « Pourquoi faire ? » — « Notre métier. » — « Pourquoi est-ce si difficile de vous atteindre ? » — « C'est un secret. » — « Correspondez-vous avec vos parents ? » — « Impossible. » — « Devez-vous rester ici ? » — « Oui. » — « Pourquoi ne portez-vous pas l'uniforme français ? » — « C'est un secret. » — « Quelle est votre base ? ». Un sourire, puis : « Chypre, bien sûr ! » — « Etes-vous bien ici ? » — « Nous

GRACE au voyage de M. Bourguiba aux U.S.A., la Tunisie a pris un grand souffle d'air frais. Les hommes d'Etat sont « décomplexés », pleins d'aisance et de liberté. L'hebdomadaire néo-destourien « L'Action » se ressent de cette aisance. Plus d'échos vengeurs ou désagréables, mais au contraire une souveraine sérénité : le directeur est même allé jusqu'à donner la double page à l'article, d'ailleurs remarquable, d'un Français qui dit pourquoi il quitte la Tunisie. C'est une élégance qui, bien plus que les propos vindicatifs, révèle que le pays est vraiment indépendant et le gouvernement tunisien réellement stable.

ON n'oublie pas les rappelés. Quelques jours après leur retour d'Algérie, ils reçoivent tous en effet une lettre de l'Intendance militaire qui leur fait connaître qu'il a été procédé, comme le dit élégamment le texte administratif, à la « liquidation de vos droits ».

Le dernier paragraphe de cette lettre déclare :

« Il est joint à cette correspondance un relevé des sommes imposables que vous avez perçues pendant votre séjour sous les drapeaux, destiné à vous permettre d'établir la déclaration des revenus à faire parvenir à l'Administration des Finances à la date et dans les conditions qui seront fixées par cette dernière. »

Les soldes et traitements militaires ont toujours été imposables, c'est un fait. Mais personne n'a songé qu'il aurait suffi d'un petit supplément de solidarité nationale pour épargner l'amère ironie d'une telle lettre à des hommes qui ont fait leur devoir pendant six mois pour 41.920 fr.

L'ARMEE française en Algérie va sans doute faire une recrue de choix : rien de moins que M. Alain Lemoyne de Sérigny, directeur de l'« Echo d'Alger », lequel fait volontiers état de l'« éventualité » de son engagement. A l'origine de cette tardive ardeur, il y a un décret. Celui qui, après avoir prononcé la dissolution des municipalités algériennes, prévoit la désignation possible, à la tête des nouvelles délégations municipales, de militaires. Opposé par principe à ce décret, puisque son effet doit être de hâter la réconciliation des deux communautés s'il est convenablement et loyalement appliqué, M. de Sérigny voit aujourd'hui comment en tirer parti : il se verrait bien, pour sa part, à la tête de la mairie d'Alger, au lieu et place de son excellent ennemi Jacques Chevallier.

B. G.

Cahiers de la République
Revue bimestrielle de politique
Président du comité de direction : Pierre MENDES-FRANCE
Au sommaire du n° 4
P. AVRIL : Radicalisme et socialisme
C. NICOLET : Colloque sur l'idée de gauche
P. H. SIMON : Du pouvoir, de sa nécessité, de ses abus
P. EMMANUEL : Contre la mythologie de gauche
B. CAZES : Les fondements de la crise polonaise
A. BENNIGSEN : Le contrôle de l'intelligentzia
H. CARRERE D'ENCAUSSE : Données de la politique soviétique au Moyen-Orient
ABONNEMENTS :
1.250 fr. France U. F.
1.500 fr. Etranger
3.000 fr. Soutien
C.C.P. 13.693.09 Paris
1 bis, place de Valois - PARIS (1er)
Une revue qui comble un vide dans la pensée politique française
EN VENTE DANS TOUS LES KIOSQUES

NOËL ET SAINT-SYLVESTRE DANS LA JOIE...
16 formules inédites de RÉVEILLONS-SURPRISE
d'une nuit et de 1 à 4 jours
en ILE-DE-FRANCE - ALSACE NORMANDIE - TOURAINE PROVENCE - BRUXELLES et ses féeries lumineuses, etc...
dans des hostelleries réputées
Transport en car de luxe climatisé
Prix tout compris depuis
3.290 fr.
Brochure gratuite sur demande
Cie FRANÇAISE DE TOURISME
14, boulevard de la Madeleine
PARIS (8e) - OPE. 97-83

FRANÇOIS FEJTÖ
LA TRAGÉDIE HONGROISE
Lettre-préface de JEAN-PAUL SARTRE
1 vol. 320 pages 690 fr.
PIERRE HORAY

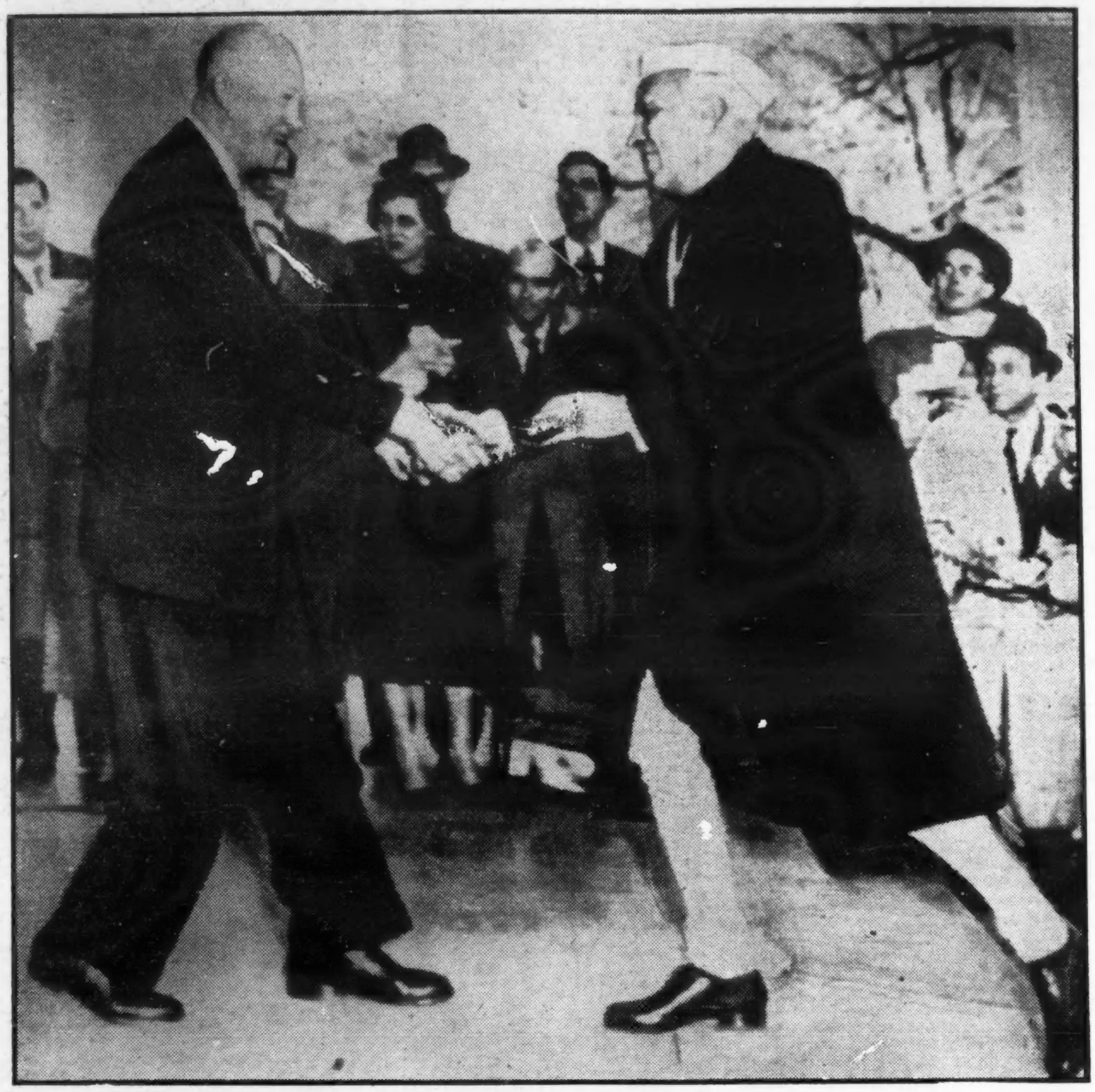
EST-OUEST

La négociation par la bande

(*De notre corresp. à Washington*)

LE premier ministre indien M. Nehru a été reçu à Washington avec une cordialité presque affectueuse par le vice-président des Etats-Unis M. Richard Nixon. En arborant un large sourire à l'arrivée de l'homme d'Etat indien, M. Nixon entendait sans aucun doute faire oublier les propos qu'il tenait il n'y a pas encore si longtemps sur les « neutralistes », meilleurs alliés du communisme international et au premier rang desquels il citait, dans chaque discours, M. Nehru.

Le président Eisenhower n'avait, lui, rien à se faire pardonner. Mais par l'accueil amical qu'il fit à son invité dans sa ferme de Gettysburg il voulut marquer l'importance qu'il attachait à cette visite.



MM. NEHRU ET EISENHOWER
On attend Tito

Tito à Washington

M. Nehru n'était à Washington que depuis 48 heures lorsque M. Foster Dulles, qui se trouvait encore à Paris où il était venu à l'occasion d'une réunion du Conseil Atlantique renouer les liens relâchés par l'affaire de Suez avec la France et la Grande-Bretagne, annonça discrètement qu'il espérait une très prochaine visite du maréchal Tito à Washington.

Il ne s'agit pas d'une coïncidence. Si, à quelques semaines ou à quelques mois d'intervalle, les deux grands chefs d'Etat « neutralistes » se retrouvent à Washington, ces deux voyages s'inscrivent dans le cadre d'une révision capitale de la politique américaine.

Cette nouvelle politique, décidée par le président Eisenhower, s'appuie sur les constatations suivantes :

— La détente née à Genève n'a pas été suivie d'une consolidation de la paix. Les affaires de Suez et de Hongrie montrent à quel point celle-ci est instable.

— Une négociation directe avec l'U.R.S.S. au lendemain du drame hongrois serait difficilement acceptée par l'opinion publique américaine au sein de laquelle les récits des réfugiés font monter une nouvelle vague d'antisoviétisme. D'autre part, au lendemain de l'affaire de Suez une telle négociation, qui aborderait fatalement les problèmes du Moyen-Orient, serait difficilement acceptée par les alliés franco-anglais.

— L'instabilité actuelle des affaires internationales exige cependant une consolidation rapide de la paix que le président Eisenhower s'est donné pour mission d'établir sur des bases solides au cours de son second mandat.

Les meilleurs intermédiaires

Dans ces conditions, les intermédiaires les plus qualifiés ne sont-ils pas justement le maréchal Tito et M. Nehru qui, tout en menant une politique totalement indépendante de Moscou, n'en entretiennent pas moins actuellement des rapports excellents avec les dirigeants soviétiques ? Pour régler les problèmes européens le maréchal Tito préconise une politique à laquelle le président Eisenhower n'est pas loin de s'être rallié : tout faire pour obtenir une déstalinisation des pays de l'Europe de l'Est sans que se renouvellent, surtout en Allemagne orientale, des explosions à la hongroise susceptibles de déclencher la guerre mondiale.

En ce qui concerne les problèmes du Moyen-Orient, même similitude entre les points de vue du président Eisenhower et ceux de M. Nehru, lequel jouit en outre de la confiance de Nasser : neutraliser cette région explosive en renonçant à la surenchère des livraisons d'armes et en assurant le développement économique des pays arabes sous-développés.

Vues dans cette perspective, les conversations de Washington prennent soudain une importance que de nombreux gouvernements n'ont pas encore su déceler. La discrétion dont sont entourés les entretiens Nehru-Eisenhower ne permet pas encore, d'ailleurs, de savoir si l'on a été au-delà d'un échange d'idées générales. Mais tôt ou tard, M. Nehru et le maréchal Tito effectueront la première liaison indirecte Washington-Moscou, premier pas de la négociation par la bande entamée par le président Eisenhower.

YOUGOSLAVIE

L'histoire de l'archange Gabriel

(*De notre env. spéc. K. S. KAROL*)

A BELGRADE, cette année, le vent froid qui vient des lointaines steppes russes et que l'on appelle la « Kochava » n'a pas encore commencé à souffler. Habituellement pénible, l'hiver yougoslave s'annonce cette année très supportable. Mais les Belgradois ne croient pas qu'il s'agisse d'un changement permanent du climat et ils attendent toujours la venue de la tempête.

En météorologie comme en politique, on a beau espérer que le souffle glacial venu de l'Est disparaitra, on s'aperçoit inévitablement qu'il s'agit bien plus d'une accalmie temporaire que d'un changement durable.

Depuis des semaines déjà, la capitale yougoslave est de nouveau un pôle d'attraction pour les journalistes et les hommes politiques venus du monde entier pour essayer de comprendre ce qui se passe dans le monde communiste. Le fait même que ce soit à Belgrade qu'ils se retrouvent pour rechercher la vérité, que ce soit à la parole des dirigeants yougoslaves qu'ils attachent le plus d'importance, est un hommage indirect aux réalisations surprenantes du titisme.

Le plus grand « petit »

Les Yougoslaves ont quelques raisons de dire qu'ils sont la plus grande « petite nation » du monde. Jamais dans l'histoire, cette région déshéritée des Balkans n'a tant intéressé l'opinion mondiale. Jamais cette nation — encore en formation et qui n'est qu'une alliance de peuples très différents — n'a autant influencé le développement de la situation politique et idéologique dans le monde.

« *Tous ceux qui se libèrent à l'Est doivent une part de leur liberté au patriotisme du peuple yougoslave, à la constance de son parti communiste, à l'obstination habile de son chef, le président Tito* », écrivait dans le dernier numéro de la revue *Esprit*, Jean-Marie Domenach.

Pour avoir été en Pologne au moment de sa révolution, je peux confirmer que la part de liberté que les Polonais doivent aux Yougoslaves est considérable.

Aucun pays n'a autant de mérite dans la destruction du stalinisme que la Yougoslavie. Et ce n'est pas par hasard que chaque sursaut du stalinisme en U.R.S.S. ou dans un quelconque parti communiste se tourne inévitablement contre les Yougoslaves. Aujourd'hui, une fois de plus, la « Pravda » les attaque et l'« Humanité » reproduit docilement ses prétendues « analyses marxistes ». Sans doute, les circonstances ne permettent-elles plus d'aller aussi loin qu'en 1948, mais les intentions, la perfidie et l'obstination des éléments staliniens sont toujours les mêmes.

Le double péché

Le péché originel des communistes yougoslaves est double : ils ont démontré qu'un pays petit peut survivre en dehors des blocs, qu'il peut faire sa tentative de progrès social propre sans se soumettre aux directives d'une puissance qui se dit socialiste. Ils ont démontré aussi que le choix entre la démocratie bourgeoise et le stalinisme n'est pas fatal pour ceux qui veulent assurer le progrès social dans leur pays. Des méthodes différentes peuvent exister et la tentative yougoslave en est une qui profitera par son exemple à beaucoup de pays du monde.

→

HOLMES
La classe anglaise et la fantaisie italienne adaptées au bon goût français.
Pour vos cadeaux de fin d'année HOLMES a sélectionné des modèles exclusifs de gilets fantaisie et de vestes de daim qui lui feront plaisir
22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

VENTE EXCEPTIONNELLE
chez DARON
A l'occasion de la suppression de ses rayons « Homme » et avant transformations, DARON vous propose (entre autres) :
• Pour 14.900 francs :
1° Un pardessus importé d'Italie ;
2° Une chemise de nylon ;
3° Une cravate de soie.
• Pour 19.900 francs :
1° Un costume peigné coupe Daron ;
2° Une chemise de nylon ;
3° Trois cravates de soie.
• Ou encore, si vous le préférez :
Une remise de 20 % en espèces ou de 30 % en marchandises sur tous vos achats.
Une adresse à retenir : DARON, 9, rue du Faubourg-Saint-Honoré. ANJ. 13-13. Ouvert sans interruption de 9 h. 30 à 20 heures.
Communiqué.

→

Ces mérites et ces réalisations du titisme, il faut s'en souvenir lorsqu'on discute aujourd'hui avec les dirigeants yougoslaves, même si l'on a des doutes sur la justesse de leurs analyses actuelles, même si l'on s'inquiète du fonctionnement de certaines institutions dans leur pays, même si l'on a des critiques sévères à leur adresser sur certains points de leur politique.

La perche de Kroutchev

La nouvelle « expérience titiste » a commencé le jour mémorable où Kroutchev et Boulganine ont débarqué sur le modeste aérodrome de Belgrade. Que la Yougoslavie ait accepté la normalisation des rapports avec l'U.R.S.S. et ses satellites, rien n'était plus normal ni plus raisonnable. Mais il semble que Kroutchev ait également réussi pendant sa visite à persuader ses interlocuteurs yougoslaves qu'il était l'inspirateur d'une nouvelle ligne politique encore combattue au Kremlin même et qu'il avait décidé, avec quelques-uns de ses amis, de tout miser sur une déstalinisation forcée dont la visite à Belgrade n'était que la première étape. La seconde serait le XX[e] congrès du parti communiste de l'U.R.S.S.

En acceptant cette explication, les Yougoslaves s'engageaient à jouer désormais un rôle actif dans le développement de la politique intérieure et extérieure soviétique. Comprenant que de grandes possibilités s'ouvraient devant eux, les Yougoslaves saisirent la perche que leur tendait Kroutchev. Mais du même coup, ils entrèrent dans le jeu des factions soviétiques et acceptèrent qu'une sorte de complicité s'établît entre Kroutchev et eux. Cela explique les fréquents voyages à Belgrade de Mikoyan, les aller et retour yougoslaves de Kroutchev, enfin le déplacement à Yalta du maréchal Tito lui-même.

Mais participer à une lutte des factions au sein du Politburo soviétique n'est pas sans risques. Tout d'abord, Kroutchev lui-même ne peut avoir la même conception de la déstalinisation que les Yougoslaves. Ensuite, la victoire de sa faction n'était guère assurée.

Un nouveau fossé

Déjà au mois d'octobre, les Yougoslaves se heurtèrent à des difficultés terribles. En arrivant à Varsovie le 19 octobre pour tenter de réduire la « dissidence » polonaise, Kroutchev affirma qu'il avait l'appui du maréchal Tito. Les Yougoslaves étaient effectivement d'accord pour préconiser une évolution graduelle des démocraties populaires mais ils ne pouvaient approuver la conduite de Kroutchev. Un énergique démenti parvint à Varsovie au milieu même des discussions dramatiques entre les Soviétiques et Gomulka.

L'affaire hongroise devait aggraver encore les divergences entre Belgrade et Moscou. Malgré toutes leurs hésitations initiales, malgré leur désir d'aider ce qu'ils appellent les « forces progressistes » à l'intérieur de l'U.R.S.S., les titistes ne pouvaient, sans se renier totalement, accepter l'analyse soviétique de la révolution hongroise. Le discours de Tito à Pula fut la première manifestation violente du mécontentement yougoslave. Celui de Kardelj, devant l'assemblée nationale yougoslave, mit les points sur les i : en Hongrie, il s'agissait bel et bien d'une révolution populaire dont l'objectif était de balayer non pas quelques dirigeants compromis, mais le régime stalinien tout entier. En bonne théorie marxiste, il fallait soutenir les conseils ouvriers et non pas mettre en place un gouvernement chargé de rétablir l'ancien état de choses. Telle était la thèse de Kardelj qui soutenait qu'un vrai marxiste doit voir la réalité telle qu'elle est et non pas telle qu'il la souhaiterait.

Cette interprétation était inacceptable pour les Russes, y compris Kroutchev, car elle enlevait toute justification à l'intervention soviétique et au soutien du gouvernement Kadar. Entre le titisme et l'U.R.S.S., une profonde coupure idéologique était soudain mise en évidence.

MM. DJILAS (*à g.*) ET DEJIDER (1)
La solution n'est pas trouvée

Mourir ou vaincre ?

De cette première déception, les Yougoslaves ont tiré une double leçon. Tout d'abord, ils admettent maintenant que la volonté soviétique de conserver à tout prix le contrôle de l'Europe de l'Est s'explique par les intérêts impériaux de la Russie et non par le souci d'édifier le socialisme.

L'histoire suivante circule à Belgrade :

« Quels moyens y a-t-il, demande quelqu'un, de faire partir les Russes d'Europe orientale ?

— Il y a deux méthodes, l'une normale, l'autre miraculeuse. L'archange Gabriel pourrait descendre du ciel avec un énorme balai et repousser les Russes dans leurs anciennes frontières. Ce serait la méthode normale. Toute autre solution relève du miracle. »

Mais de cette constatation pessimiste, les Yougoslaves tirent aussi des conclusions pratiques. En premier lieu, les Russes doivent avoir confiance dans la solidité de leurs alliés pour pouvoir leur accorder une plus grande indépendance. Gomulka sera acceptable pour l'U.R.S.S. et pourra aller très loin dans ses réformes intérieures si les Russes sont convaincus de son désir de rester au sein du Pacte de Varsovie et de la solidité du régime communiste en Pologne. La même opération peut être tentée dans toutes les autres démocraties populaires si elles acceptent une certaine limitation de leurs ambitions. « Combattre et mourir pour la liberté, c'est bien beau, mais il vaut mieux combattre et vaincre », disent les Yougoslaves qui par cette seule phrase justifient leurs critiques sévères du manque de maturité politique des leaders de la révolution hongroise et leur approbation chaleureuse de Gomulka.

Le rôle de la Pologne

C'est cela que la délégation yougoslave qui vient d'arriver à Varsovie expliquera aux Polonais en ajoutant que leur modération et leur succès peuvent être décisifs pour l'évolution de l'ensemble du monde soviétique.

Car les Yougoslaves continuent à croire que « les forces progressistes » l'emporteront en U.R.S.S., que leur victoire sera d'autant plus facile et rapide qu'il sera démontré que la déstalinisation est possible sans provoquer la désintégration du bloc oriental. Si la Pologne devenait un partenaire trop difficile pour Moscou ou, par malheur, se transformait en deuxième Hongrie, le processus d'évolution en U.R.S.S. serait gravement compromis. Si elle réussissait, par contre, des perspectives nouvelles se dessineraient pour le communisme dans le monde entier.

Peut-être inconsciemment, les Yougoslaves ont engagé leur propre sort dans la nouvelle bataille qui se livre sur la Vistule. Depuis deux ans, ils ont tout misé sur l'évolution du monde soviétique. Si la Russie change, une récompense immense attend le précurseur de l'antistalinisme qu'est Tito. Mais si elle ne change pas assez vite, si elle ne veut pas changer ou si elle ne peut pas changer ?

L'observateur impartial ne peut s'empêcher de voir ici un grave danger. Sur le plan intérieur, en effet, la Yougoslavie veut rester un pays strictement fidèle à la doctrine communiste. Tous les échecs du communisme y ont de profondes répercussions et un effondrement définitif pourrait même lui être fatal.

Cette affirmation peut paraître en contradiction avec ce que j'ai dit plus haut de l'expérience yougoslave, qui est à l'opposé même de la dictature stalinienne. Mais ce n'est qu'une contradiction apparente.

Quatre ans d'expériences

En 1952, après avoir été couverts d'injures et traînés dans la boue par les Russes, les Yougoslaves proclamèrent qu'ils étaient les seuls détenteurs de la vraie doctrine marxiste, leurs adversaires n'étant que des déviationnistes et des contre-révolutionnaires. En tant que tels, ils décidèrent de tenter l'expérience de la véritable démocratie prolétarienne.

Elle devait reposer sur un double principe : la gestion économique du pays serait décentralisée et assurée par des conseils ouvriers dans les usines et par des conseils communaux et régionaux ; la gestion politique passerait entre les mains d'une Alliance Socialiste — un vaste front populaire qui compte sept millions de membres — et le parti communiste cesserait d'être le dirigeant tout-puissant pour ne rester que l'inspirateur. Peu à peu, on aboutirait ainsi au dépérissement de l'Etat et la Yougoslavie se transformerait en une « fédération de communautés de producteurs associés pour certains buts sur la base de l'entreprise, et pour d'autres, sur celle du territoire » — pour reprendre la définition de M. Bobrowski, auteur d'un remarquable ouvrage sur « La Yougoslavie socialiste ».

Quatre ans d'expérience constituent une trop brève période pour qu'il soit possible de prononcer un jugement définitif sur le système. Mais on constate déjà que les espoirs des Yougoslaves étaient exagérés. Sur le plan de la gestion économique, les difficultés matérielles ont amené les dirigeants à réduire systématiquement d'une année à l'autre le pouvoir des conseils ouvriers dans les usines.

Sur le plan administratif, l'affaiblissement du contrôle central n'a pas porté un coup définitif à la bureaucratie. Il a même parfois renforcé l'arbitraire des dirigeants locaux et fait perdre pour un laps de temps le contrôle des investissements dans l'ensemble du territoire. Enfin, sur le plan politique, l'Alliance Socialiste n'arrive pas à susciter une véritable activité des masses et le parti communiste, dont le rôle est de les inspirer, n'inspire en fait rien du tout.

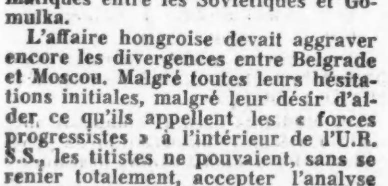
Des hommes découragés

Les communistes yougoslaves étaient les premiers à comprendre et à proclamer tout haut que sans la participation active des masses, la construction du socialisme se heurte à des difficultés insurmontables. Ils étaient les premiers à se souvenir de l'époque où l'enthousiasme populaire les a portés au pouvoir malgré tous les accords internationaux et toutes les pressions de leurs ennemis. Ils ont conçu leur système pour ressusciter cette activité des masses.

Pourtant celles-ci semblent aujourd'hui amorphes et découragées. Elles font crédit à leurs dirigeants pour leurs efforts sur le plan international, elles sont fières de l'importance qu'a prise leur pays, elles sont prêtes à tous les sacrifices pour lutter contre le stalinisme qu'elles exècrent, mais elles n'arrivent pas à jouer clairement leur rôle dans la direction des affaires économiques et publiques de leur pays.

Les dirigeants yougoslaves sont conscients de ces difficultés. Sous une forme plus ou moins ouverte, elles ont été énoncées au cours d'un récent débat à l'assemblée nationale et elles trouvent même leur écho dans le dernier discours de Kardelj.

(1) A Londres, sur la tombe de Karl Marx.



Ceci intéresse les utilisateurs de mazout

Les Ets ROLLET, fabricants du fameux « Diablotin », le ramoneur chimique des cheminées, viennent de mettre au point un produit destiné aux usagers des appareils au Mazout. C'est le « Diablotin-Mazout », produit liquide à mélanger au mazout. Le produit agissant par catalyse, ramone progressivement, sans aucun dérangement, sans danger et économise 10 à 12 % du combustible. En vente chez les droguistes.

Mais comment remédier à cet état de choses ? Les dirigeants yougoslaves croient toujours que les clés de la question se trouvent dans les difficultés économiques et qu'il suffit d'améliorer la situation matérielle pour réanimer le système. Ici, ils évoquent l'état arriéré de leur pays, la mentalité très primitive de la paysannerie yougoslave (qui constitue 56 % de la population) et ils se plaignent de la série de sécheresse qui a durement éprouvé ces dernières années la campagne yougoslave. Ils n'admettent pas pour autant la possibilité d'une erreur dans le système même et qui consisterait à sous-estimer le rôle de l'action politique dans la vie normale du pays.

On n'est pas à moitié citoyen. On ne peut s'occuper activement de la gestion de son usine et de sa communauté que si l'on a une vision claire de l'ensemble des affaires de son pays, que si l'on a la possibilité réelle de l'exprimer. Or, si la planification décentralisée et la gestion ouvrière des usines et des communes avec toutes leurs difficultés « collent » quand même à la réalité, le fonctionnement de l'Alliance Socialiste est une simple fiction. Et c'est peut-être de ce côté-là qu'il faut chercher le remède aux difficultés auxquelles se heurtent les dirigeants yougoslaves.

Djilas ne leur a pas facilité la tâche en exigeant immédiatement la création d'un parti d'opposition. Dans un pays multinational où la population paysanne est majoritaire, une telle solution aurait pu mettre en danger l'ensemble du système. Mais refuser toute discussion, intenter un procès à cet homme dont les convictions authentiquement socialistes ne peuvent être mises en doute et le jeter en prison, constitue une erreur d'autant plus grave qu'aucune explication valable n'a pu être donnée à Belgrade sur le but même de ce procès.

Ce sont moins les articles de Djilas que le procès qu'on lui a fait, qui portent gravement tort à la Yougoslavie.

Répondre à un argument par un emprisonnement, c'est donner la preuve de sa faiblesse et avouer qu'on est incapable de résoudre le problème posé. D'autre part, la Yougoslavie n'est pas seule au monde. Elle n'a pas seulement en face d'elle l'Union Soviétique et ses satellites.

Quand, en 1948, le gouvernement travailliste anglais eut à définir son attitude à l'égard du titisme, ce fut la gauche du parti, celle qui se soucie le moins des intérêts impériaux de la Grande-Bretagne et le plus de l'avenir du socialisme dans le monde, qui se fit le champion de la cause yougoslave. Et ce fut Aneurin Bevan qui, le premier, fit une déclaration solennelle:

> « *Si la Yougoslavie est attaquée, la Grande-Bretagne sera automatiquement engagée dans le conflit.* »

Les Yougoslaves ont tort d'oublier ce moment d'une grande importance dans leur histoire. Ils ont tort de considérer que l'appui de la gauche en Europe occidentale leur est assuré de toute façon, et qu'ils n'ont pas à prendre en considération ses sentiments et son avis. Ils ont tort enfin de croire qu'ils n'ont rien à apprendre des conceptions du socialisme démocratique occidental.

Une double erreur

Au lieu de tenter de garder une position d'équilibre entre ce qu'ils appellent les « éléments progressistes » du monde communiste et les éléments les plus solides de la gauche occidentale, ils ont tout misé sur la victoire des premiers. Ils croient que l'évolution du communisme dans le sens antistalinien suffira à elle seule à résoudre les difficultés intérieures et internationales de la Yougoslavie.

C'est pour faciliter la tâche des « éléments progressistes » en U.R.S.S. qu'ils ont décidé de réduire au silence et d'emprisonner Djilas et qu'ils ne permettent pas à des homme comme Dedijer, Stilinovic et autres, de s'exprimer. Le paradoxe, c'est qu'au lieu de se réjouir, la « Pravda » trouve dans le procès Djilas un argument supplémentaire pour accabler les Yougoslaves et leur prouver que leurs actes ne sont pas en accord avec leurs principes ! Quant à l'Occident, les milieux anticommunistes en Amérique et ailleurs qui, selon la version officielle, risquaient d'être influencés par les écrits de Djilas, pardonneront plus facilement à la Yougoslavie cet acte inconsidéré. Pour eux, les communistes sont de toute façon des hommes bizarres, sinon sauvages, avec lesquels on ne peut s'entendre que sur une base d'intérêts strictement matériels. Par contre, pour la gauche, et en premier lieu pour la gauche britannique, il faudra beaucoup de temps pour effacer l'impression d'un procès intenté pour délit d'opinion et au cours duquel la partie de l'accusation a été publique tandis que la défense de l'accusé s'est déroulée à huis clos. Pour elle, il s'agit là d'une violation de principe élémentaire de la justice socialiste et de la justice tout court.

Il n'est pas facile d'adresser ces critiques aux Yougoslaves, à ces admirables combattants de la résistance, à ces courageux adversaires de Staline, au moment même où le danger qui les guette à l'Est est peut-être plus grand qu'ils ne se l'imaginent. Mais ce serait rendre à la Yougoslavie un mauvais service que de passer sous silence les actions qui lui portent tort auprès de l'opinion de gauche au moment même où elle aura peut-être plus que jamais besoin de son appui chaleureux.

K. S. K.

(Copyright « L'Express »)

Le maréchal Tito entre MM. Kroutchev et Boulganine
Il faudrait qu'un archange passe

SUISSE

Cocktails Molotov pour tous

(De notre correspondant à Genève)

PLUS que la France, plus que l'Allemagne même, la Suisse a été secouée par l'insurrection hongroise, puis par la peur d'une guerre générale. Les ménagères ont constitué d'amples stocks de vivres, conformément à l'appel des autorités fédérales. Les journaux ont fait une belle moisson de dons pour les réfugiés, en même temps que de lettres réclamant le licenciement des instituteurs, professeurs et fonctionnaires communistes ou « suspects de l'être ». Dans nombre de cantons et de municipalités, les élus ont refusé de siéger en présence de leurs collègues communistes.

L'indignation anticommuniste a gagné jusqu'au Conseil fédéral, où le chef de la diplomatie suisse, M. Max Petitpierre, déclarait la semaine dernière qu' « être neutre ne signifie pas accepter tout ce qui peut arriver. ». Et M Petitpierre ajoutait que « le communisme est un régime contre nature ».

« N'oubliez jamais »

Paradoxalement, l'héroïsme des insurgés hongrois a également fait souffler un vent d'optimisme militaire sur la population : « Voyez-vous ça ! disait-on un peu partout. Les Hongrois arrivent à détruire des chars avec leurs mains nues. Les Russes ne sont donc pas si redoutables que cela. Et pensez que chez nous on dépense des milliards pour les armes antichars ! » Le gouvernement trouva cet argument assez inquiétant pour le réfuter dans deux longs communiqués.

En dépit de la résistance des autorités militaires, plusieurs initiatives viennent, au demeurant, d'être lancées pour former les citoyens et citoyennes suisses au combat de partisans. Des cours d'entraînement pour volontaires sont sur le point d'être organisés par l'initiative privée. Mais le mouvement le plus original vient des étudiants bernois.

Ce mouvement, qui s'intitule « N'oubliez jamais ! », consiste à distribuer à la population des modes d'emploi et de fabrication pour « cocktails Molotov ». Glissé dans une enveloppe en cellophane, le mode d'emploi est accompagné d'un tampon d'ouate, d'un morceau de fil de fer, d'une cartouche d'essence à briquet et de cet appel :

« N'oubliez jamais ! A quoi sert en ces jours notre résistance spirituelle si nous ne sommes pas prêts à nous défendre avec nos poings et à compléter l'armée par une résistance civile ? Apprenez à connaître le « cocktail Molotov » et sachez vous en servir ! C'est une arme simple qui a fait ses preuves en Hongrie. L'essence en feu coule dans les moindres ouvertures et joints du char et y provoque des explosions et des incendies. Tous peuvent manier le « cocktail Molotov ». Aidez-nous, tenez-vous prêts ! Nous avons déjà distribué 5.000 « cocktails Molotov » aux écoles supérieures du pays. Pour la fabrication de 5.000 autres il nous manque encore 783 francs. Notre compte de chèque : « N'oubliez jamais », Berne III 7837. »

Mode d'emploi

Et voici le texte du mode d'emploi :

« *Fabrication :* a) N'enlever l'enveloppe protectrice qu'au moment de l'emploi ; b) Fixer le tampon d'ouate, lâchement, contre une bouteille entièrement emplie d'essence.

« *Lancement :* a) Couper le bout de la cartouche d'essence ci-jointe ; b) Répartir le contenu sur le tampon d'ouate, sans perdre une goutte ; c) Allumer le tampon ; d) Lancer immédiatement, avec précision, mais sans violence ; e) En cas d'empêchement, enlever immédiatement de la bouteille le fil avec le tampon en feu.

« A conserver fermé et au frais. Empêchez tout abus. Imitation autorisée et même obligatoire. »

Les étudiants bernois comptent obtenir des écoles l'autorisation de procéder à des démonstrations pratiques.

ALLEMAGNE-EST

Les superstaliniens

(De notre correspondant à Berlin)

LE sort du régime communiste d'Allemagne orientale est entre les mains de M. Gomulka. Telle est l'angoissante découverte que font actuellement les dirigeants de Berlin-Pankow. En effet, le charbon polonais est la clé de l'économie et du plan quinquennal est-allemands. Mais le charbon polonais, de même que le charbon hongrois, commence à manquer cruellement.

La pénurie est devenue si sérieuse, par suite de la réduction des livraisons polonaises, que plusieurs grosses entreprises est-allemandes viennent de mettre en commun leurs maigres réserves pour empêcher les fermetures d'usines et le chômage. M. Grotewohl, président du Conseil, vient d'annoncer la revision du plan quinquennal, « car en raison de circonstances particulières, nos objectifs élevés ne peuvent plus être justifiés ». M. Ulbricht, premier secrétaire du parti, s'est rendu à Prague la semaine dernière pour demander à ses collègues tchécoslovaques de venir à son secours.

Mission à Varsovie

Parallèlement, une seconde mission est-allemande se rendait à Varsovie, conduite par les trois dirigeants les moins « marqués » de la très stalinienne équipe est-allemande : MM. Ebert, ancien socialiste ; Rau, ministre du Commerce extérieur, et Matern, vice-président de la Chambre. Cette mission est considérée comme le « Canossa » du gouvernement de Pankow. MM. Ebert, Rau et Matern, chargés de rechercher une réconciliation avec la Pologne de Gomulka, n'ont pas réussi. Leurs collègues polonais semblent avoir posé des conditions que le régime de M. Ulbricht jugeait exorbitantes. Une guerre d'usure est ainsi engagée entre Pankow et Varsovie. Et dans cette épreuve de force, ce sont les Polonais qui détiennent la plupart des atouts : ils sont en mesure de disputer au Kremlin le leadership dans une partie de l'Europe communiste.

C'est à la lumière de cette situation qu'il faut lire l'extraordinaire discours prononcé, la semaine dernière, par M. Ulbricht devant les membres du comité central et les secrétaires des sections locales du parti. Ce discours révèle l'ampleur prise par l'agitation au sein du parti, agitation qu'attestent également l'exclusion de vingt étudiants de l'Université de Dresde, la grève des tramways qui faillit éclater dans la même ville et le défilé de protestation que projetaient les étudiants de l'Université Humboldt, à Berlin-Est. Ce défilé aurait pu avoir de graves conséquences (les ouvriers berlinois ne se seraient-ils pas joints aux étudiants pour un nouveau « 17 juin » ?); il ne fut empêché que de justesse.

Un discours confidentiel

D'autres signes d'agitation sont cités par le discours confidentiel de M. Ulbricht lui-même, dont voici les principaux passages :

« En Hongrie, ce sont les intellectuels qui ont commencé. C'est par leur faute que l'attention de la population a été attirée sur les erreurs du passé. MM. Nagy, Lukacs et Hay ont ouvertement préparé la contre-révolution. Ce sont là des choses que nous ne tolérerons en aucun cas. Chez nous aussi il existe des intellectuels qui affichent des tendances semblables à celles de leurs collègues hongrois. On fouille dans le passé et on ne se sent à l'aise que lorsqu'on peut mettre à jour des fautes. Ces gens n'ont pas encore compris qu'il s'agit de préserver à tout prix l'unité du parti.

« L'état d'esprit négatif dans les universités est très sérieux. Il existe chez les étudiants des éléments qui attirent l'attention sur le passé. Comment doit-on les traiter ? « Il faut les briser », disait un ouvrier. Je suis d'accord avec lui. *Nous étoufferons dans l'œuf toute tentative pour miner la puissance de notre Etat par des discussions sur le passé !*

« Même à l'intérieur du parti il existe des gens qui affirment qu'il faut changer la direction de notre parti. On est même allé jusqu'à citer des noms, jusqu'à proposer des équipes de rechange. Mais à quiconque joue avec des idées pareilles, nous le disons tout net : « *Un changement dans la direction est absolument hors de question. La ligne du parti est juste. Le parti s'est d'ailleurs réformé ; seuls les instructeurs de la base du parti n'ont pas encore appris à mettre en pratique ces réformes et à persuader les masses de la justesse de notre ligne.* N'avons-nous pas introduit les comités ouvriers dans les usines ? Nous allons également supprimer les magasins d'Etat. Tout cela ne peut-il pas être fait calmement ? Pourquoi donc changerait-on la direction du parti ? »

Contre Tito et Gomulka

« Au sujet de la Pologne, il faut dire ce qui suit : il est arrivé que des membres de délégations polonaises, et même des membres de l'ambassade de Pologne ont colporté le discours Gomulka parmi nos camarades. On a même parfois distribué des journaux occidentaux rendant compte des événements de Pologne. Certains camarades polonais, parmi lesquels on comptait des membres de l'ambassade, ont dit à nos camarades que la République démocratique d'Allemagne avait, elle aussi, besoin d'un Gomulka. Nous ne tolérerons pas cette propagande des camarades polonais. Nous allons mettre fin aux visites de délégations polonaises.

« Nous lutterons avec la dernière énergie contre la propagande de Tito et de Gomulka. Ils s'immiscent dans les affaires intérieures des autres partis. Nous ne tolérerons pas cela. *Mais même chez nous il existe des camarades haut placés qui se laissent séduire par ce genre de propagande. Un ministre adjoint, récemment rentré de Pologne, a été d'avis que nous aussi devrions transformer nos stations de tracteurs en ateliers de réparation. Cette opinion a été acceptée sans la moindre objection par l'organisation du parti attachée à son ministère. Il a fallu une intervention du comité central pour expliquer la fausseté de cette opinion à toutes les personnes concernées.*

« Dans la population et même dans certaines organisations de base du parti on rencontre maintenant un très puissant courant d'opinion selon lequel un succès social-démocrate aux prochaines élections au Bundestag d'Allemagne occidentale créerait les conditions pour des élections libres dans toute l'Allemagne. Il n'y aura rien de semblable ! La voie vers l'unité allemande ne passera jamais par des élections libres. Car il n'existe qu'une seule voie: gagner à notre parti la classe ouvrière d'Allemagne occidentale et faire la révolution contre les conditions qui règnent actuellement en Allemagne occidentale. La République démocratique allemande est le modèle et le fondement pour une future Allemagne réunifiée. Il n'existe pas d'autre solution. »

MAIS QUI RESPECTE L'O.N.U. ?

par Golda MEIER *ministre des Affaires étrangères d'Israël*

La majorité des délégations présentes à la session de l'O.N.U. a réprouvé, on le sait, l'expédition franco-anglo-israélienne en Egypte. Cette même majorité a pourtant été émue, et plus qu'il n'est d'usage dans cette austère assemblée, par un discours. Il s'agissait de l'exposé de Mme Golda Meier, ministre des Affaires étrangères d'Israël, sur la situation de son pays avant l'agression. Voici un extrait de ce discours, prononcé par la petite fille d'un charpentier russe, qui est aujourd'hui la seule femme au monde à être investie de responsabilités aussi considérables.

GOLDA MEIER

L'HISTOIRE de l'invasion d'Israël par les armées arabes, en 1948, est connue de chacun de vous. Mais l'Egypte fait preuve depuis quelques semaines d'un si bel enthousiasme pour les résolutions de l'O.N.U. qu'il n'est pas inutile de rappeler la déclaration faite à cette époque par son délégué au Conseil de Sécurité, lorsque celui-ci eut ordonné un cessez-le-feu en Palestine : « Le gouvernement égyptien regrette de ne pouvoir tenir compte de la recommandation du Conseil de Sécurité. »

Ni l'Egypte, ni aucun des pays arabes ne tint compte de cette résolution et si l'Etat d'Israël existe encore aujourd'hui, il le doit seulement à l'héroïque défense de son peuple, de ses citoyens jeunes et vieux.

Le jour même où les premières bombes égyptiennes tombèrent sur Tel Aviv, le premier bateau de juifs rescapés des camps allemands atteignait le rivage d'Israël. Sur 7.250.000 juifs européens (sans compter les juifs d'U.R.S.S.), six millions avaient été massacrés par les nazis. Et maintenant, les survivants revenaient en Israël, non pas comme les immigrants clandestins de l'époque du Mandat, mais pour y trouver l'accueil prophétisé par Jérémie : « Tes enfants retourneront dans leurs frontières. »

La terreur des fedayims

Ces deux épisodes symbolisent la vie d'Israël depuis sa naissance. Son peuple s'est avancé dans le désert et a arraché les pierres de collines arides pour y bâtir de nouveaux villages. Il a construit des routes, des écoles, des hôpitaux. Et des brigands — plus tard organisés en fedayims (1) furent envoyés d'Egypte et de Jordanie pour tuer et détruire. Israël creusa des puits et fit venir l'eau de très loin dans des pipe-lines. L'Egypte envoya des fedayims pour faire sauter les puits et couper les pipe-lines.

Pendant huit longues années, jour après jour, nuit après nuit, les survivants des camps nazis et les 400.000 juifs venus des autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord — affaiblis par la maladie, la peur et la faim, brisés moralement et physiquement, venus tenter de reconstruire leur vie — furent victimes de cette terreur.

Depuis huit ans, Israël est soumis à des attaques militaires permanentes et à une guerre économique qui se traduit par le blocus, le boycott et la paralysie illégale de nos efforts pour développer nos ressources naturelles.

La paix à sens unique

Il est impossible de juger la situation actuelle sans tenir compte de cette réalité et les causes qui provoquèrent la récente action israélienne ne peuvent être ignorées. Si cette assemblée est sincèrement désireuse de rétablir la paix au Moyen-Orient, elle doit d'abord déterminer de quel côté se trouve la politique agressive. Si les Nations Unies ne sont pas décidées à user de leur influence pour contraindre les nations de cette région à négocier une solution définitive, la marmite du Moyen-Orient continuera à bouillir et cette zone restera une poudrière accessible à tous ceux qui souhaiteront exploiter ses possibilités explosives.

Israël est entouré d'Etats hostiles qui invoquent l'armistice de 1949 lorsqu'il les sert et le dénoncent lorsqu'il les gêne. Ils refusent de signer des traités de paix et s'accrochent désespérément à l'indéfendable théorie de l'« état de guerre » contre Israël. Le 12 juin 1951, un représentant égyptien justifiait la fermeture du canal de Suez aux navires israéliens en ces termes stupéfiants :

« Nous exerçons un droit de guerre. Légalement, nous sommes toujours en guerre avec Israël. Un armistice ne met pas fin à l'état de guerre. Il n'interdit pas à un pays d'exercer certains droits de guerre. »

Une expérience douloureuse nous a appris que ces « droits de guerre » comprenaient la terreur aveugle, le brigandage et l'agression économique.

Par contre, tout effort d'Israël pour mettre fin aux meurtres et au pillage, pour rendre tolérable l'existence de son peuple assiégé, était qualifié de « violation de la paix ». Les Arabes seuls avaient des « droits de guerre » ; Israël avait la responsabilité unilatérale du maintien de la paix. Est-il surprenant qu'un peuple qui vit dans cette situation monstrueuse finisse par s'impatienter et par chercher le moyen de se protéger contre les dangers d'une guerre qui lui est livrée de tous côtés ?

La radio du Caire déclarait le 31 août 1955 : « Pleure, ô Israël, car les Arabes égyptiens se sont déjà frayé un chemin jusqu'à Tel Aviv. Le jour de l'extermination est proche. Il n'y aura pas de plainte à l'O.N.U. ou auprès de la Commission d'armistice. Il n'y aura pas de paix aux frontières car nous exigeons la mort d'Israël. »

Le massacre de six enfants et de leur professeur dans une école, le bombardement d'une noce dans un village du Neguev, voilà le genre d'exploits que le colonel approuvait lorsqu'il déclara à une unité de fedayims : « Vous avez prouvé par vos actions que vous êtes des héros sur lesquels notre pays peut compter. L'esprit dans lequel vous pénétrez sur le territoire ennemi doit se répandre. »

L'ascension du dictateur

Nous avons presque tous, ici, été témoins de l'ascension d'un dictateur qui — comme son disciple actuel — annonça par avance au monde ses plans sanguinaires. Les cendres des fours crématoires, la mémoire de millions de morts et un monde en ruines témoignent de sa fidélité à ses promesses. Cette leçon ne doit pas être oubliée. Le peuple d'Israël, en tout cas, n'est pas près d'oublier ce que représente la menace d'une extermination totale.

L'action israélienne dans le désert du Sinaï a eu pour résultat d'empêcher une offensive égyptienne soigneusement préparée. Je ne relirai pas les longues directives données par l'état-major aux commandants égyptiens mais aucun de nous ne doit en oublier l'introduction : « Tout commandant doit se préparer et préparer ses subordonnés à l'inévitable campagne contre Israël dont le but est d'atteindre notre objectif suprême : l'annihilation d'Israël et sa destruction la plus rapide possible dans la plus brutale et la plus sauvage des batailles. »

Je me demande, Monsieur le Président, s'il y a un seul des pays représentés ici qui vive dans de telles conditions.

Aujourd'hui, que faut-il faire ? Allons-nous, dans nos relations avec l'Egypte, en revenir à un armistice qui n'a jamais assuré la paix et que l'Egypte a toujours dénoncé ? Le désert du Sinaï redeviendra-t-il un nid de fedayims et une base d'agression contre Israël ? Certains pays vont-ils réarmer l'Egypte pour lui permettre de poursuivre ses buts avoués ? La tragédie va-t-elle recommencer au Moyen-Orient ? La paix de cette région et peut-être même de beaucoup d'autres régions dépendra des réponses qui seront données à ces questions.

(1) Volontaires de la mort.

PETIT-BATEAU

Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.

FAITS DIVERS

Un ingénieur fatigué

LE serrurier avait enfoncé la porte verrouillée de l'intérieur. Dans la clarté du plafonnier électrique faussée par la lumière terne d'un après-midi de décembre apparurent deux cadavres. La femme avait glissé de sa chaise et reposait le long de la table. L'homme était assis dans son fauteuil, un trou entre les yeux ; auprès de sa main droite était tombé un revolver, un colt 9 mm.

Le commissaire Ducret, chef de la brigade criminelle, conclut au suicide. Le constructeur d'avions René Couzinet, 52 ans, s'était donné la mort après avoir abattu sa femme qui avait été l'épouse de Jean Mermoz.

Couzinet, un des hommes qui avaient fait reculer les limites de l'impossible, avait cédé à un accès de désespérance.

C'était un grand ingénieur. Ses amis, les pionniers de l'aviation de ligne, assurent de lui qu'il avait « du génie ». Mermoz l'avait dit avant eux.

Ses conceptions étaient toujours en avance de quelques années sur les recherches des autres. Son trimoteur « Arc-en-Ciel », en 1932, était déjà une révolution. « *C'est le seul appareil transatlantique* », s'écria Mermoz, quand il l'eut piloté. Le 16 janvier 1933, il décollait de Dakar, franchissait l'Atlantique Sud, atterrissait au Brésil. L'épopée de l' « Aéropostale ».

Mermoz disparaissait. Couzinet épousait Gilberte Mermoz et continuait à construire des avions dans son usine de l'île de la Jatte. Les prototypes qu'il avait mis au point furent détruits par les Allemands en 1940, à Toulouse, après l'armistice. Son usine de la Jatte fut saccagée. La Luftwaffe se vengeait de l'échec de ses ailes sur la ligne du Sud.

Couzinet était-il fait pour « construire » des avions ? Ses amis même se le demandent. N'était-il pas plutôt un ingénieur qu'un grand patron d'usine ? Ne lui manquait-il pas le tempérament de l'homme d'affaires, et surtout des nerfs solides ?

L'hypothèse d'une banqueroute financière doit être écartée pour expliquer son geste désespéré. Il avait une puissante voiture. Il venait d'en acheter une autre, plus petite, pour sa femme. A ses amis, son foyer paraissait heureux.

Soucoupes

Depuis plus de quatre ans, il consacrait ses efforts à un nouvel engin mystérieux. L'apparition des « soucoupes volantes » l'avait frappé. Il y croyait. Il était habité par leur réalité. Il voulait être le premier homme à faire décoller verticalement un de ces disques fulgurants.

L'an dernier la maquette existait enfin. Couzinet était persuadé qu'il allait ouvrir une ère nouvelle à la conquête de l'espace. Un disque de huit mètres de diamètre. Trois hommes à bord. Trois moteurs et un turboréacteur.

Il aurait peut-être pu en confier à d'autres la réalisation. Vendre ses plans. Il n'y songea point. Il entendait réussir seul.

Il lui manquait l'argent ? Mais ne lui en devait-on pas ? L'usine saccagée de l'île de la Jatte ne lui ouvrait-elle pas le droit à des dommages importants que l'Etat lui faisait attendre ? Les pouvoirs publics ne s'intéresseraient-ils pas à ce prototype grâce auquel l'industrie aéronautique française reprendrait peut-être un rang enviable ?

Il réclama son dû. On lui conseilla de patienter. Il sollicita des crédits. Ses interventions furent vaines. Chacune de ses démarches le laissait un peu plus déprimé. Un peu plus rongé par l'idée sournoise que ses « ennemis » étaient trop puissants.

Ses mystérieux ennemis...

Par trois fois René Couzinet avait déclaré, au cours des dernières années, qu'il avait été victime d'attentats.

Une première fois, la nuit, sur une route déserte, un « poids lourd » avait foncé droit sur sa voiture et il n'y avait échappé que par miracle. Quelques mois après, il procédait aux essais d'un hydroglisseur de son invention quand l'appareil échappa à son contrôle : l'avait-on saboté ? Avait-on voulu se débarrasser de Couzinet ? Et pourquoi ?

Le troisième attentat fut plus troublant encore. Couzinet, qui n'était vraiment lui-même qu'avec ses épures, qui ne vivait que pour ses plans et ses projets, s'était aménagé une chambre dans son usine de la Jatte où il passait souvent la nuit. Une nuit, le 5 novembre 1953, trois balles de revolver furent tirées à travers la porte de cette chambre. Elles se logèrent dans le mur, à quelques centimètres de la tête du dormeur. L'enquête ne recueillit aucun élément positif et un non-lieu intervint.

RENÉ COUZINET
Un roman noir

A cause du camion, du sabotage, du revolver, on se demanda si le drame de la rue Nungesser-et-Coli, à Boulogne, n'était pas un crime camouflé. Mais le doute n'était pas possible : la porte était bien verrouillée de l'intérieur ; Mme Couzinet ne s'était pas méfiée de son meurtrier et René Couzinet s'était calé dans son fauteuil avant de se tirer à bout touchant une balle entre les yeux.

TÉMOIGNAGES

A chacun sa vérité

LA lecture des « Mémoires » du cardinal Mindszenty publiés par la presse internationale eût intéressé Pirandello : chaque texte, rédigé par des témoins qui ont pu longuement s'entretenir avec le prélat hongrois, pendant les « journées » de Budapest, comporte des informations qui sont infirmées dans les autres.

S'il serait odieux de se demander qui cerne au plus près la vérité au sujet de la durée des tortures subies par le cardinal (29 jours ou 16 jours) il n'en demeure pas moins instructif de comparer les versions des « Mémoires » proposées au lecteur français.

L'un des textes a pour auteur le prêtre hongrois Josef Vecsey, présenté comme un « ami et confident du cardinal, pourvu des « pleins pouvoirs » par le cardinal Mindszenty. Publié par le *New York Herald Tribune*, il a été reproduit par *Le Figaro*. L'autre a été écrit par un journaliste professionnel, Leslie Balogh Bain, collaborateur du magazine américain *Look* et diffusé en France par *France-soir*.

Un exemple suffira à montrer l'abîme qui sépare les deux « confidences » du cardinal. Il s'agit des heures qui, le dimanche 4 novembre, ont précédé la décision du cardinal Mindszenty de se réfugier à la légation américaine.

« Il (le cardinal) arriva enfin au Parlement, où il assista à une dramatique réunion du cabinet, dit *Le Figaro*. Tout semblait perdu. Il eut un entretien avec M. Nagy et d'autres membres du gouvernement. Cependant, les troupes communistes se rapprochaient de l'immeuble.

— Il faut vous enfuir, déclara M. Nagy.

— *Où ?* demanda-t-il.

— Au siège diplomatique le plus proche : à la légation américaine.

« Le cardinal retira sa soutane et revêtit un pardessus pour ne pas être reconnu. Trois jeunes Hongrois lui ouvrirent le chemin et le firent sortir du bâtiment. Trois autres suivaient. L'opération fut rapidement accomplie ; grâce à cette escorte, le cardinal put sans encombre gagner la légation américaine. » (...)

Que dit, dans *France-soir*, cet autre témoin qu'est Bain ? Pour lui, le cardinal n'est pas entré dans l'enceinte du Parlement, n'y a donc pas rencontré Nagy... et a gardé sa soutane. Voici son récit :

« Le cardinal Mindszenty me tend la main (...). Il porte une soutane râpée, trop grande pour lui. (...)

— *J'attends,* dit le cardinal Mindszenty, *de savoir si Washington m'autorise à pénétrer dans la légation.* (...)

« Mindszenty et Turchanyl enfilèrent leur soutane, convoquèrent quelques collaborateurs et prirent deux voitures pour les conduire au Parlement. Ils se heurtèrent à un barrage de chars russes. (...)

« Inquiet, Mgr Turchanyl proposa au cardinal de faire une reconnaissance à pied. Avec l'autorisation d'un officier russe, il pénétra seul dans le palais du Parlement. A peine en avait-il franchi le seuil que, revolver au poing, deux hommes de la police secrète, la terrible A.V.O., se précipitèrent vers lui, Turchanyl rebroussa chemin et courut vers les voitures. (...)

« Pour tromper les policiers qui s'étaient lancés à leur poursuite, les voitures déposèrent les prélats à la porte de la banque (qui pouvait leur donner un asile temporaire) et continuèrent leur route à toute allure. (...)

« C'est alors que, par téléphone et par l'intermédiaire d'amis sûrs, Turchanyl entama des négociations avec la légation des Etats-Unis, demandant pour le cardinal et sa suite le droit d'asile. »

Les deux témoignages diffèrent, on le voit, considérablement.

Drogue ?

Autre exemple. Il s'agit maintenant de savoir si le cardinal a été drogué, au moment de son procès, comme on l'a affirmé.

Pour le lecteur du *Figaro* l'affaire est claire :

« J'ai rencontré le R. P. Ispanky à Vienne, précise le père Josef Vecsey. C'est lui qui m'a révélé que les membres de l'A.V.O. se servent de deux sortes de drogues pour amoindrir leurs prisonniers.

« Il existe une drogue qui rend le prisonnier très bavard. L'autre l'emplit de crainte, le poussant même jusqu'à la terreur. Le Père Ispanky m'a parlé d'un prisonnier sur qui l'une de ces drogues avait eu un effet extraordinaire. Il était devenu véritablement frénétique, puis claustrophobe. Il martelait le mur de ses poings, de ses pieds et de sa tête. Il s'agit sans doute d'un produit chimique que les geôliers mélangeaient à la soupe quotidienne. Il est certain que le cardinal en a absorbé. »

Mais le lecteur de *France-soir* aura un autre point de vue :

« Avant de terminer cette conversation, raconte Bain, je dis au cardinal que le monde extérieur avait eu l'impression qu'au cours du procès il avait été drogué :

— *Non,* répondit-il, *pas de drogues. Simplement l'influence de 29 jours et de 29 nuits sans sommeil et d'un poumon enflammé. J'expliquerai le détail du procès dans mes* Mémoires. »

Attendons ces « Mémoires » pour savoir quelle vérité entrera dans l'Histoire.

MÉDECINE

Comment les étudiants voient leur avenir

LES médecins forment-ils un corps social homogène ? Sont-ils unanimes dans leur opposition à tel projet gouvernemental ? Ont-ils une « conscience de classe » ? Si le problème reste ouvert en ce qui concerne les médecins en exercice, un début de réponse, fragmentaire mais intéressant, nous est fourni par une récente enquête sur les futurs médecins.

→

chez votre Tailleur
Jeunesse de LAJEUNESSE
la draperie qui tient

VINS D'ALSACE
☆
GEYL et BASTIAN
Maison fondée en 1898
NEGOCIANTS à
VENDENHEIM (BAS-RHIN)
BEBLENHEIM (HAUT-RHIN)

→

Deux sociologues ont mené une étude par questionnaire pour le Centre d'Études Sociologiques et le Bureau Universitaire de Statistique. Un étudiant sur dix de la Faculté de Médecine de Paris et tous ceux de la Faculté de Lille trouvèrent un jour à leur courrier un questionnaire : 60 % y ont répondu. Les questions cherchaient à mettre en évidence l'origine sociale, les moyens d'existence et l'attitude des étudiants à l'égard de leur future profession.

Origines

Sur les 1495 étudiants interrogés, nous trouvons :

39 fils d'agriculteurs (2,6 %) ;
50 fils d'ouvriers (3,3 %) ;
258 fils d'artisans, commerçants et petits fonctionnaires (17,2 %).

Tous les autres proviennent de classes dites supérieures : 245 sont fils de médecins (195), dentistes et pharmaciens.

La grande majorité des étudiants en médecine subsistent surtout grâce à l'aide matérielle de leur famille.

38,2 % reçoivent des aides variées de l'Etat, allant de l'exonération des frais de scolarité à la bourse complète.

83,4 % déclarent n'avoir aucune activité rémunérée.

Les raisons du choix des études et le mode d'installation envisagé semblent recouper cette dépendance d'un milieu social et familial aisé.

2 273 réponses (un étudiant peut en donner plusieurs à une même question) justifient de diverses façons le choix des études médicales :

178 invoquent la tradition familiale ;
385 le revenu espéré et les conditions de travail ;
787 l'intérêt des études ;
569 l'importance sociale et le rayonnement du médecin ;
147, enfin, la vocation.

559 étudiants, soit 37,4 %, escomptent une aide familiale pour leur installation.

Ces étroites attaches matérielles et psychologiques et l'emprise précoce du milieu médical sur l'étudiant (stages hospitaliers, éventuellement externat et internat) expliquent une prédominance des préoccupations professionnelles qui se manifeste dès les premières études.

Les enquêteurs ont proposé l'option médecine libérale-médecine « salariée » en dehors de toute allusion à un cadre légal ou à une institution donnés.

639 étudiants choisissent l'exercice libéral de leur métier ;
93 acceptent d'être des salariés complets ;
111 préfèrent un salaire partiel, ce qui semble correspondre à une solution temporaire de début de carrière.

Notons cependant que parmi les étudiants fils d'agriculteurs, ouvriers et employés subalternes, 12,8 % choisissent la médecine salariée contre 8,2 % des fils de fonctionnaires et cadres supérieurs, médecins et autres professions libérales, ou industriels.

A mesure que les étudiants approchent de la fin de leurs études, leur choix se transforme.

En première et deuxième années, sur 1 165 jugements portés sur la médecine salariée, 250 lui sont favorables (21,3 %), 434 hostiles (37,2 %) et l'on ne compte pas moins de 481 refus de prendre position (41,1 %).

Mais entre la troisième et la sixième année, les chiffres correspondants sont 393 (21,7 %), 791 (43,7 %) et 628 (34,7 %). L'entrée progressive dans le milieu entraîne ainsi une position de plus en plus critique vis-à-vis du salariat.

Minoritaires

Qu'en est-il des étudiantes ? Groupe minoritaire, les jeunes filles se heurtent au classique barrage de méfiance professionnelle vis-à-vis des femmes. Elles sont plus ouvertes à l'idée du « fonctionnariat médical », d'autant plus qu'elles tiennent à garder un peu de leur temps pour leur vie familiale. A côté de 100 étudiantes qui préfèrent s'installer en médecin indépendant, 79 rêvent à un emploi fixe.

Cette étude n'est pas exhaustive, ni exempte de critiques. De l'avis même de ses auteurs, les conclusions en sont d'une portée limitée. Elle permet toutefois de dégager une remarquable continuité et un esprit homogène à l'intérieur d'un monde relativement clos. A noter le rôle de la volonté d'ascension sociale, l'importance du soutien familial et le haut degré de « technicité » qui favorisent la persistance d'un « esprit de corps ».

Assurez-vous une réception toujours parfaite...

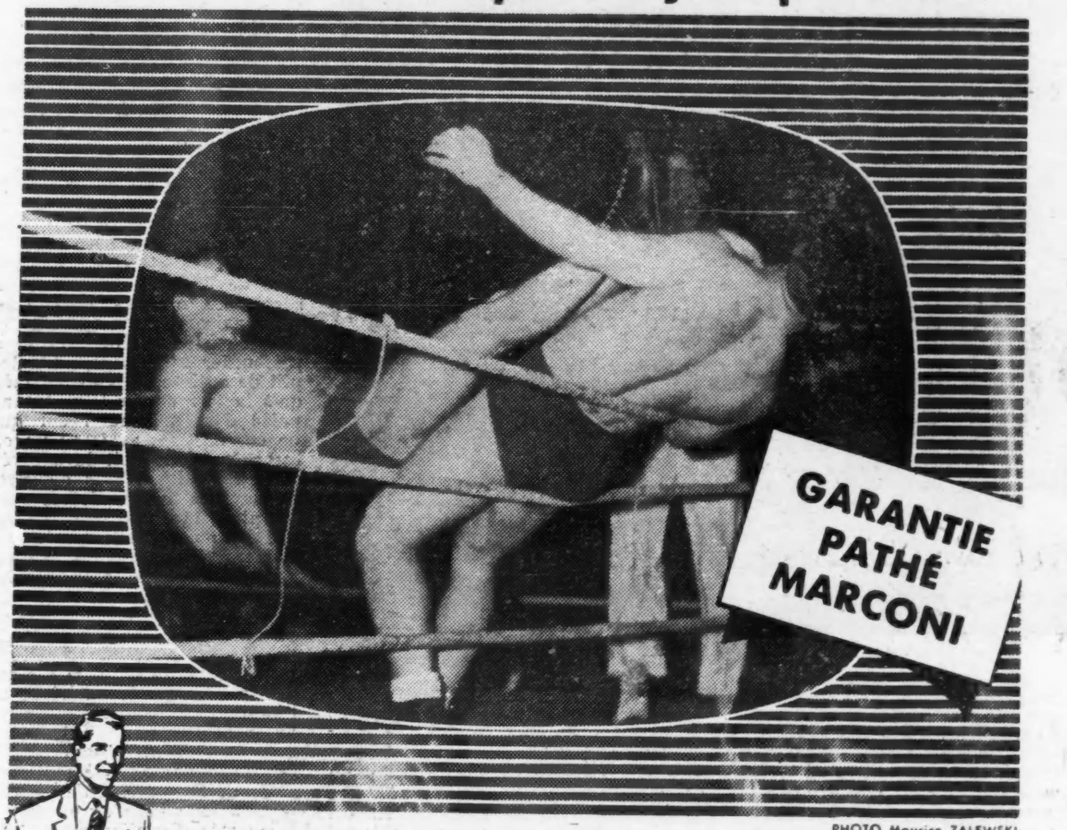


PHOTO Maurice ZALEWSKI

4 questions à vous poser avant d'acheter un poste de Télévision

- Êtes-vous près ou loin de l'émetteur ?
- Voulez-vous un grand écran ou un écran géant ?
- Désirez-vous un coffret ou un meuble ?
- De quels émetteurs dépendez-vous ?

Il y a chaque fois un téléviseur multicanaux LA VOIX DE SON MAITRE qui correspond exactement à vos besoins.

Ces appareils se font en coffret et console type grand écran 43 cm. et écran géant 54 cm.

Les appareils
La Voix de son Maître
ont 10 ans d'avance

NOTE IMPORTANTE : Il existe un modèle TRI-STANDARD qui permet de recevoir, dans certaines régions, les stations 819 lignes : France, Belgique, Luxembourg et 625 lignes : Allemagne, Suisse, Italie.

- Triple contrôle automatique de
  - stabilité horizontale (A.F.C.)
  - volume sonore (A.V.C.)
  - contraste de l'image (A.G.C.)
- Prise pick-up Haute-fidélité

La Voix de son Maître

PRODUCTION PATHÉ MARCONI

Demandez au spécialiste LA VOIX DE SON MAITRE le plus proche de votre domicile, le catalogue illustré qui vous renseignera sur la gamme complète des téléviseurs modèles 1957.

HISTOIRE

Le testament perdu et retrouvé

LE testament de Louis XIV que le public pourra sans doute voir vers la fin du mois de janvier à Charpentier, à l'occasion de la vente de Lucien Graux, a, pendant plus de deux siècles, chatouillé la curiosité des amateurs de petite histoire, au même titre que l'identité de l'homme au masque de fer ou la « disparition » du dauphin au Temple. On avait perdu la trace, depuis 1715, du fameux document. Personne ne savait qui le possédait...

Quel concours de circonstances a donc permis de retrouver cette pièce de grande valeur que le grand roi confia en 1714 au premier président du Parlement ? On sait que le premier président et le procureur général du Parlement firent creuser une niche dans la muraille d'une tour du palais pour y déposer le testament. Celui-ci fut ouvert le 2 septembre 1715. Puis le document disparut jusqu'en... avril 1927.

Un visiteur se présenta alors rue de Grenelle et demanda à parler à M. Edouard Herriot, qui était ministre de l'Instruction publique, pour lui faire une communication de la plus haute importance.

— *La Bibliothèque Nationale*, dit en substance le visiteur, *prépare une exposition sur le siècle de Louis XIV. Or, il se trouve que je suis en possession du testament du Roi Soleil. Je suis prêt à vous confier cette pièce d'une valeur incomparable. A une seule condition : l'Etat devra s'engager à me restituer le document à la fin de l'exposition.*

Marché conclu

Cet engagement, M. Herriot ne pouvait le prendre. Il lui fallut donc décliner l'offre du mystérieux visiteur. On pouvait craindre dès ce moment que le testament ne passât en vente publique à Londres ou à Amsterdam...

« *Heureusement*, rapporte M. Bourguignon, *ce mystérieux visiteur parla de ce document à son médecin, le docteur Bruker...* » Celui-ci apprit à son client qu'un Français était prêt à acheter le document à n'importe quel prix. Il s'agissait du docteur Lucien Graux, un collectionneur d'une grande érudition que les autographes passionnaient.

Le marché fut conclu. Et M. Lucien Graux entra en possession du testament.

Déporté pour avoir participé à la Résistance, le docteur Lucien Graux devait mourir à Dachau en 1944. Depuis la guerre sa femme a conservé la collection d'autographes. Mais pour obéir à la volonté de son mari, qui estimait que le testament de Louis XIV devait appartenir à la France, elle a donné le document à la Bibliothèque Nationale.

Et c'est encore pour respecter les désirs de son mari qu'elle va maintenant disperser toutes les pièces de la collection : le docteur Lucien Graux voulait qu'après sa mort ceux qui aiment autant que lui les livres rares et les autographes puissent profiter à leur tour de sa bibliothèque.

LA MARCHE DES IDÉES — 21 DÉC. 56

L'INTERVENTION de Pierre Mendès France, dans le grand débat de politique étrangère ouvert mardi dernier au Parlement, ne répond pas aux vœux de ceux qui attendent de lui une action concrète et dynamique regroupant les hommes de gauche désorientés et disponibles pour travailler à refaire le pays. Mais elle ne répond pas non plus au désir de ceux qui voudraient prendre en défaut la maîtrise jamais démentie de son analyse politique.

C'est le discours d'un homme d'Etat responsable, parlant à ceux qui ne veulent pas entendre, tentant de placer les parlementaires en face des véritables causes du désordre, en face des vrais problèmes : ceux que pose la construction pacifique d'un monde où la France doit et peut prendre sa place.

Prononcé devant un auditoire aussi hostile qu'attentif — un auditoire qui n'aime guère être contraint d'aller au fond des choses — ce discours a produit sur ceux qui l'ont entendu une très profonde impression, aussitôt traduite par la presse :

« Il est peu contestable que l'intervention du leader radical a porté beaucoup plus que ne le laissaient apparaître les applaudissements... » (*Combat.*)

« ...Un incoercible malaise pèse sur l'Assemblée... » (*L'Aurore.*)

« Une intervention était attendue avec impatience : celle de M. Mendès France. L'orateur a été suivi avec une attention rarement atteinte dans l'hémicycle pour la première partie de son exposé consacrée à l'analyse très claire de l'évolution des rapports entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Mais dès qu'il s'agit de définir les solutions précises aux problèmes en suspens, M. Mendès France redevient prisonnier — *otage*, diraient certains — d'une situation parlementaire qu'il connaît bien et il en est manifestement gêné. » (*Le Figaro*).

« M. Mendès France a été sévère et positif. » (*Le Monde*).

« L'intervention de M. Mendès France, qui *s'est confirmé comme l'opposant n° 1 à la politique gouvernementale*, avait été, quoique peu applaudie, la plus remarquée de la journée... Une dizaine de socialistes applaudirent ce *réquisitoire*. » (Paris-Presse).

Voici, pour les lecteurs de L'Express, *le texte intégral de ce discours.*

SI LA FRANCE VOULAIT...

Texte intégral du discours de MENDÈS FRANCE au Parlement

PIERRE MENDÈS FRANCE

CE débat est spécialement important, parce qu'il se déroule dans un moment qui est peut-être celui d'un véritable tournant dans l'histoire diplomatique de l'après-guerre.

Les dix années qui viennent de s'écouler ont été dominées par la constitution, puis par l'opposition de deux grands blocs politiques et militaires qui subsistent et semblent devoir subsister. Leur affrontement a constitué et risque encore de constituer un danger de guerre général, mais nous constatons qu'à l'heure actuelle leurs relations sont en train de prendre une forme nouvelle.

Certes, depuis dix ans, nous avons connu des épisodes et des péripéties de diverses sortes. Ce fut d'abord Yalta sans la France et avec l'apparent accord des deux super-grands ; puis leur rupture suivie d'une aggravation progressive mais constante de leurs relations jusqu'à ce que l'on a appelé la guerre froide ; puis une nouvelle période qui n'était pas la paix véritable et qu'on baptisa « la détente », durant laquelle, si l'opposition des deux blocs perdit de sa violence et de son acuité, aucun véritable problème : l'Allemagne, le désarmement, le statut des Etats de l'Europe de l'Est, ne reçut sa solution, aucune cause éventuelle de guerre ne fut extirpée.

Cette dernière période a été marquée, notamment, par la conférence des Quatre réunie à Genève en juillet 1955. Il n'est pas inutile, aujourd'hui, de rappeler que cette conférence résultait d'une initiative française, prise en novembre 1954 et confirmée pendant l'hiver 1954 et le printemps 1955, pour surmonter les hésitations des uns et les réticences des autres et pour obtenir que les difficultés les plus redoutables pour la paix soient examinées et débattues face à face, franchement, publiquement et avec la participation de la France, afin que celle-ci, ignorée à Yalta et trop souvent depuis, puisse jouer son rôle, défendre ses intérêts et contribuer au renforcement de la paix.

Peut-être aurions-nous dû, dans les mois qui ont suivi, prendre de nouvelles initiatives, continuer à être en tête de ceux qui exploraient les solutions possibles. Nos affaires propres, celles de la métropole comme celles de l'Afrique du Nord, une fois de plus, ont monopolisé toute notre action politique.

Nous n'avons donc rien fait, rien préparé ; les autres non plus. La détente, qui aurait pu être constructive, est devenue passive et conservatrice. L'inaptitude des Occidentaux à imaginer et à faire prévaloir des formules qui auraient résolu les problèmes peu à peu, organisé la sécurité, facilité la réduction des dépenses militaires et stimulé la prospérité chez eux comme dans les pays sous-développés, a eu pour effet que la détente a été considérée comme devant purement et simplement maintenir un état de choses, après tout moins pénible que la guerre froide, un équilibre que l'on savait fragile et qu'il valait mieux, en conséquence, ne pas altérer, même pour tenter de l'améliorer.

Telle fut bientôt la conception — inconsciente ou consciente, je ne sais — de l'Union Soviétique et des Etats-Unis.

L'immobilisme des deux géants

Pour ces deux géants inquiets, qui cèdent si souvent à la méfiance en face des changements ou des propositions qui tendent à des changements, la politique internationale consista dès lors à maintenir telle quelle la division du monde en deux grandes zones stables et intangibles, conception statique qui pouvait leur convenir, au moins provisoirement, car pour eux, la situation générale était parfaitement supportable.

Elle l'était moins pour les autres Etats, notamment pour la France et la Grande-Bretagne, en proie à des difficultés internes de diverses natures : fermentations de leurs empires, poids excessifs des charges militaires, lenteur dans l'amélioration de leurs niveaux de vie et de leur progrès social.

En tout cas, on peut dire que depuis deux ans, et à la suite d'une sorte d'accord tacite, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, sans renoncer, bien sûr, à leurs perspectives à plus long terme, se sont employés à ne rien troubler du statu quo existant.

De temps à autre, un incident diplomatique permettait à l'un ou à l'autre de prendre telle attitude de propagande, de rappeler telle position de principe, mais la règle du jeu ne permettait pas d'aller plus loin. L'état de choses actuel ne devait pas être troublé ou modifié et chacun savait que telle était aussi, pour le moment, la conviction de l'autre.

On en a vu en 1956 de curieux exemples sur lesquels je voudrais appeler l'attention de l'Assemblée.

→

→

C'est le même jour — est-ce pure coïncidence ? — que les Etats-Unis et l'Union Soviétique ont annoncé qu'ils renonçaient à construire le barrage d'Assouan.

Peut-être chacun des deux s'était-il rendu compte qu'il s'agissait là de travaux tellement gigantesques et d'une telle durée — au moins vingt ans — dans une région stratégique si importante que l'autre Grand ne pourrait pas tolérer les conséquences politiques d'une mainmise unilatérale sur toute l'Afrique orientale.

C'est ce qui explique probablement le retrait simultané de l'un et de l'autre du grand projet d'Assouan.

Mais voici un autre exemple qui nous touche de plus près.

Paradoxalement, pendant tout le premier semestre de 1956, les Etats-Unis tout comme l'Union Soviétique, aucun des deux ne pouvant admettre que l'autre installe des Etats satellites en Afrique du Nord, ont été d'accord pour que ce soit la France qui règle elle-même et librement ses difficultés algériennes.

On le vit par exemple au mois de juin, lorsque les Etats de la Ligue arabe, ayant tenté de saisir le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. de l'affaire algérienne, les Etats-Unis et la Russie s'efforcèrent en même temps d'éviter l'inscription de cette question à l'ordre du jour, les Etats-Unis votant contre, l'Union Soviétique demandant un ajournement *sine die*, ce qui revenait au même.

Depuis, tous deux ont évidemment modifié leur attitude, j'y reviendrai, mais il n'est pas sans intérêt de noter la simultanéité, au moins passagère, de leur comportement dans une affaire qui nous touchait de si près et qui, aujourd'hui encore, nous touche de si près.

Mesdames, messieurs, cette politique, concertée ou non, des deux plus grandes puissances du monde pendant toute une partie de l'année 1956, explique fort bien leur réaction après l'ultimatum franco-britannique au colonel Nasser. Pour l'une comme pour l'autre, notre action militaire venait bouleverser un équilibre qu'ils avaient décidé de maintenir inchangé.

Pour les Russes, le débarquement à Port-Saïd c'était la menace d'une altération profonde de la situation stratégique, c'était la réinstallation des Anglais en Egypte, en tout cas c'était une modification désavantageuse pour eux de la carte militaire sur leur flanc sud. Pour les Etats-Unis, s'ils avaient renoncé à s'installer à Assouan pour ne pas provoquer les Soviétiques, comment n'auraient-ils pas considéré avec la plus grande inquiétude une opération qui pouvait apparaître à ces derniers comme un défi infiniment plus dangereux ?

Nous nous sommes donc trouvés en présence de deux réactions concordantes et très violentes. Certains, en France, espéraient peut-être que nous profiterions de l'ancien antagonisme des deux super-grands. Ils voulaient pratiquer un jeu subtil entre l'un et l'autre, en partant de l'hypothèse habituelle que leur rivalité les neutraliserait ou les paralyserait, mais cette hypothèse est devenue fausse, au moins pour un temps, et les deux grands Etats se sont trouvés unis contre nous.

Leurs forces diplomatiques ne se sont pas compensées, elles se sont additionnées contre nous, et la constellation politique n'a pas été caractérisée par l'ancienne opposition trois contre un, mais par une nouvelle formule ; au moins dans ce cas, on a vu les deux plus grands contre les deux moins grands, et c'est de là qu'est venu l'échec de l'opération de Suez.

L'attristant bilan de l'expédition de Suez

Cette leçon, me semble-t-il, nous devons nous en souvenir pour l'avenir.

Cette opération de Suez, faut-il maintenant en faire le bilan ? Quels étaient ses objectifs au départ ?

En gros, il s'agissait pour nous d'internationaliser le canal, ou tout au moins de garantir cette internationalisation menacée par les péripéties des derniers mois. Il s'agissait aussi de discréditer Nasser et de l'éliminer de la vie politique. Il s'agissait enfin d'intimider le monde arabe, non seulement dans le Moyen-Orient, mais surtout en Afrique du Nord, dans l'espoir que cela faciliterait le règlement de nos problèmes algérien et aussi marocain et tunisien.

Sur tous ces points nous savons aujourd'hui que l'opération a échoué. Le statut du canal ne sera probablement pas très différent de ce que faisaient prévoir les délibérations des Nations Unies avant l'opération, avec une circonstance aggravante pour la France et l'Angleterre en ce sens que leur place sera moins grande qu'elle n'eût été.

Nous ne pouvons pas douter que Nasser et tous les Etats qui l'appuient s'emploieront dans ce sens et que les Etats-Unis et l'Union Soviétique essayeront de se créer un rôle plus grand, ce qui ne peut se faire qu'à notre détriment.

En ce qui concerne le prestige et même la survie politique de Nasser, le bilan est également négatif, surtout aux yeux du monde arabe. Les

STALINE ET ROOSEVELT A YALTA
De la division du monde...

« LA DÉTENTE, QUI AURAIT PU ÊTRE

revers qu'il a essuyés de la main des Israéliens sont atténués par le fait qu'il ne manquera pas de les imputer à l'intervention de forces écrasantes de deux Etats militairement très supérieurs à l'Egypte.

C'est ce qui donne une particulière importance aux polémiques et aux affirmations selon lesquelles la contribution active, mais secrète, de l'aviation française n'aurait pas été étrangère dès le premier jour aux succès de l'armée israélienne.

Les peuples arabes sont plus que jamais convaincus, surtout maintenant qu'apparaissent chez nous de redoutables conséquences économiques, de l'importance des atouts dont ils disposent et par conséquent de leur puissance politique.

J'ouvre ici une parenthèse pour attirer l'attention de l'Assemblée sur un effet de notre politique dans le Moyen-Orient, qui n'a pas été assez mentionné bien qu'il soit particulièrement douloureux pour notre patriotisme.

Le rayonnement culturel de la France, auquel nous tenons tant et auquel nous consacrons tant d'efforts et tant d'argent depuis si longtemps, vient de subir un coup terrible. L'incendie du lycée d'Alep, la saisie des lycées de Damas, du Caire, d'Alexandrie, d'Héliopolis, et de tous les établissements laïques français d'Egypte, la réquisition de leurs avoirs ; 60.000 élèves privés de notre enseignement peut-être pour toujours ; l'expulsion des maîtres, professeurs de tous niveaux, même de ceux qui enseignaient dans les écoles nationales égyptiennes, de nos professeurs de droit, de nos archéologues, de nos savants ; la fermeture de nos hôpitaux, le renvoi de nos médecins, ce sont des malheurs qui frappent d'ailleurs nos élèves et nos amis en même temps que nous-mêmes.

Nul ne peut penser sans une profonde tristesse au dommage peut-être irréparable que vient de subir la diffusion de la langue et de la culture françaises. Elles avaient là-bas une place privilégiée qui avait été sauvegardée à l'heure de nos pires épreuves grâce à la France Libre. Leur éviction va maintenant profiter à d'autres qui sont tout prêts déjà à recueillir notre succession dans ce domaine.

Dans ce panorama si attristant il est un aspect de la situation que nous venons de créer qui a été souligné tout particulièrement par M. Paul Reynaud, dans un récent article de la *Revue de Paris*, dont je vais simplement lire quelques passages.

« Nous avons échoué — écrit M. Paul Reynaud — parce que nous n'avons pas compris l'état du monde et considéré la Russie comme hors du jeu. Nous avons perdu la face en nous inclinant devant la menace soviétique. Nous avons jeté le monde arabe dans les bras des Soviets, faisant ainsi échouer la politique des Américains qui ne l'oublieront pas.

« La Russie, à qui nous avons donné cette chance inouïe d'être le champion du monde arabe dans cette guerre, va l'armer sous prétexte de le mettre en état de résister à de nouvelles agressions. »

M. Paul Reynaud insiste à juste titre sur la situation nouvelle que nous venons de créer dans les relations du monde soviétique et du monde arabe.

Le monde arabe a vu la France et l'Angleterre unies reculer devant une menace brutale, devant un ultimatum de l'Union Soviétique.

A la faveur des événements dont nous avons accéléré l'évolution dans le plus mauvais sens, l'U.R.S.S. s'est affirmée comme une force de première grandeur dans le Moyen-Orient, elle peut prétendre aujourd'hui jouer un rôle décisif dans les problèmes méditerranéens et dans tous les problèmes mondiaux, avec la seule contrepartie des Etats-Unis.

On pensait dissiper le mirage du panarabisme et de la puissance en dégonflant son faux héros, pour reprendre une expression qui a été utilisée à cette tribune. Il n'y avait peut-être pas de puissance réelle du panarabisme et il n'y avait peut-être pas de héros, mais quand on a déchiré le voile on a découvert le colosse soviétique auquel on avait fourni un prétexte pour manifester, et avec quelle violence, sa présence et sa force.

Un commentateur américain a pu écrire, à peu près dans les termes mêmes de M. Paul Reynaud, que « les erreurs des Occidentaux ont livré le Moyen-Orient aux Soviétiques sur un plat d'argent ».

Je sais bien que l'on a inventé après coup l'idée surprenante que l'opération de Suez avait eu un avantage, celui de devancer un coup militaire russe dans le Moyen-Orient, de paralyser les intrigues, les armements, les visées soviétiques dans cette partie du monde.

En réalité, il est évident — telle est bien l'opinion à Washington — que ce sont les événements des dernières semaines qui ont permis aux Russes de développer leur pesée militaire, beaucoup plus que par le passé, en Egypte et en Syrie.

Et puis, quelle étrange théorie ! C'est rien de moins que le principe de la guerre préventive qu'on essaie de nous faire admettre, la guerre préventive qui n'a jamais, que je sache, été admise par la France, le pays du pacte Briand-Kellog, ni comme une justification, ni même comme une excuse, et que pour ma part je n'admettrai jamais.

Une franche explication est nécessaire avec l'Amérique

Mesdames, messieurs, je vais, pour terminer ce fâcheux bilan, examiner les conséquences sur l'alliance atlantique des événements que nous venons de vivre.

Ici ou là, au cours des dernières semaines, on a parlé des liens atlantiques sur un thème nouveau et inattendu. Du moment que nous ne trouvions pas auprès de tous nos alliés la solidarité complète sur laquelle nous croyions être en droit de compter, certains ont estimé que tout le problème du pacte de l'Atlantique devait être reconsidéré.

J'ai dit à cette tribune, il y a six semaines, que je ne partageais pas cette manière de voir. L'Organisation atlantique, fondement de notre sécurité depuis dix ans, lui reste indispensable. Nous lui avons donné notre adhésion pour des raisons de communauté de sentiment, d'idéologie et d'intérêt qui n'ont rien perdu de leur force ni de leur valeur, et ce ne serait sûrement pas une consolidation de la paix qui résulterait de l'affaiblissement ou de la dégradation de nos relations avec nos alliés anglo-saxons, spécialement avec les Américains.

Ni dans le domaine politique, ni dans le domaine économique nous ne sortirons de la crise actuelle sans avoir rétabli des relations confiantes avec l'Amérique, sans avoir dissipé

Boulganine et Eisenhower a Genève
...à la détente...

Sobolev et Cabot Lodge a l'O.N.U.
... et à la paix froide.

CONSTRUCTIVE, EST DEVENUE PASSIVE, CONSERVATRICE. »

une grave succession de malentendus et d'erreurs.

A l'origine de la crise du Moyen-Orient, nous sommes certainement en droit de le penser, se placent des fautes sérieuses commises par les Etats-Unis, qui tantôt ont provoqué Nasser et tantôt l'ont consolidé.

Il suffit à cet égard de rappeler la manière dont ont été rompus les pourparlers engagés pour le financement du barrage d'Assouan, et aussi, faisant contraste en quelque sorte, il suffit d'évoquer l'extraordinaire indulgence des Etats-Unis pour le dictateur égyptien lorsque celui-ci s'est vengé de l'affront sur nous par la nationalisation du canal de Suez.

L'explication que j'ai tout à l'heure donnée de ces faits n'enlève rien aux nouveaux embarras qu'ils ont entraînés pour nous. Mais quand, de notre côté, nous avons déclenché notre intervention armée en Egypte, les Etats-Unis se sont à leur tour jugés en droit de penser que nous n'aurions pas dû, sans les consulter ni même les prévenir, mettre la paix générale en danger en fournissant à l'Union Soviétique des prétextes à accroître son emprise au Moyen-Orient, à y chercher une compensation à ses déboires en Europe centrale, à y pallier les effets internationaux de son atroce intervention en Hongrie.

M. Robert Schuman, dans une récente interview, soulignait avec modération mais avec sévérité que, dans cette circonstance si dangereuse, nous avons agi sans consulter personne, c'est-à-dire les Etats-Unis, que cela avait surpris et froissé tous ceux qui ont de la sympathie pour nous et qu'il faudrait, dans l'avenir, éviter le retour de pareils procédés.

Est-ce à dire, mesdames, messieurs, que nous devons fonder notre politique sur une docilité complète et systématique à l'égard d'un allié plus puissant et plus riche, que nous n'avons, même quand il s'agit de nos intérêts vitaux, le droit de prendre aucune décision sans avoir au préalable obtenu son assentiment ou son approbation ?

Certainement non. L'alliance atlantique doit en toutes circonstances nous réserver le droit de prendre d'une manière indépendante les décisions qui nous paraissent vitales et essentielles.

Les Etats-Unis viennent de revendiquer ce droit ; il nous appartient aussi. J'ai d'ailleurs eu l'occasion, dans plus d'une circonstance, de résister, lorsque c'était mon devoir, à des points de vue américains. Mais j'ai toujours considéré qu'au sein d'une association de puissances libres, la confiance doit régner d'une manière totale. Elle implique qu'aucun des associés ne prendra d'initiatives graves à l'insu et en quelque sorte en cachette de ses alliés. Elle implique qu'avant toute décision une franche explication doit toujours être loyalement recherchée.

Ne croyons pas, comme certains l'affirment depuis quelques jours, parce que nous allons, paraît-il, recevoir un peu plus de pétrole, que la crise atlantique est terminée. Un élément d'incertitude et de méfiance durera encore longtemps, et le dernier discours prononcé à Paris par M. Foster Dulles ne peut qu'y ajouter.

Ne pas attendre l'O.N.U. pour agir en Algérie

Je souhaite, comme M. Robert Schuman, qu'une explication loyale et complète, qui n'a pas encore eu lieu, se produise aussitôt que possible pour restaurer une confiance réciproque sans laquelle une alliance est dépourvue de toute valeur.

En fait, ne nous le cachons pas, quand cette explication se produira, nous l'aborderons — c'est un autre effet des erreurs de ces derniers mois — dans des conditions de dépendance économique et, par conséquent, politique, aggravées. La rupture de notre approvisionnement en essence (parce que nous avons curieusement organisé notre propre blocus) rend notre situation plus difficile par rapport aux Etats-Unis, auxquels nous demandons plus de pétrole, plus de pétroliers, et en même temps des dollars pour les payer.

Cela rend d'ailleurs plus urgentes encore, soit dit entre parenthèses, toutes les mesures intérieures susceptibles d'accroître le plus vite possible nos ressources énergétiques nationales, quelle qu'en soit la forme.

Rester fidèles à l'alliance atlantique, base de notre politique, mais travailler en même temps à y conserver, à y accroître notre liberté et les moyens d'y défendre nos intérêts, telle est la conception que nous devons avoir du système international qui depuis dix ans, malgré tant de circonstances contraires, a assuré et maintenu notre sécurité et que, pour cette raison, nous ne devons pas mettre en péril.

Parallèlement, nous devons nous préoccuper du redressement de notre situation aux Nations Unies.

La France y jouissait jusqu'à présent d'une situation particulière. Nous nous étions fait la réputation, justifiée par d'innombrables précédents, de défenseurs du droit et des principes de la coopération internationale. Nous y avons toujours soutenu que nul ne peut se faire justice soi-même. La condamnation de la France et de l'Angleterre par les Nations Unies, à une écrasante majorité, porte un coup douloureux à cette tradition.

L'unanimité des pays sous-développés, des petits pays, y compris nos amis de toujours d'Amérique latine, s'est élevée contre nous et, dans ce moment même où tant d'espoirs réapparaissent pour la construction de l'Europe, nous n'avons trouvé aucun appui auprès des pays continentaux qui nous entourent. L'Allemagne nous a blâmés publiquement, l'Italie a voté contre nous, la Belgique n'a jamais été solidaire, la Hollande elle-même a pris ses distances.

Il nous est donc certainement très difficile à l'heure actuelle de trouver notre audience habituelle à l'O.N.U. ; la passion anticolonialiste y a atteint un paroxysme et le climat ne pourra être modifié qu'après qu'un changement de notre politique en Afrique du Nord aura prouvé que nous sommes résolus à mettre en œuvre enfin un programme hardi de réformes sincèrement voulues et effectivement appliquées, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent.

A cet égard, je puis dire qu'il y a maintenant une très grande urgence. L'assemblée générale des Nations Unies a inscrit l'affaire algérienne à son ordre du jour. Décision illégale, sans doute, mais contre laquelle le gouvernement n'a pratiquement pas pu s'élever.

Ce qui est grave, ce n'est même pas que nous soyons mis en minorité, ce qui est grave, c'est que la saisie des Nations Unies, leur intervention dans le conflit, loin d'apaiser ou d'en faciliter la solution, vont au contraire l'exalter et l'envenimer.

Je ne suis pas suspect, je l'espère, d'hostilité à l'endroit de la coopération internationale et de ses institutions, mais dans le cas présent je ne partage pas l'opinion de M. Bourguiba, car je sais que la tribune des Nations Unies est beaucoup plus favorable au développement des propagandes centrifuges, aux violences passionnelles, aux provocations extrémistes, qu'à la recherche patiente des conciliations et des rapprochements.

C'est pourquoi, depuis de mois, j'ai mis en garde le gouvernement contre l'échéance de l'O.N.U. en souhaitant que nous recherchions nous-mêmes, que nous appliquions nous-mêmes en Algérie les solutions nécessaires, les réformes qui ont tant tardé.

Ne rien faire, attendre encore, c'est aller à une nouvelle aggravation sur le plan international comme localement.

Ceux qui ont parlé du préalable militaire, du préalable du rétablissement de l'ordre, ceux qui ont parlé du préalable égyptien paraissent maintenant avoir découvert un préalable nouveau, le préalable de l'O.N.U. Selon eux, il ne faut rien faire en Algérie tant que les Nations Unies ne se seront pas prononcées.

Nouveau prétexte à de nouveaux ajournements. C'est le contraire qui est vrai : renverser la vapeur en Algérie, reprendre contact avec la masse musulmane, lui rendre confiance par notre action même, rompre avec les éléments attardés responsables de nos fautes passées, accepter enfin, courageusement, l'effort sur les deux fronts, c'est la seule manière d'aborder dans les meilleures conditions l'assaut qui sera mené contre nous à la tribune de l'O.N.U.

Le chemin vers une véritable interdépendance

Pour cette politique, le concours qui avait été offert par les gouvernements marocain et tunisien aurait mérité d'être considéré avec plus de sympathie, même si leur position n'est pas semblable à la nôtre en tous points, car, à tout prendre, leur intervention ne présente pas les inconvénients que présente l'intervention de l'O.N.U.

Eux comme nous ont intérêt à l'apaisement. Eux comme nous craignent certaines interventions orientales dont ils ont tout à redouter pour leur propre politique nationale, je dirais même pour leur indépendance.

J'avais un moment caressé l'espoir que Maroc et Tunisie pourraient eux-mêmes demander à l'O.N.U. de ne pas compliquer, par une immixtion intempestive, une tentative d'arrangement et de règlement à laquelle les deux gouvernements auraient été associés.

L'incident Ben Bella — j'en ai parlé ici même et mon opinion n'a certes été que renforcée par les événements — a ruiné cette tentative des Marocains et des Tunisiens, et a au surplus provoqué entre eux et nous une tension supplémentaire qui a été marquée par d'affreux excès, notamment à Meknès.

Cette tension doit être surmontée. Les relations avec les deux anciens protectorats doivent être normalisées.

Maroc et Tunisie doivent comprendre qu'il existe des sujets sur lesquels nous avons le droit d'être exigeants, je dirai même intransigeants, par exemple la sécurité de nos compatriotes, non seulement leur sécurité, mais aussi les conditions de leur travail, de leur maintien, de leur prospérité, et cela dans l'intérêt même des deux pays qui les reçoivent.

→

L'AUTORITÉ DE LA FRANCE EST NÉCESSAIR

→

Mais, de notre côté, nous devons aussi comprendre leur susceptibilité de pays à peine émancipés et aussi leur inévitable solidarité sentimentale avec leurs frères de race, les Algériens.

Comment croire, d'ailleurs, un seul instant que les situations marocaine et tunisienne pourront être stabilisées tant que persistera le drame algérien ?

On a beaucoup parlé d'interdépendance.

Juridiquement, ce mot n'a guère de sens, mais, politiquement, il correspond à une réalité, c'est-à-dire à des intérêts communs, à un réseau d'affaires de première importance qui, étant communes, doivent toujours être traitées en commun.

L'Algérie est l'une de ces affaires d'intérêt commun. Et c'est pourquoi la solution constructive qui devra bien prévaloir un jour comportera cette communauté maghrébine dont M. Bourguiba disait dans son important discours du 23 novembre que la France y trouverait « une Afrique du Nord amie disposée à une coopération sincère et qui garantirait, mieux que ne sauraient le faire les armes, ses intérêts et ceux de ses nationaux ».

Je crois fermement, mes chers collègues, qu'il nous faut préparer activement cette fédération nord-africaine.

Le Sahara, clé de voûte d'un grand ensemble français

Etroitement liée à la France, elle devra développer toutes les occasions d'une coopération fructueuse pour tous.

Le Sahara, on le disait ici il y a une semaine, peut fournir l'une de ces occasions. Le Sahara peut être la clé de voûte d'une association politique solide qui grouperait, avec des statuts évidemment différents, la France, la Tunisie, le Maroc, l'Algérie et l'Afrique noire.

Nous sommes encore mal renseignés sur l'importance des richesses sahariennes, mais nous savons qu'elles ne peuvent être exploitées sans le concours de tous ses riverains. Ce serait une erreur de concevoir le développement économique du Sahara comme une entreprise purement métropolitaine faisant appel sur une base seulement commerciale et financière aux services des territoires qui l'entourent, comme l'ont fait par exemple les sociétés pétrolières du Moyen-Orient par rapport à l'Irak, à la Syrie ou à l'Arabie.

Nous connaissons bien les inconvénients qui en découlent : ce sentiment de frustration des populations autochtones qui se sentent exploitées, ces marchandages continuels pour la fixation des redevances, cette instabilité politique qui ne cesse pas entre les sociétés concessionnaires et les pays en question, avec les menaces perpétuelles de sabotages, de nationalisations et, finalement, l'interruption violente de la production et du transport à laquelle nous avons assisté avant-hier en Iran et hier en Irak et en Syrie.

Nous devrons donc au Sahara trouver d'autres formules. Il faut faire de nos richesses sahariennes une exploitation en commun pour le bien commun.

Les pipe-lines qui doivent desservir les nappes de pétrole d'Edjelé transiteront à travers la Tunisie. Aurons-nous avec la Tunisie les mêmes rapports que l'Iraq Petroleum avec la Syrie, et avec les mêmes inconvénients, ou bien ferons-nous d'Edjelé, parce que nous avons besoin, de toute manière, du concours tunisien en main-d'œuvre, en territoire de transit, en services divers, en ferons-nous une affaire commune, une entreprise mixte créatrice d'intérêts non pas divergents mais parallèles ?

Voilà le genre de questions auxquelles il est urgent de répondre.

L'Europe — et ce fut l'une de ses grandes fautes des trente dernières années — n'a pas su faire profiter vraiment les pays du Moyen-Orient des richesses naturelles qu'elle y exploite. Quelques roitelets, quelques féodaux et les trusts pétroliers en ont profité, mais pas le développement économique des régions en cause.

Ne renouvelons pas cette erreur en Afrique. Si l'on considère que de toute façon la France devra verser à fonds plus ou moins perdus, des sommes considérables dans le Maghreb, il paraît absurde de ne pas lier ce problème à la future exploitation du Sahara.

Nous n'avons rien à y perdre.

Ce qui nous intéresse avant tout dans le cas du pétrole saharien, c'est de disposer de pétrole français, payable en francs, extrait d'un territoire de l'Union française. Ce qui adviendra des bénéfices d'exploitation est de moindre importance.

Nous pouvons, sans inconvénient, prévoir que ces bénéfices serviront en partie au développement du Maghreb par la création d'un fonds de développement africain basé sur un vaste plan comparable à certains égards au plan de Colombo. De ce fait, nos subventions directes seront moindres. Les discussions et les marchandages si désagréables seront réduits d'autant, mais un nouvel élément d'association d'intérêt commun puissant aura été créé pour le bien de tous et la consolidation de l'association de tous les pays intéressés.

Cela conduit à une conception de l'exploitation du Sahara différente de celle qui a cours généralement, mais à une conception projetée sur l'avenir, sur l'avenir franco-africain qu'il nous appartient de préparer dès aujourd'hui, pour substituer des forces d'union aux forces centrifuges actuellement sans contrepoids.

De toute manière, ne l'oublions jamais, c'est en créant un puissant bastion africain-occidental que nous dresserons la barrière contre laquelle se briseront les ambitions d'un Nasser. Et puis, ce serait du même coup notre prestige reconquis dans le monde entier, notre titre traditionnel de civilisateur recouvré, dans le respect des principes de droit et de liberté dont nous fûmes toujours et dont nous devons demeurer les champions.

Les chefs actuels de la Tunisie et du Maroc, c'est pour moi chose certaine, aspirent à faire de ce rêve une réalité. Seulement ils se heurtent au même obstacle que nous, toujours le même, l'obstacle algérien, devenu, en fait, le centre de toute notre politique dans l'ordre international comme dans le cadre de la nouvelle communauté française que nous devons construire.

Je voudrais maintenant achever ce tour d'horizon méditerranéen en essayant de définir ce que pourrait être demain notre politique dans le Proche-Orient.

Je sais bien que certains ont fait leur deuil du rôle de la France dans la Méditerranée orientale. Faisant bon marché de mille ans d'histoire et de relations étroites dont nous avons toujours été si légitimement fiers, ils renoncent au fond à reconstruire sur cet amas de ruines auxquelles notre présence et notre influence culturelle, morale, économique passées paraissent avoir fait place.

> **« C'est en créant un puissant bastion africain-occidental que nous dresserons la barrière contre laquelle se briseront les ambitions de Nasser. »**

Je ne partage pas ce pessimisme. Sans doute, il y a ici, encore, obstacle évident, le drame algérien. Au fond, l'affaire d'Egypte n'en a été qu'un épisode. Cela est si vrai qu'elle fut pendant longtemps désignée sous le terme de « préalable égyptien ». On entendait par là qu'il fallait d'abord venir à bout du panarabisme en Méditerranée orientale avant de pouvoir résoudre le problème algérien.

Aujourd'hui, il ne peut plus y avoir un seul tenant de cette thèse. La proposition doit, au contraire, être retournée. Car il apparaît chaque jour avec plus de clarté que seule la solution, par nos soins, du problème algérien peut mettre le panarabisme en échec.

Mais, la paix rétablie en Algérie, et par notre mérite, et par notre initiative, et par notre action courageuse, tout redevient possible pour nous dans les pays de la Méditerranée et au-delà. Nous devons y reprendre, malgré la tornade qui s'est abattue sur nos établissements, notre rôle culturel historique. Nous pouvons jouer un rôle plus important que par le passé dans l'ordre de l'assistance technique.

Tout cela a été négligé depuis des années en raison de l'incompatibilité persistante entre notre politique maghrébine et notre rayonnement libéral traditionnel en Orient.

De temps en temps, nous avons essayé de détendre nos relations avec les Etats musulmans par des concessions ou des avantages économiques, consentis vainement, car notre dissentiment politique principal subsistait toujours. Nos concessions étaient acceptées, bien sûr, mais comme la preuve de notre faiblesse. Tout cela peut être changé, et de fond en comble, lorsque l'obstacle algérien n'existera plus. Alors, les relations séculaires renaîtront, et les services que nous pouvons offrir dans l'ordre de l'assistance technique, mieux à certains égards que les Etats-Unis, beaucoup mieux que l'Union Soviétique, nous permettront de rentrer dans ce monde proche-oriental où nous avons encore tant de possibilités.

Mais, mes chers collègues, si nos relations avec les Etats arabes ont été constamment embarrassées par la situation en Afrique du Nord, il en a été de même, paradoxalement, quant à nos relations avec Israël.

Pour ne pas blesser les sentiments des musulmans d'Afrique du Nord, nous ne voulions pas entrer avec Israël dans des relations trop suivies ou trop amicales. Cela nous a conduits jusqu'à renoncer à des occasions de coopération qui auraient servi la paix en même temps que nos intérêts les plus directs.

Je veux en donner un simple exemple.

Le gouvernement français a été saisi, il y a de nombreux mois, d'un projet de construction d'un pipe-line qui, à travers le territoire israélien, amènerait le pétrole depuis la mer Rouge jusqu'à la Méditerranée.

On avait d'abord envisagé un ouvrage assez important susceptible de garantir un débit d'environ un tiers du trafic pétrolier normal du canal de Suez, c'est-à-dire d'assurer une large fraction des besoins de la France et d'Israël.

Vu l'urgence, on pouvait toutefois construire un premier ouvrage plus modeste susceptible d'être achevé en très peu de mois. Une décision de ce genre prise en juillet, au lendemain de la nationalisation du canal, aurait constitué une réplique efficace au défi du colonel Nasser, car le jour où la première goutte de pétrole serait ainsi arrivée sur les rives de la Méditerranée, notre position dans le débat engagé se serait trouvée puissamment renforcée.

M. Christian Pineau, *ministre des Affaires étrangères.* — Me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Pierre Mendès France. — Je vous en prie.

M. le ministre des Affaires étrangères. — Je ne veux pas répondre à votre argumentation, mais rappeler une notion de fait.

Pour que ce pipe-line puisse avoir une valeur, il aurait fallu que l'Egypte ne contrôlât pas le golfe d'Akaba, car les bateaux ne pouvant pas passer, le pétrole n'aurait pas pu non plus être acheminé par le pipe-line. (*Applaudissements à gauche et à droite.*)

M. Pierre Mendès France. — Le blocus dont les côtes d'Israël sont l'objet n'a jamais été reconnu comme valable par le gouvernement français. (*Exclamations à droite et à l'extrême droite.*) C'est, je pense, la vérité !

Le gouvernement français a toujours eu la possibilité d'envoyer des pétroliers dans la mer Rouge et dans le golfe d'Akaba ; la situation était donc entièrement différente de celle que vous venez de laisser supposer.

Même si pour éviter des difficultés diplomatiques ou autres — alors que vous avez pris des risques bien plus grands le 30 octobre dernier — vous avez hésité à envoyer des pétroliers dans le golfe d'Akaba, la construction d'un pipe-line resterait valable pour l'avenir, le golfe d'Akaba ne devant pas rester éternellement bloqué. La création d'une voie et d'une possibilité de circulation du pétrole nous donnerait dans le débat international une position beaucoup plus forte que celle que nous avons aujourd'hui.

Et je pense que ce pipe-line aurait été pour nous, s'il existait ou s'il était en cours de construction, un mode d'action et d'intervention dans l'Est méditerranéen beaucoup plus efficace et définitive, et plus fructueux que ne l'a été l'action militaire entreprise le 30 octobre dernier.

Enfin, il aurait constitué — c'est une considération qui compte pour l'avenir — une belle démonstration de nos possibilités industrielles dans une région où, je l'ai dit, nous devrons, un jour prochain, reprendre notre place.

Rien n'a été fait, malheureusement, dans toute la période qui vient de s'écouler.

Et aujourd'hui, alors que le golfe d'Akaba est dégagé et que la circulation y redevient possible, on nous dit que (malgré l'obstruction du canal — qui risque cependant de durer encore assez longtemps par la mauvaise volonté évidente de Nasser) un nouvel ajournement, mais cette fois définitif, aurait été opposé à la construction de cet ouvrage.

Je sais que de puissants intérêts pétroliers y sont hostiles, et je me demande si nous n'avons pas abandonné cette construction, politiquement et économiquement fructueuse, en échange de ce dépannage pétrolier modeste qui vient, paraît-il, de nous être promis.

Dans ce cas, nous aurions sacrifié une fois de plus l'avenir au présent et nous aurions acheté un petit avantage immédiat au prix de notre renonciation à une occasion importante de développement de notre action économique et politique en Israël et dans le Moyen-Orient.

M. le ministre des Affaires étrangères. — Voulez-vous me permettre de vous interrompre, mon cher collègue ?

[...]RE A LA PAIX

M. Pierre Mendès France. — Volontiers.

M. le ministre des Affaires étrangères. — Je puis vous rassurer, monsieur Mendès France. Cela est tout à fait inexact.

Nous n'avons en rien renoncé à ce pipe-line du golfe d'Akaba qui doit aller rejoindre Haïfa et que les Israéliens se préparent à construire dans les prochaines semaines.

M. Pierre Mendès France. — Si je comprends bien votre réponse, monsieur le ministre, le gouvernement français aurait donné son assentiment et le pipe-line serait appelé à être construit prochainement avec le concours de l'industrie française ?

M. le ministre des Affaires étrangères. — Oui.

M. Pierre Mendès France. — C'est une bonne nouvelle. Et je suis très heureux — même à l'occasion d'une erreur de ma part — d'avoir fourni au gouvernement l'occasion de nous apporter cette révélation importante pour l'avenir de la France dans le Proche-Orient.

Mais ceci n'était qu'un exemple. Le moment est venu pour nous de préciser notre politique à l'égard d'Israël en sortant des hésitations continuelles de ces dernières années.

Israël ne doit pas être pour nous une sorte de pion, que l'on manœuvre cyniquement sur l'échiquier militaire, et qu'on abandonne peu après. Mais Israël doit surtout être pour nous un facteur de progrès économique et social, dans une partie du monde qui en manque.

C'est dans cette tâche que nous pouvons et que nous devons l'aider : entente franco-israélienne pour la paix et non pas pour la guerre ; assistance pour la mise en valeur des pays du Jourdain dans l'intérêt des populations israéliennes comme des populations arabes ; coopération culturelle et scientifique qui est déjà entamée très efficacement dans le domaine atomique ; appui inconditionnel pour faire accorder aux bateaux israéliens le libre passage du canal de Suez et du golfe d'Akaba ; action pour assurer la sécurité d'Israël, notamment par la neutralisation d'une bande dans le territoire sinaïque ; large politique de désarmement réciproque des Etats du Moyen-Orient ; cessation de la surenchère des envois d'armes dans les différents pays antagonistes dans cette région, telles peuvent être les directions d'un effort diplomatique qui ferait rentrer la France dans le déroulement et la solution des affaires du Moyen-Orient et d'Asie Mineure d'où elle risque, si nous n'y prenons pas garde, d'être expulsée pour très longtemps.

Un danger pour la paix : la paralysie de la France

Certes, nous ne réglerons pas ces problèmes tout seuls. Ils dépendent, en premier lieu, des plus grands pays, de ceux qui sont en définitive les responsables de l'équilibre mondial et de la paix.

Mais nous pouvons, par des propositions précises, par des initiatives constructives, les obliger à se placer en face de ces problèmes et à les traiter avec nous.

Ce serait entre autres, je voudrais y consacrer quelques mots pour terminer, le but de cette conférence des Grands que je crois aujourd'hui plus nécessaire encore qu'hier.

Qu'il s'agisse, en effet, d'un règlement provisoire ou définitif au Moyen-Orient ; qu'il s'agisse de l'orientation générale de l'O.N.U. qui doit faire l'objet de décisions sérieuses dans l'intérêt même de cette organisation ; qu'il s'agisse du désarmement où de nouvelles perspectives apparaissent après la dernière note russe et l'importante déclaration du président Eisenhower, qui n'a pas été assez remarquée en France; qu'il s'agisse des fournitures d'armes par les grands Etats producteurs aux Etats moyens et petits ; qu'il s'agisse du développement d'une vaste assistance technique désintéressée, sans arrière-pensée politique, indispensable si l'on veut éviter à moyen terme une véritable explosion dans les pays sous-développés ; qu'il s'agisse même du statut des pays satellites de l'Union Soviétique, où se produit une fermentation d'où peut sortir le meilleur ou le pire, tous ces problèmes essentiels pour la paix, essentiels pour nous, comportent, je veux le repéter à la fin de mes explications, un grand risque, celui d'un arrangement convenu sans nous entre les deux plus grandes puissances, arrangement qui pourrait bien quelque jour s'étendre même à des affaires qui nous concernent très directement telles que l'Allemagne ou même l'Afrique du Nord.

Si, comme je le souhaitais, la France avait demandé une réunion des Grands, il y a six semaines, nous n'aurions pas à déplorer aujourd'hui tout ce qui, depuis, s'est produit contre nos intérêts.

Notre position de Grand aurait été sauvegardée au lieu que la France risque maintenant d'être exclue des décisions concernant le Moyen-Orient pratiquement réservées maintenant à l'Union Soviétique et aux Etats-Unis. L'U.R.S.S. aurait été empêchée de prendre des initiatives qui lui assurent sans coup férir une emprise accrue dans le Moyen-Orient. Nous aurions évité les humiliantes condamnations de l'O.N.U. Nos écoles, notre culture, notre présence dans le Moyen-Orient auraient été préservées.

On nous dit que les Etats-Unis ne montrent pas un grand empressement pour une réunion des Grands. Je crains que ce ne soit précisément parce qu'ils trouvent peu à peu plus commode, et peut-être par notre faute, de s'expliquer et de s'entendre à deux. Mais les précédents montrent que nous ne sommes pas démunis de moyens si nous savons vouloir et si nous savons agir.

Si la France, demain, adressait à ses partenaires un appel solennel évoquant les dangers de guerre que nous venons de côtoyer et qui peuvent réapparaître à chaque instant, si elle annonçait des propositions précises pour y faire face, pour résoudre les grandes difficultés politiques que j'énumérais tout à l'heure, croyez-vous que l'on pourrait, dans n'importe quelle capitale, ignorer l'écho extraordinaire qu'une pareille démarche susciterait ?

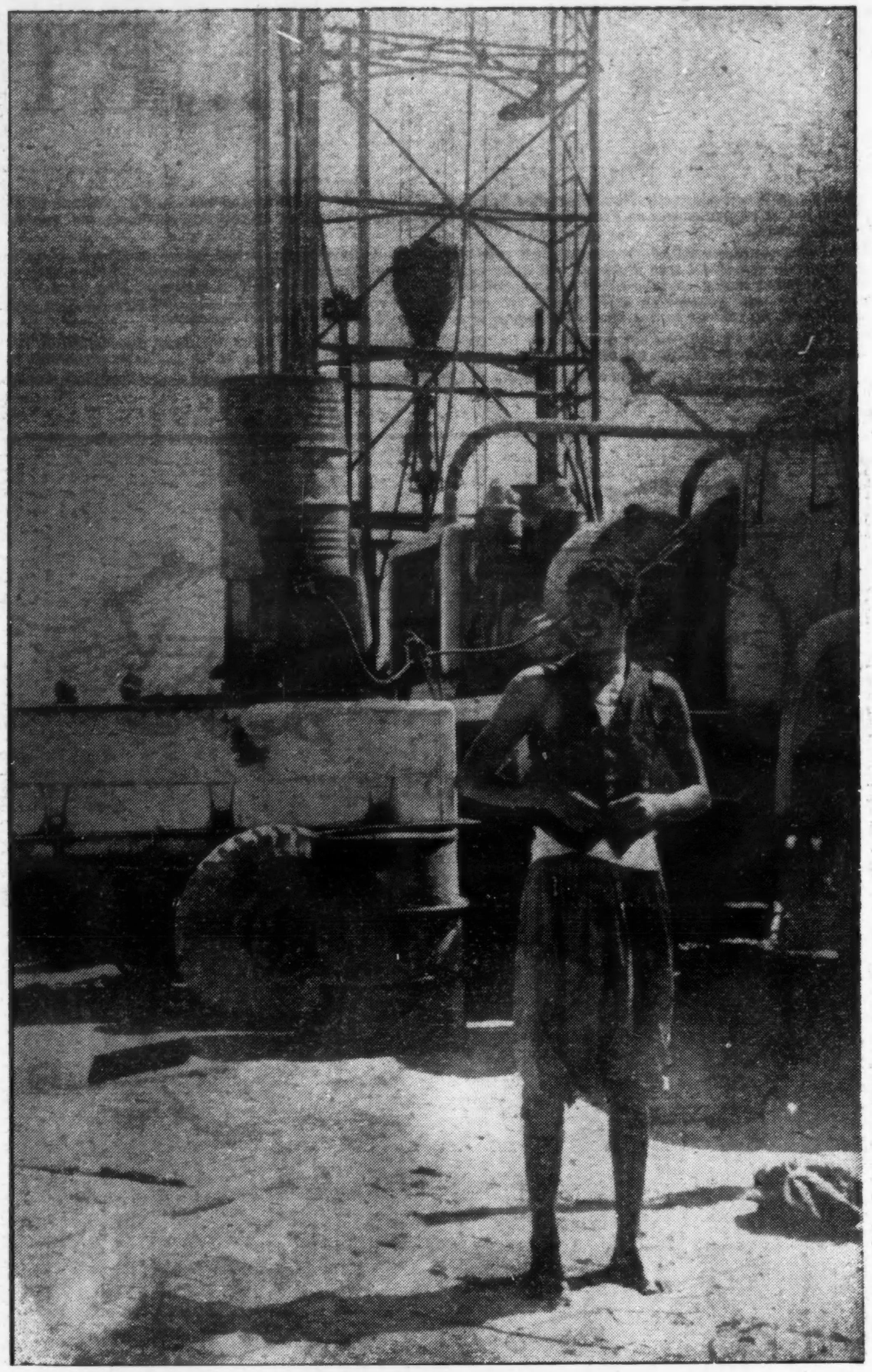
Après l'angoisse générale qui s'est étendue sur le monde, brusquement, en quelques jours, durant lesquels toutes les femmes et tous les hommes de tous les continents se sont sentis frôlés par le souffle de la guerre, qui pourrait étouffer notre voix et ignorer nos propositions ?

Oui, je sais, la France aujourd'hui est embarrassée pour jouer ce rôle qui est cependant bien dans sa tradition. Pour le reprendre utilement, pour retrouver son audience, il faut qu'elle manifeste enfin, d'une manière irrécusable, qu'elle veut mettre un terme aux causes mêmes de ses faiblesses, mettre un terme à un désordre politique intérieur, à cette vie publique faite, depuis des années, d'improvisations et de revirements ; et mettre un terme au drame algérien, centre de toutes nos souffrances actuelles et de toutes nos angoisses pour l'avenir.

L'une des plus grandes causes du trouble qui règne aujourd'hui dans le monde est en effet l'embarras, la paralysie, la faiblesse et quelquefois le silence de la France.

Il est urgent pour notre pays mais aussi pour la paix, que la France mette fin à ses erreurs dans la métropole comme en Afrique, que ses amis dans l'outre-mer comme au dehors la retrouvent telle qu'ils l'aiment, telle qu'elle fut aux plus grandes heures de son histoire, réaliste et clairvoyante, résolue et généreuse ; que ses enfants la retrouvent telle qu'ils puissent reprendre foi et espoir dans l'avenir.

Le redressement de notre politique intérieure, le redressement de notre politique algérienne, telles sont les conditions premières de notre nouvelle politique étrangère. Mais du jour où elles seront enfin assurées, la voix de la France retrouvera d'un seul coup et à travers tous les continents le crédit et l'autorité qui sont nécessaires à la consolidation de la paix dans le monde. (*Applaudissements sur plusieurs bancs à gauche.*)



La prospection des pétroles sahariens
« Une exploitation en commun pour le bien commun. »

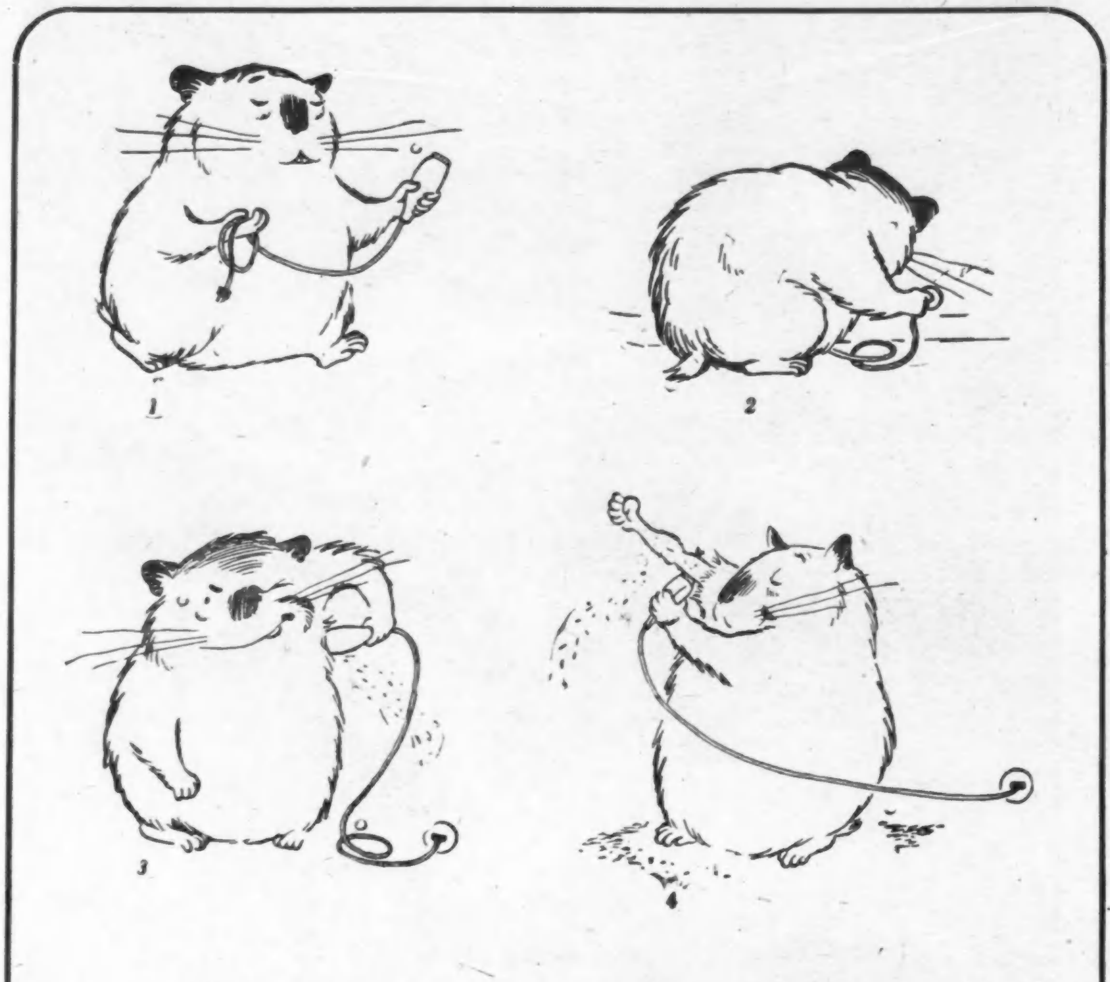
...ET UN RA

Ce raton laveur s'appelle Max. D'origine italienne, il opère dans les hebdomadaires d'Angleterre et d'Amérique. Il est peu connu en France, mais pour peu de temps. Max, l'expérience le prouve, devient rapidement très populaire.

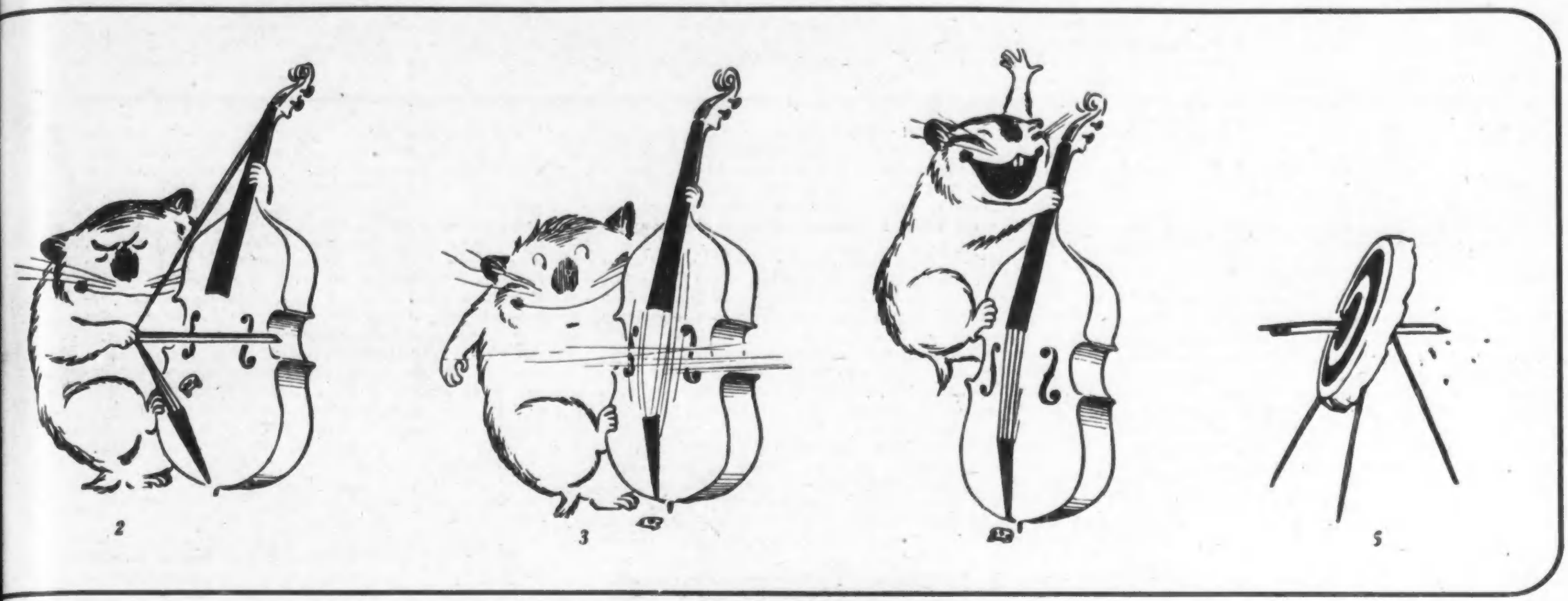
Ses qualités sont nombreuses : il est vaniteux, glouton, impétueux, entêté et sa confiance en lui-même est sans limite. Il est très musicien : il aime manger les violons. C'est un athlète complet, il boxe, skie, patine avec la même maladresse. Sa saleté est congénitale, d'ailleurs il s'y complaît visiblement. Max se suffit à lui-même. Le seul partenaire qu'il tolère est un poisson rouge (dans son bocal), poisson du sexe féminin semble-t-il, ou tout au moins d'un sexe opposé à celui de Max. Max en effet lui sourit.

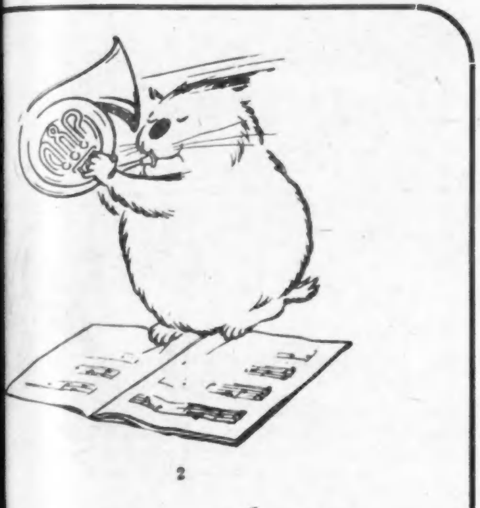
Le père de Max est un dessinateur italien qui répond au nom de Pericle Luigi Giovanetti. D'Ascona, dans le canton de Ticino, où vit Giovanetti, les « séries » de Max partent vers les journaux du monde entier.

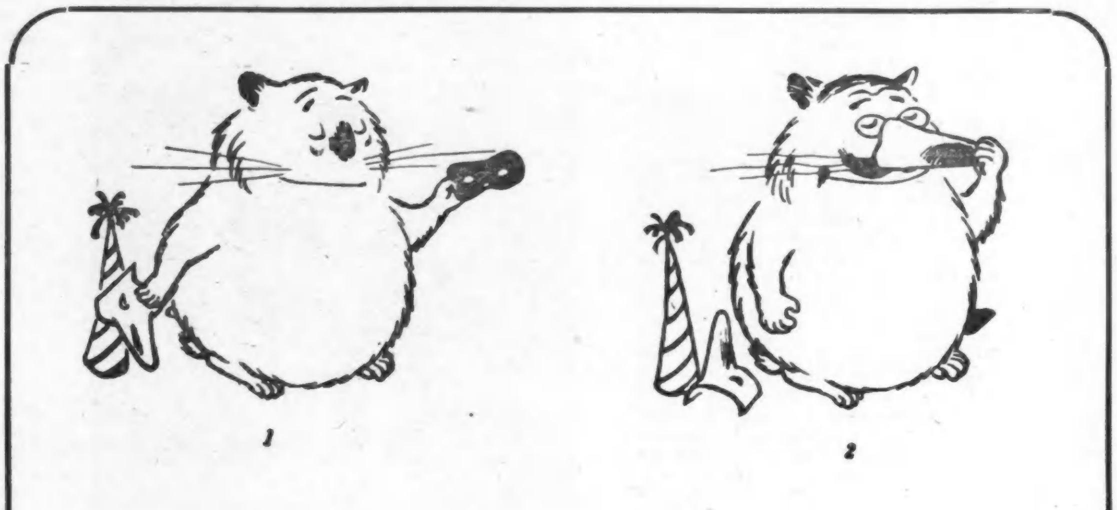
Pour éclairer un peu ces « jours de fête », L'Express *est heureux de vous présenter Max, le raton laveur.*



…ON LAVEUR







(*Copyright* « Punch », *distribué par* « Mondial Press ».)

ANDRÉ PHILIP : LE

« C'est le pays, le peuple, le parti, qui approuve, qui applaudit ou qui écrit. Les lettres arrivent par milliers, de femmes et d'hommes qui sont attirés vers le socialisme par l'action gouvernementale ». Sur ces propos optimistes de M. Guy Mollet, se sont achevés dimanche les débats du Conseil National de la S.F.I.O., qui siégeait depuis deux jours à la salle des fêtes de la mairie de Puteaux. Par 3.247 mandats contre 270 (et 203 abstentions ou absences), le Conseil National a ensuite donné quitus complet au gouvernement.

Ainsi les thèses de la minorité, exprimées à la tribune par MM. André Philip, Robert Verdier, Alain Savary et

JE me bornerai à trois ordres d'observations :

1° Le gouvernement a-t-il appliqué la motion de Lille ?

Je ne parle évidemment ici que de celle de la majorité qui est devenue la loi du Parti. J'indiquerai seulement en passant le caractère curieux de l'argument de certains camarades qui, après avoir demandé à la minorité, au nom de la discipline du Parti, de se rallier à la motion majoritaire, semblent leur dénier le droit d'en exiger l'application. Il est clair que la motion de Lille est notre loi à tous et que nous devons tous, par conséquent, veiller à ce qu'elle soit mise en pratique. L'a-t-elle été ?

La motion prévoyait le cessez-le-feu, des élections libres que Lacoste envisageait alors, pour octobre au moins dans certains territoires, une autonomie de gestion pour l'Algérie, garantie par des institutions internes disposant d'un pouvoir législatif et exécutif. Or :

Nous avons, au comité directeur et ailleurs, discuté sur une série de projets de statut, mais rien pour l'instant n'est sorti, garantissant l'autonomie de gestion prévue par la motion.

Rien n'est fait en matière d'élections libres, et l'on peut se demander aujourd'hui si elles seront réalisables et même si de telles élections n'aboutiraient pas simplement à un plébiscite du F.L.N., dont les représentants viendraient à la tribune de l'Assemblée lire une déclaration d'indépendance.

Aucun cessez-le-feu n'a été obtenu. Sans doute y a-t-il eu une série d'appels du président du Conseil, mais ils sont tombés dans le vide parce qu'un cessez-le-feu n'est réalisable que sur la base d'un accord minimum préalablement obtenu sur certains principes. Comme rien n'a été fait dans ce sens, nous sommes toujours dans la même incertitude et nous devons constater que cette partie de la motion n'a pas été appliquée.

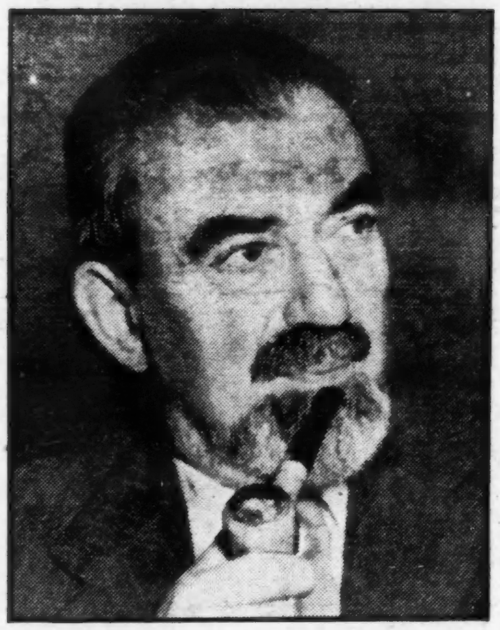
La motion de Lille prévoyait une lutte sur deux fronts : « une rupture avec ceux qui ont régné dans le passé par la puissance de leur fortune et de leur influence » ; elle prévoyait « des mesures sévères allant jusqu'à l'interdiction contre une presse qui a toujours servi les intérêts des maîtres de l'Algérie et jusqu'à l'expulsion d'Algérie de ceux qui dirigent cette presse ». Or qu'est-ce qui a été jusqu'ici réalisé dans ce sens ?

On nous annonce depuis huit jours la dissolution des municipalités et des conseils généraux, ce qui nous confirme la grande importance des assises de notre Conseil National ; mais il est certain, et on ne nous le cache pas, qu'une telle réforme prendra du temps et que son effet dépendra essentiellement du choix des hommes qui participeront aux organisations nouvelles. Si, du côté européen, on voit réapparaître, comme personnalités nommées, les anciens maires qui ont fait régner la terreur dans leur village, les espérances suscitées seront, une fois de plus, déçues et la méfiance en la France accrue. Il y aura peut-être un changement d'atmosphère, si ce sont au contraire les éléments libéraux, trop souvent aujourd'hui en prison, que l'on met au premier plan et à qui l'on donne les responsabilités ; les musulmans participeront-ils à ces organismes ? Cela dépendra sans doute des choix effectués du côté des personnalités françaises. Vous me permettrez de réserver mon jugement et de craindre, pour l'instant, que, dans l'état de dégradation où nous sommes parvenus, la majorité d'entre eux ne refusent de participer aux institutions municipales nouvelles.

C'est qu'en effet rien n'a été fait pour surmonter l'antagonisme entre les deux communautés ; bien au contraire, la situation n'a fait que s'aggraver depuis juillet dernier. Les journaux réactionnaires et racistes continuent leur œuvre néfaste ; l'organe des libéraux, « L'Espoir », se trouve au contraire fréquemment suspendu. Des hommes comme Maison-Neuve, Mandouze se trouvent successivement arrêtés et ce dernier, en prison depuis un mois, n'a encore été l'objet d'aucune inculpation précise ; son premier interrogatoire, chose curieuse, vient d'avoir lieu juste à la veille de la réunion du Conseil National qui démontre ainsi une fois de plus son utilité.

Si, dans l'ensemble, les rappelés ont une conduite exemplaire, les récits qu'ils nous font en revenant montrent que les cas de torture que nous avions, à différentes reprises, soulevés sont, hélas ! l'expression d'une politique systématique poursuivie par la police et certaines organisations de supplétifs. Enfin, le kidnapping de l'avion marocain, en violant les engagements signés par la France à la Convention internationale de Montréal, en faisant perdre toute confiance des pays indépendants en des fonctionnaires laissés sous contrat à leur disposition *de ces gouvernements*, en montrant surtout qu'il n'y a plus d'Etat en France et que les décisions politiques fondamentales sont prises par les services secrets et entérinées ensuite par le gouvernement, tout ceci a créé entre les deux communautés, musulmane et européenne, un abîme qu'il semble aujourd'hui difficile de combler.

En juillet, tout était encore possible et l'on a pensé un instant que la motion de Lille allait éclaircir l'atmosphère et permettre l'ouverture de négociations. Depuis, la situation n'a cessé de se dégrader et l'on voit difficilement à l'heure présente comment un contact pourrait être rétabli entre les deux communautés. Je n'analyse pas, pour l'instant, les solutions à apporter au problème algérien. Je crois qu'il faudrait préparer un statut accordant en fait à ce territoire une autonomie politique complète et reconnaissant sa vocation à l'indépendance. Je crois qu'un tel projet devrait être soumis aux différents éléments de l'opinion musulmane, libre ou en prison, ainsi qu'aux gouvernements tunisien et marocain. Je crois qu'il faut agir vite si l'on veut éviter en janvier une intervention de l'O.N.U., présentant au problème algérien une solution sur laquelle Américains et Russes se seraient préalablement mis d'accord.



ANDRÉ PHILIP
Il y a des limites au compromis...

En tout cas, sur la question posée, ma conviction est précise : le gouvernement, loin d'appliquer la motion de Lille, s'est délibérément engagé dans la voie opposée.

Suez : Faute morale, erreur politique

2° A-t-il par ailleurs appliqué la motion de politique internationale, votée à l'unanimité par le congrès ?

Celle-ci chargeait le Parti et le gouvernement « de travailler au maintien de la paix au Moyen-Orient et de chercher à résoudre les problèmes entre Israël et les Etats arabes dans le cadre du Conseil de Sécurité ». Pouvons-nous trouver là une définition de ce que fut la politique gouvernementale dans ces derniers mois ?

Je ne le pense pas et je crois que cette politique a été tout à la fois une grave faute morale et une lourde erreur politique. Soyons précis sur ce point :

J'aurais compris — et je l'ai moi-même souhaitée pendant près d'un mois — une réaction énergique aussitôt après la nationalisation du canal par Nasser. La Convention de 1880 prévoyait en effet en cas d'hostilité — et Nasser se considère toujours en guerre contre Israël — la possibilité pour des navires de guerre non belligérants de venir stationner à Suez et Port-Saïd. Une démonstration navale pacifique aurait ainsi eu une base juridique et aurait permis de saisir le Conseil de Sécurité et d'engager les négociations nécessaires, à partir d'une position de force.

Ceci n'a pas été fait pour des raisons techniques devant lesquelles je m'incline, celles sans doute que les armées auxquelles nous consacrons des ressources si importantes, ne sont jamais prêtes quand on a besoin d'elles ! Nous avons alors choisi de nous engager dans la voie des négociations et je crois que ce fut une grave faute, à ce moment-là, que de ne pas jouer le jeu loyalement. Nous avons en effet constaté les hésitations des Américains et les réticences de nos partenaires européens. Alors que le canal de Suez posait un problème d'intérêt commun européen dans le Moyen-Orient, on a pu voir que la façon dont la France et la Grande-Bretagne interprétaient cet intérêt n'était pas celle de la majorité et l'on pouvait se rendre compte que nous étions pratiquement les seuls de notre avis.

Ce fut donc, à ce moment, une grave erreur que de préparer pendant trois mois une opération militaire en cachette de nos partenaires et de rompre finalement à la fois la solidarité européenne et la solidarité atlantique, en mettant tous les autres devant le fait accompli.

On invoque aujourd'hui, après coup, le danger dans lequel se trouvait, et se trouve encore, Israël et je comprends que l'on use de cet argument, car s'il est un point sur lequel nous sommes tous unanimes, c'est l'admiration que nous éprouvons pour un petit Etat socialiste qui essaye de survivre alors qu'il est gravement menacé par l'ensemble de ses voisins. Mais il est faux de dire que le débarquement d'Egypte ait eu pour but d'assurer la protection des intérêts d'Israël. En effet :

Lorsque l'Egypte, bien avant Nasser, interdit pour la première fois le passage des navires d'Israël par le canal, les troupes anglaises occupaient celui-ci et auraient pu assurer ce libre passage. A ce moment-là, personne ne se préoccupa de l'affaire et ne fit le moindre geste pour assurer l'exécution des décisions du Conseil de Sécurité.

Infidèles à la solidarité prolétarienne

Lorsque nous prîmes l'initiative de la réunion de l'Association des Usagers du canal, on aurait pu penser que la France aurait exigé la présence d'un représentant d'Israël ; nous nous en sommes soigneusement abstenus.

Le principal adversaire d'Israël n'était pas l'Egypte mais l'Irak ; c'est dans ce pays que des pogromes ont eu lieu et que la plupart des juifs ont été expulsés. Au début de l'affaire du canal, Israël est resté très prudent et Le Caire a rendu hommage à sa neutralité. Par contre, au moment même où nos troupes débarquaient à Chypre, c'est la radio de Chypre qui faisait contre Israël la propagande la plus haineuse, accusant Nasser d'avoir, en nationalisant le canal, détourné l'attention des Etats arabes de leur seul adversaire.

Enfin, l'ultimatum justifiant notre débarquement à Port-Saïd n'a pas été motivé par le désir d'aider Israël. Il a été adressé aux deux parties et avait, paraît-il, pour but de séparer les combattants et d'assurer la libre circulation dans le canal.

Enfin et surtout, je ne puis pas ne pas rapprocher les événements d'Egypte et ceux de Hongrie. C'est le 22 octobre que commença l'insurrection au chant de la « Marseillaise » ; le 26, les insurgés demandaient à la Grande-Bretagne une intervention aux Nations Unies. Le 29 octobre, les insurgés étaient maîtres du pays et les troupes russes, dont plusieurs avaient fraternisé avec le peuple hongrois, se retiraient. Le même 29 octobre, c'est l'attaque israélienne ; le 30, l'ultimatum ; le 31, le bombardement ; c'est le 3 novembre que les troupes russes reviennent et le 4 que commencent les massacres.

Je ne veux pas en tirer la conclusion que le débarquement à Suez a été la cause du revirement russe. Je crois que la double demande par les insurgés des élections libres et de la neutralité ont été l'élément principal ; mais je ne puis pas ne pas me souvenir du résultat essentiel de notre voyage à Moscou : nous avons constaté que la politique russe est axée sur le désir d'attirer à l'U.R.S.S. la sympathie des pays sous-développés. Si, en présence des événements de Hongrie, nous avions été capables de mobiliser l'opinion mondiale, de montrer à tous les peuples le sens réel de l'amitié que porte la Russie à une nation, si les organisations syndicales avaient pu, par une grève générale mondiale, fût-ce de quelques heures, mobiliser les travailleurs, je crois que la pression des pays sous-développés aurait pu peser sur la décision finale du Politburo.

Nous avons dans l'affaire une lourde responsabilité, dans la mesure où notre débarquement à Suez avait préalablement mobilisé contre nous

SOCIALISME EST TRAHI

Daniel Mayer, n'ont pas obtenu l'audience escomptée par ses animateurs. A vrai dire, ceux-ci étaient sans illusion sur leurs chances d'ébranler sérieusement leur auditoire et prêts à se ranger avec discipline, après avoir exposé leur point de vue, à la décision du parti. Ils entendaient surtout prendre date.

Nous donnons ici le texte intégral de l'intervention faite devant le Conseil National S.F.I.O. dans l'après-midi du samedi 15 par M. André Philip, ancien ministre et membre du comité directeur, qui, après une analyse critique de l'action gouvernementale, trace un émouvant tableau de ce que devrait être le socialisme.

l'opinion mondiale, dressé contre nous les pays sous-développés et écarté ainsi la principale force qui aurait pu peut-être freiner l'agression russe. Même ceux qui avaient cru légitime auparavant l'opération d'Egypte, auraient dû tout abandonner dans les derniers jours d'octobre, et tout arrêter pour concentrer leurs efforts sur l'aide économique et psychologique aux insurgés hongrois. En ne le faisant pas, nous avons — je le crains — été infidèles au principe de la solidarité prolétarienne internationale.

Je n'insiste pas sur les conséquences catastrophiques de l'opération. Aucun de nos buts n'est atteint : le canal où nous voulions assurer la liberté de circulation est bouché ; Nasser, que nous voulions démolir, est plus puissant que jamais, sinon auprès des gouvernements, mais, ce qui est plus important, auprès de tous les peuples du Moyen-Orient ; les capitaux français investis en Egypte sont perdus et, ce qui est plus grave, il en est de même de nos écoles, c'est la destruction de tout le capital culturel et moral de l'influence française au Moyen-Orient. Nous avons, certes, démontré l'existence de la solidarité européenne en prouvant que les erreurs des uns entraînent le malheur des autres ; nous avons surtout dressé contre nous les pays sous-développés, alors que la politique traditionnelle de la France eût dû être, non pas d'essayer de mendier un strapontin à la table des Grands, mais d'être la première des moyennes nations, groupant autour d'elle tous les petits pays au service d'un idéal de justice et de vérité par une politique généreuse et constructive.

Sur ce point, aussi, je dois conclure : le Parti et le gouvernement n'ont pas appliqué la motion de Lille ; ils ont fait exactement le contraire.

Ni idéal ni méthode d'action

3° Quelles sont les causes profondes de ce que je crois être une mauvaise orientation de la politique du Parti ?

Mais si j'aboutis à une conclusion pessimiste, ce n'est pas seulement à cause des erreurs commises dans la politique algérienne et la politique égyptienne ; c'est parce que ces erreurs me semblent être simplement les symptômes d'un mal plus profond qui ronge actuellement le Parti et qui, inévitablement, sur d'autres problèmes, risque d'entraîner d'autres erreurs.

Qu'est-ce, en effet, que le Parti socialiste ? C'est une association de citoyens en vue de réaliser ensemble par une certaine méthode un programme au service d'un idéal. Notre programme, c'est l'organisation coordonnée de la production au service de tous les travailleurs, avec leur participation et leur présence effectives à tous les centres de décision de la vie économique et sociale. Notre méthode, c'est l'analyse objective, sincère et universelle du milieu dans lequel nous sommes plongés, afin d'en discerner les lignes de force et les lignes de résistance. Notre idéal, enfin, c'est la liberté de tous les hommes, le respect de leur dignité, notre solidarité avec le prolétariat, c'est-à-dire, à chaque instant et pour chaque problème, avec le plus malheureux et le plus exploité. Or, il me semble qu'à l'heure présente, le Parti est en train de perdre à la fois sa méthode d'action et son idéal.

Le Parti est en train de perdre son moyen d'action fondamental : *l'analyse économique des faits sociologiques et politiques.*

On refuse, à l'heure présente, de penser sérieusement les problèmes. Si Defferre essaie d'appliquer à l'Afrique noire une conception socialiste des relations politiques, si Gazier tente d'avoir une politique sociale, il faut constater, pour tout le reste, un néant total de pensée. Depuis la constitution du gouvernement, il n'y a pas eu de politique économique, mais une simple adaptation au jour le jour à des réalités passagères, absence de prévision qui a abouti au désordre actuel du marché de l'essence et du fuel-oil.

Ce qui est plus grave, c'est qu'à aucun moment on n'a pensé le problème des *pays sous-développés*, dont l'Algérie et l'Egypte ne sont qu'un cas particulier. On a réagi à des situations concrètes immédiates, sans songer aux répercussions de nos gestes sur des peuples qui représentent un milliard et demi d'habitants, la moitié de l'humanité, et dont l'orientation politique définitive fixera en réalité, dans les prochaines années, le sort du monde.

Non seulement on n'a pas pensé les problèmes, mais on a *abandonné la méthode essentielle d'analyse que nous fournit le socialisme.* Au lieu d'une interprétation économique de l'Histoire, nous entendons aujourd'hui une interprétation anecdotique par les vertus ou les vices de tel ou tel homme politique. Nous sommes en pleine historiographie réactionnaire, telle qu'on ne l'a jamais connue dans l'histoire du socialisme.

Le Parti est en train de perdre non seulement sa méthode d'action, mais *son idéal.* Au pseudo-réalisme intellectuel, se superpose en effet *un cynisme moral systématique.*

Le premier devoir socialiste est de voir le réel tel qu'il est, même si cette constatation est amère et pénible pour notre amour-propre ; or on ne respecte pas la réalité :

quand on affirme que la pacification est faite en Algérie et que la plupart des rebelles sont prêts à se rallier ;

quand on nie les crimes commis par certaines forces de répression, alors que ces méthodes se sont généralisées au cours de l'été et ont créé entre les populations arabe et européenne un abîme définitif ;

quand on négocie au Conseil de Sécurité tout en préparant, en cachette de nos partenaires européens et de nos alliés américains, une opération militaire ;

quand on motive l'intervention en Egypte par un désir de séparer les combattants, alors que l'on a partie liée avec l'un d'entre eux ;

quand, acceptant le cessez-le-feu, on déclare que nos troupes ont dépassé Ismaïlia et que nos buts sont atteints ;

quand on nie l'existence des milliers de victimes du bombardement et de la répression à Port-Saïd ;

quand, devant ce désastre sans précédent, on affirme avoir assuré la grandeur du pays.

Ce refus de voir le réel en face s'accompagne d'une *censure* indirecte, mais jusqu'ici efficace. Le peuple français n'est pas informé, et des arrestations sont opérées pour atteinte au moral de l'armée, lorsque certains hommes essayent de faire entendre la vérité.

La même méthode est utilisée à l'intérieur du Parti. La lutte nécessaire d'idées est remplacée par l'insinuation, l'attaque personnelle, et là aussi la méthode anecdotique d'explication de l'Histoire.

Ce qui est plus grave, c'est qu'au nom de l'unité du Parti on essaie d'étouffer l'opposition, et l'on remplace le service de l'idéal socialiste par la confiance inconditionnée en des hommes. Si la politique actuelle avait été suivie par d'autres, nous aurions été unanimes à la condamner ; mais, du moment que c'est nous, tout se trouve justifié ; le bien et le mal, le blanc et le noir ne sont plus analysés en soi, mais d'après la personnalité des hommes qui accomplissent l'action envisagée. C'est là le signe le plus grave de notre dégénérescence : *le Parti est en train de perdre la notion de la vérité, la conscience de l'idéal socialiste, et de le remplacer par un groupement de puissance autour d'un appareil administratif.*

L'esprit clérical domine dans le Parti

Or, c'est cela la définition même du cléricalisme. *Il y a cléricalisme toutes les fois qu'une institution, quelle qu'elle soit, devient son propre but au lieu d'être l'instrument de l'idéal qu'elle doit incarner.* Aujourd'hui, l'esprit calotin domine dans le Parti et certains problèmes deviennent insolubles parce qu'au lieu de confronter dans un respect mutuel deux fois ou deux idéaux philosophiques, on dresse l'un contre l'autre deux cléricalismes également étroits et sectaires.

Lorsque je porte ce jugement, je n'oublie pas que je suis dans un parti politique, et non dans un organisme d'éducation morale. L'action politique est toujours une action de compromis, une lutte non pas entre le mal et le bien, mais entre deux maux où il s'agit à chaque instant de choisir le moindre. L'action gouvernementale en particulier, toujours relative, est soumise à des exigences et des impératifs propres. Je sais que nous sommes tous de pauvres hommes, poussés par l'intérêt du moment et par la passion, incapables par nous-mêmes d'être fidèles à notre propre idéal. Il ne s'agit donc pas de porter sur le Parti un jugement moral absolu ; mais il y a des limites au compromis ; il y a des moments où il faut dire non parce que *c'est l'âme même du socialisme qui risquerait d'être détruite.* Il y a six mois, quand nous sommes allés à Moscou, nous nous sommes tous opposés au communisme sur le plan de l'idéal humaniste ; nous avons montré à nos interlocuteurs que la différence fondamentale entre eux et nous était notre croyance en la liberté, en la vérité et en la justice. Notre *voyage perdrait aujourd'hui tout son sens si nous n'affirmions point la fidélité à notre idéal.* Sans doute, n'y a-t-il aucune commune mesure entre les crimes accomplis par les Russes au cours de ces dernières semaines et les fautes que nous avons commises. *Lorsque les communistes pillent et massacrent, ils agissent conformément à leur nature. Lorsque nous faisons un centième de ce qu'ils font, nous trahissons la nôtre.*

Je sais que lorsque je prends une telle position, certains camarades m'adressent une série d'adjectifs qualificatifs qui n'ont pas le mérite de la nouveauté puisqu'ils ont été déjà publiés, il y a six ou sept ans, dans l' « Aurore ». Mais à ce propos, un vrai problème se trouve posé : celui de la *présence et du rôle des intellectuels, torturés ou non, dans le Parti.*

Si l'on pense que le Parti n'a pas besoin d'intellectuels, qu'on le dise ; mais qu'on le dise franchement, après un débat complet où les militants auront pu réfléchir au problème. Que l'on se méfie du rôle directeur qu'ils pourraient assumer, je le comprends fort bien, car le passé a trop souvent donné l'exemple d'intellectuels qui se sont servis des travailleurs comme marche-pied pour assurer leur propre avenir politique. Qu'un parti ouvrier enfin tienne à assurer la prééminence des éléments prolétaires, comme le fait le Labour Party, c'est encore parfaitement normal ; l'ouvrier, le paysan sont en contact direct avec la réalité productive. Ils souffrent dans leur chair des injustices du monde moderne et ont une expérience concrète des problèmes que les autres analysent de l'extérieur.

Le rôle de l'intellectuel est d'essayer de comprendre cette expérience ouvrière, d'en analyser les éléments, d'étudier l'évolution des forces productives, d'en dégager les grandes lignes, de clarifier les options, afin que les travailleurs, ainsi éclairés, puissent, eux, faire leur libre choix.

Le jour que nous attendons depuis 35 ans

Mais si j'accepte, avec l'humilité nécessaire, le rôle directeur du prolétaire dans le Parti, je ne crois pas que l'intellectuel ait des leçons à recevoir d'éléments petits-bourgeois qui n'ont ni connaissance des événements, ni expérience concrète des réalités du monde moderne. Le malheur est que le Parti, au cours des dernières années, ait été de plus en plus pénétré par de tels éléments, qui représentent, on l'a vu en Algérie, une force réactionnaire cherchant à défendre le *statu quo* et à s'opposer aux progrès de la technique. J'en ai fait l'expérience lorsque, passant au gouvernement, j'ai vu des camarades socialistes s'opposer à une tentative de réalisations économiques conformes aux décisions du Parti ; j'ai vu la situation s'aggraver sans cesse depuis ; j'en souffre depuis des années, et n'ai continué à travailler dans le Parti qu'avec l'espoir et l'attente du jour où tout pourrait être remis en ordre par le retour au socialisme d'une classe ouvrière enfin éclairée.

Or, ce jour est aujourd'hui venu. Les événements de Hongrie ont détruit le mythe du communisme russe. A l'heure actuelle, le Parti Communiste est secoué par des dissensions internes ; les dernières élections aux comités d'entreprise montrent qu'un nombre croissant de travailleurs se détachent enfin de lui. *Le jour que nous attendions depuis trente-cinq ans est arrivé : celui où les travailleurs pourraient revenir au socialisme démocratique.* Or, ce retour, c'est nous aujourd'hui qui l'empêchons, car aucun de ceux qui ont été trompés par les communistes ne peut adhérer au parti responsable de la politique algérienne et de l'expédition d'Egypte. Nous risquons de manquer l'occasion qui nous est offerte ; si nous la laissons passer, tout est perdu ; le Parti achèvera son évolution dans le sens d'un esprit petit-bourgeois, cocardier, nationaliste et, tôt ou tard, réactionnaire.

Telles sont les données du problème actuel et les raisons de mon attitude. Il ne s'agit pas pour moi d'attaquer tel ou tel. Je ne cherche pas de résultats immédiats ; le succès m'est indifférent ; plus même que l'échec, je craindrais un succès obtenu dans la confusion par l'appui de ceux qui veulent seulement attaquer un homme ou changer une équipe. Le problème n'est pas là. C'est toute la structure et l'esprit du Parti qu'il importe de modifier. C'est une renaissance socialiste qu'il importe de susciter. Pour ma part, je cherche simplement à donner un témoignage, avec l'espoir qu'un jour, il sera entendu.

André PHILIP.
4-10-56

« J'AI RETROUVÉ LES

En Allemagne occidentale vivent aujourd'hui deux orphelins d'une vingtaine d'années qui ignorent encore le nom tristement célèbre de leur père. Ils ignorent aussi qu'ils furent involontairement responsables d'une des plus monstrueuses expériences de l'Histoire. Ce fut en effet pour « légaliser » le statut des deux enfants qu'il avait eus de sa maitresse que le Reichsführer des SS, Heinrich Himmler, conçut l'extravagant projet du « Lebensborn ». Cette opération « Fontaine de vie » devait permettre la production en série — avec l'aide de volontaires triés pour la pureté de leur sang aryen — des futurs « seigneurs » appelés à coloniser les territoires conquis par la Werhmacht. Fils de personne — comme ceux de Himmler — ces enfants seraient ceux de l'Allemagne. Ils seraient à la fois ses serviteurs et ses héros.

Recherchant à travers la Bavière les traces du trésor de la Reichbank enterré par les nazis au moment de la débâcle, l'écrivain américain Stanley Moss apprit par hasard que la plupart des « enfants du Lebensborn » qui avaient survécu se trouvaient dans cette région. Ce qu'il apprit lui parut si stupéfiant qu'il mena une enquête spéciale pour retrouver les acteurs de ce drame. C'est le résultat à la fois burlesque et bouleversant de cette enquête — racontée dans son livre Gold is where you hide it *— que nous donnons ici.*

LE 28 octobre 1939, quelques semaines après le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, les services de la SS et de la police allemandes recevaient la circulaire suivante :

ORDRE A TOUS LES HOMMES DE LA SS ET DE LA POLICE

« Toute guerre oblige à verser le sang le meilleur. Pour le peuple, beaucoup de victoires militaires ont été en même temps de dramatiques défaites sur le plan de la puissance vitale. Le plus grave, dans ce cas, n'est pas la mort des hommes les meilleurs — qui, si triste soit-elle, est une malheureuse nécessité — mais le manque d'enfants.

« Le vieux dicton selon lequel un homme ne peut mourir en paix que s'il a des fils et des filles doit redevenir vrai en temps de guerre. Il peut mourir en paix, celui qui sait que son clan et toutes les choses pour lesquelles ses ancêtres et lui-même ont lutté, seront perpétués à travers ses enfants. Le bien le plus précieux pour la veuve d'un homme tué au combat sera toujours l'enfant de l'homme qu'elle a aimé.

« Par-delà les limites normales des lois civiles et de la coutume, c'est aussi une tâche sacrée pour les femmes et les jeunes filles allemandes de sang pur de devenir en dehors du mariage, non par frivolité, mais par moralité profonde, les mères des enfants de ceux qui partent au combat et dont le destin seul sait s'ils reverront un jour leur foyer ou tomberont pour l'Allemagne.

« C'est aussi un devoir sacré pour les hommes et les femmes qui demeurent chez eux par décision de l'Etat de continuer à se reproduire. N'oublions jamais que la victoire par l'épée et la perte du sang de nos soldats n'auraient aucun sens si elles n'étaient suivies par la victoire de l'enfant et la colonisation du nouveau sol.

« Pendant la dernière guerre, beaucoup de soldats décidèrent de ne plus faire d'enfants pendant la durée des hostilités par souci du sort de leurs femmes au cas où ils seraient tués.

« Pour les hommes de la SS, ces craintes sont devenues sans fondement du fait des dispositions suivantes :

1) Tous les enfants légitimes ou illégitimes de sang pur dont les pères auront été tués à la guerre seront placés sous la tutelle de personnes choisies au nom personnel du Reichsfuehrer SS. Nous aiderons les mères de ces enfants et assumeront la responsabilité matérielle de leur éducation et de leur instruction.

2) En cas de malheur ou de nécessité, la SS prendra soin de tous les enfants, légitimes ou non, et de toutes les mères enceintes. Après la guerre, d'autre part, au cas où les pères reviendraient, la SS accordera une aide économique généreuse à tous ceux qui en feront la demande.

« Hommes de la SS et vous, mères des enfants dont l'Allemagne a besoin, prouvez que si vous êtes prêts à combattre et à mourir pour l'Allemagne, vous l'êtes aussi à transmettre la vie pour elle. »

Le Reichsfuehrer SS : Heinrich HIMMLER.

● *Le recrutement des étalons*

C'était la première fois que Himmler avouait clairement les buts de l'opération « Lebensborn » (fontaine de vie) qu'il avait lancée en 1936, mais dont le développement avait été jusque-là très discret. Dans son esprit, il s'agissait de créer une race supérieure d'enfants de pur type nordique appelés à peupler un jour les territoires conquis par les armées allemandes. Le but était de détruire les structures familiales traditionnelles et de créer une nouvelle espèce d'êtres humains « nés de l'Etat » et ne devant allégeance qu'à lui seul. Les instruments de cette opération seraient des hommes et des femmes choisis comme reproducteurs en fonction de leur santé et de la pureté aryenne de leur sang.

« Les blondes aux yeux bleus étaient plus appréciées »

La méthode de sélection était relativement simple. Les SS, qui avaient déjà satisfait aux conditions très strictes exigées pour l'admission dans ce corps d'élite, devaient simplement subir un examen psychiatrique avant d'être admis dans les camps du Lebensborn. On choisissait de préférence ceux qui correspondaient à l'image traditionnelle du « parfait Nordique ». Dans les dernières années de la guerre, le recrutement des étalons fut étendu à d'autres corps que celui des SS, mais ceux-ci constituèrent toujours la majorité des « étalons ».

Pour les femmes, les conditions à remplir étaient plus nombreuses. Elles devaient :

— fournir un certificat prouvant une ascendance aryenne de trois générations au moins ;

— avoir plus d'un mètre soixante-cinq ;

— signer une déclaration attestant qu'il n'y avait pas eu de cas de maladies héréditaires, d'épilepsie, d'imbécillité ou de toxicomanie dans leur famille depuis une certaine date (variant selon chaque cas) ;

— renoncer par écrit à tout droit sur les enfants qu'elles pourraient avoir pendant leur séjour dans le camp de Lebensborn.

Elles étaient soumises en outre à de nombreux examens physiques. Les blondes aux yeux bleus étaient plus appréciées, mais elles n'étaient pas seules admises. Bien qu'aucune limite n'ait été fixée dans ce domaine, la moyenne d'âge des pensionnaires était de 23 ans.

● *Un paradis en pleine guerre*

Les camps Lebensborn étaient tous extrêmement luxueux. L'un était un ancien château perché dans les Alpes bavaroises, loin du tonnerre de la guerre. Un autre, perdu dans les pins au bord d'un lac de montagne, ressemblait à un camp de vacances dans les Rocheuses. Tout était fait pour y rendre la vie facile et agréable. La cuisine était excellente et le service parfait. Chaque camp avait son cinéma, sa piscine, son terrain de jeux et de sports. On pouvait y faire du cheval, du bateau, du ski.

Quelques semaines avant la naissance de leur enfant, les pensionnaires étaient transférées dans une des maternités du Lebensborn où beaucoup d'autres femmes, mariées ou non, venaient offrir leur enfant à l'Etat sans être passées par les « camps de conception ». Il y avait en tout douze maternités de ce genre, dont une à Neuilly, en France, une en Belgique et une en Hollande. Tous les documents administratifs relatifs au fonctionnement de ces établissements furent détruits pendant la bataille de Berlin, mais on peut estimer que la « production » totale des douze maternités fut d'environ 10.000 enfants par an de 1941 à 1944.

Quelle était la vie dans les camps du Lebensborn ? Nous avons pu le demander, à Munich, à une blonde plantureuse de 35 ans qui était passée par l'un d'eux et que j'appellerai Leni Weininger.

En 1942, Leni avait 21 ans. Grande, bien faite, de pur type nordique, elle était une recrue idéale pour le système et sa candidature fut immédiatement acceptée. En arrivant dans le camp qui lui avait été désigné, elle eut la joie de se voir attribuer une chambre joliment meublée et avec radio personnelle dans un chalet donnant sur un lac alpin. Pour elle, en pleine guerre, c'était un paradis. Il y avait dans ce camp de 50 à 60 autres femmes. Selon Leni, elles étaient toutes convaincues de remplir un devoir honorable en mettant leur corps au service de leur pays. Mais elle ne nia pas que le luxe dont elles étaient entourées contribuait pour une grande part à entretenir leur ferveur patriotique.

La nourriture était excellente et les possibilités de distraction inespérées. C'était un des seuls endroits où l'on pouvait danser dans l'Allemagne en guerre.

Plusieurs SS revenus du front de l'Est en permission habitaient le camp et pouvaient rencontrer librement les jeunes femmes. C'étaient de beaux gars, nous dit Leni, qui ne brillaient pas par leur intelligence, mais vigoureux et conformes à l'idéal officiel. On laissait aux femmes un temps raisonnable pour faire connaissance, la seule règle étant l'interdiction faite aux uns et aux autres de révéler leur nom de famille. Encore n'était-elle pas strictement observée, le mariage légal restant — du moins en théorie — l'issue

ENFANTS-COBAYES »

souhaitable des unions heureuses nées dans le camp. Et beaucoup de mariages eurent en effet leur origine dans ces rencontres.

● *Une nuit sur deux pour le bien de la patrie*

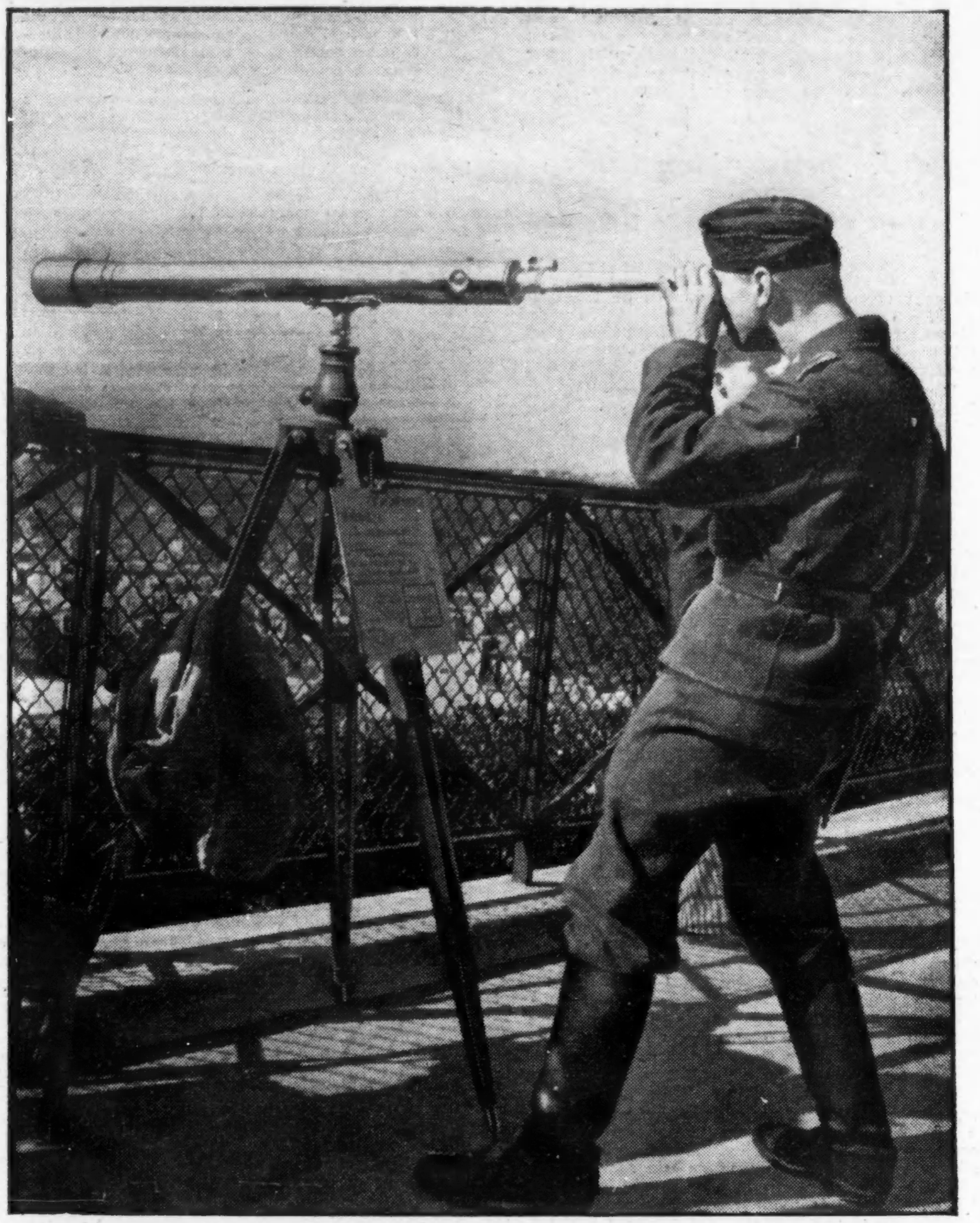
Lorsque Leni eut choisi son mâle, elle fut obligée d'attendre la période de « conception possible » déterminée par le calendrier Ogino-Kraus. Lorsque le moment favorable fut arrivé, elle subit un dernier examen médical et fut déclarée « bonne pour la maternité ». Pendant une semaine environ, son SS anonyme fut alors autorisé à la rejoindre dans sa chambre une nuit sur deux. Leni ne s'affecta nullement, semble-t-il, de ce que le « service » de son amant l'obligeait à passer l'autre nuit dans un chalet voisin avec une autre jeune femme.

Il lui fallut quatre mois pour devenir enceinte, mais ce délai ne l'inquiéta pas. Elle appréciait beaucoup la vie du camp et son « contrat » lui accordait six mois pleins pour concevoir un enfant. Si, comme il arrivait parfois, une malheureuse jeune fille n'avait obtenu aucun résultat au bout des six mois, elle était renvoyée chez elle dans la réprobation générale. Mais Leni était largement dans les délais.

Environ un mois et demi avant la date prévue de l'accouchement, elle fut transférée dans un Lebensborn-Heime (maternité) situé près de Wiesbaden où on l'encouragea à vivre dans l'oisiveté la plus complète. Elle passait ses journées à prendre des bains de soleil, à lire, à suivre des cours sur la maternité, à coudre.

L'accouchement lui-même fut très pénible, car l'emploi des anesthésiques pour soulager la mère était interdit dans les Lebensborn-Heime. Selon Leni, cette mesure avait pour but de faire comprendre à la mère la grandeur de son œuvre en lui laissant la pleine conscience des douleurs qu'elle endurait pour le bien de sa patrie. Mais cette théorie était loin d'être admise par toutes les femmes qui avaient vécu la même expérience. L'une d'elles, une militante du nom de Mathilde Grossman, qui considérait apparemment le Lebensborn comme la fine fleur de tout ce qu'il y avait de meilleur dans le régime nazi, nous déclara que l'interdiction des anesthésiques avait pour but de renforcer l'amour de la mère pour son enfant. Mais elle précisait dans la même phrase qu'elle était l'épouse légitime d'un officier SS lorsqu'elle eut son enfant « anonyme ».

Après l'accouchement, Leni ne resta à la maternité que trois semaines. Elle eût pu y rester six mois si elle l'avait voulu, mais elle était une fille énergique et l'oisiveté ne lui convenait pas. Elle ne revit jamais son enfant.



« *Il s'appelait Willi, pas bien malin mais beau...* »

● *"Mon mari ? Ça lui est bien égal !*

Si les motifs qui poussèrent Leni à prêter son corps à l'Allemagne étaient assez difficiles à comprendre, ceux d'une autre femme que nous avons rencontrée à Wiesbaden étaient parfaitement clairs. Frau Marthe Rudel était une petite brune aux yeux noirs aussi éloignée que possible de ce que l'on considère habituellement comme le type nordique.

« *La vie était terriblement dure pour moi,* nous dit-elle, *jusqu'à ce que je me porte volontaire pour le Lebensborn. A cette époque, c'était dur pour tout le monde. Mais dès que j'eus passé les examens nécessaires et signé les engagements qu'on me demandait, on m'a donné un bel appartement, une pension, des rations supplémentaires et des tas d'avantages que les autres civils n'avaient pas.* »

Elle était alors, nous dit-elle, une fille joyeuse, mais peu énergique et qui choisissait toujours les solutions les plus faciles. L'idée de vivre confortablement aux frais de l'Etat, alors que le reste du pays « en bavait » ne la gênait pas le moins du monde. Elle ne s'était pas demandé une seconde si ce qu'elle faisait était bien ou mal.

« *J'ai toujours plutôt aimé la compagnie des hommes. Avoir un enfant ne me faisait pas peur. A vrai dire, je l'avais risqué si souvent que l'idée de pouvoir y aller carrément sans avoir les inquiétudes habituelles et avec la bénédiction du Führer était un vrai soulagement. J'en ai bien profité.* »

Je lui demandai si elle avait eu quelques sentiments d'affection pour son enfant après sa naissance. Avait-elle souhaité le garder et s'en occuper ?

« *Non,* dit-elle. *Je ne l'ai jamais considéré comme m'appartenant vraiment et l'idée de le garder ne m'a même pas traversé l'esprit. On me l'a d'ailleurs enlevé tout de suite, avant que j'aie pu m'y attacher. Mais cela m'était égal. A ce moment-là, je ne voulais surtout pas m'encombrer d'un bébé. Il n'aurait fait que me gêner.* »

Je lui demandai ce qu'elle avait pensé du père de l'enfant :

« *Oh ! il était très bien. Pas bien malin, mais beau. Il s'appelait Willi. Je n'ai jamais su son nom de famille. Je ne l'ai pas demandé. Il valait mieux que tout ça reste impersonnel.* »

Et maintenant, avait-elle des regrets ?

« *Des regrets ? Bien sûr que non. J'ai tout raconté à mon mari et ça lui est bien égal. Pourquoi aurais-je des regrets ?* »

● *Les actionnaires veulent en avoir pour leur argent*

La grande majorité des jeunes femmes envoyées dans les camps étaient des volontaires et les candidatures furent toujours nombreuses. Mais il y eut quelques exceptions. Une jeune fille, notamment, qui souhaitait épouser un jeune SS apparemment très amoureux d'elle, fut informée par les autorités qu'un tel mariage ne serait possible que si elle avait prouvé qu'elle était capable de faire des enfants. Elle fut donc envoyée dans un camp de Lebensborn où elle resta six mois sans résultat. Elle fut alors renvoyée chez elle et le mariage ne fut pas autorisé. Heureusement pour les amoureux, ils purent se marier plus tard en secret et vivent encore ensemble aujourd'hui. Ils n'ont pas d'enfants.

Du côté des hommes, les volontaires ne manquaient pas non plus. Dès la mise en route du système, tous les nouveaux membres de la SS reçurent une brochure sur le Lebensborn et un carnet spécial sur lequel étaient inscrites leurs contributions mensuelles obligatoires, variables selon le grade et la situation de famille. Cette participation financière faisait d'eux en quelque sorte des actionnaires de l'entreprise et il n'est pas surprenant que beaucoup aient essayé « d'en avoir pour leur argent ».

La brochure était un document verbeux qui prétendait définir l'organisation et les objectifs du système. Il ne mérite pas d'être reproduit, mais on peut en sortir la perle suivante, pièce de choix pour une anthologie de la bêtise militaire prussienne :

« L'appartenance (à l'Union du Lebensborn) pourra prendre fin de trois façons :

1. Par le retrait volontaire à la fin de chaque année à la condition qu'une demande écrite en ait été faite au comité avant le 30 juin ;

2. Par la mort ;

3. Par une décision d'expulsion prise par le comité. »

Les anciens « étalons » SS sont plus difficiles à découvrir aujourd'hui que les anciennes pensionnaires des camps de Lebensborn. Nous pûmes cependant en rencontrer un par hasard

→

LES ENFANTS-COBAYES

→

dans un hôtel où nous étions descendus pour la nuit. Ce fut le barman de l'établissement qui nous le désigna dans la salle. Ce barman avait d'excellentes raisons de s'intéresser à la question: pendant la guerre, son amie l'avait quitté pour un SS — celui-là même qu'il nous indiquait — rencontré dans un camp du Lebensborn.

● *"Je pense bien que ça a fait des drames*

L'homme était loin d'être un Adonis. Obèse, lippu, presque totalement dépourvu de front, il avait des cheveux blonds clairsemés et des yeux bleus larmoyants. Mais peut-être, dix ans plus tôt, avait-il correspondu au type d'homme idéal dont rêvait Himmler ?

Pour obtenir qu'il réponde à nos questions, il fallut d'abord réussir à le convaincre que nous n'étion pas les agents d'une commission de dénazification. Mais ses réponses demeurèrent évasives et ses arguments peu convaincants.

Il fonda toute sa défense morale sur le fait que les camps du Lebensborn étaient des endroits moins chers et moins « dangereux » pour un soldat en permission que les maisons closes ordinaires. Qui plus est, ajouta-t-il, les filles étaient raisonnablement jolies, surtout aux yeux d'un homme qui venait de passer plusieurs mois ou plusieurs années au front sans voir une seule femme. Le système ne lui avait jamais paru immoral. A vrai dire, il n'y avait rien vu de plus grave qu'un moyen de satisfaire à peu de frais et avec la sanction de l'Etat, des besoins physiques normaux qu'il eût de toute façon satisfaits ailleurs.

Lorsque je lui demandai s'il avait pensé au sort des enfants qu'il avait conçus, il haussa les épaules :

« *On n'avait pas le temps de penser à ces choses-là pendant la guerre. Et d'abord, pourquoi se serait-on préoccupé du sort d'un enfant qui n'était pas né, alors qu'on ne vous demandait même pas de songer aux sentiments du mari ou du fiancé de la fille avec laquelle vous le faisiez. Il y avait beaucoup de femmes mariées, vous savez...* »

J'admis qu'il tenait là un argument. « Mais est-ce que ça ne faisait pas des drames ? » demandai-je. « Qu'est-ce que les maris et les fiancés pensaient de tout ça ? »

« *Des drames ?* répéta-t-il. *Je pense bien que ça a fait des drames. La publication de l'ordre de Himmler a failli provoquer une mutinerie dans la Wehrmacht.* »

Ce fut tout ce que je pus en tirer, mais je trouvai ailleurs d'autres documents sur les « drames » provoqués par le Lebensborn. Les conséquences de la publication intempestive de Himmler eussent sans doute été très graves si les officiers supérieurs de la Wehrmacht n'avaient fait tout ce qu'ils avaient pu pour en retarder la diffusion et en atténuer l'effet sur leurs troupes.

● *Des animaux offerts au plaisir des S S*

Le principal opposant fut le général Groppe qui, dès qu'il eut connaissance du document signé de Himmler, adressa la lettre suivante à l'Etat-Major général :

12 DECEMBRE 1939.

« Je vous adresse ci-joint un prétendu ordre SS qui dépasse en impudence tout ce qu'on peut imaginer et dont les troisième et dernier paragraphes font de nos femmes et de nos filles des animaux offerts au plaisir des SS et des policiers.

« Ce pamphlet, sans doute fabriqué par les services secrets ennemis, est manifestement destiné à donner l'impression, à l'étranger, que la nation allemande s'est retirée de la communauté des peuples civilisés. Si ce prétendu ordre SS arrivait à la connaissance de nos troupes, il est à craindre que les soldats mariés, par souci du sort de leurs femmes et de leurs filles, ne désertent pour les protéger. »

Général GROPPE.

Trois semaines plus tard, au cours d'une conférence, Groppe termina son discours par ces mots :

« Messieurs, on nous a dit au Nouvel An que 1940 devait apporter l'issue finale de la lutte entre l'Angleterre et nous. Mais il me semble (à la lumière de l'ordre de Himmler) que le principal conflit à trancher sera entre Dieu et le Diable. »

Ce cri d'angoisse fut repris, mais avec plus de discrétion, par un personnage aussi important que le général von Brauchitsch.

Cette opposition entraîna une puissante contre-attaque de la SS dont l'organe officiel, le *Schwarze Korps* écrivit :

« Toute jeune femme qui se dérobe devant cette obligation suprême (donner un enfant à la patrie) doit être considérée comme désertant les couleurs, au même titre qu'un objecteur de conscience. »

Le poids de cette déclaration sera mieux apprécié si l'on se rappelle que l'objection de conscience était alors punie de mort en Allemagne.

Après un dernier discours à ses troupes dans lequel il leur déclara que

« l'honneur de leurs femmes et de leurs filles était aussi sacré pour lui que celui de sa propre femme et de sa propre fille »,

Groppe fut relevé de ses fonctions et emprisonné. Il ne dut qu'à sa popularité auprès des simples soldats de ne pas être exécuté.

Que so it devenus après la défaite les dizaines de milliers d'enfants élevés dans les maternités du Lebensborn ? Dans la formidable pagaille de la débâcle, il semble que la plupart d'entre eux aient disparu sans laisser de traces. Beaucoup moururent, mais ceux qui furent repris par leur mère, adoptés par des familles allemandes, ou placés dans diverses institutions, sont très difficiles à retrouver.

● *Un sourd-muet et deux idiots*

Nous n'avons pu reconstituer leur destin que dans le cas du Lebensborn-Heime de Wiesbaden, dont le personnel et les enfants furent évacués en mars 1945 vers la petite ville bavaroise de Steinhöring. Au moment de l'entrée des troupes américaines en Bavière, Frau Hochreiter, aujourd'hui directrice du Centre d'Aide à l'Enfance de Munich, se trouvait dans cette ville. Sachant que la maternité de Wiesbaden avait été transférée à Steinhöring, elle s'y rendit à bicyclette pour voir ce qu'il advenait des enfants. Elle en trouva 163 abandonnés à eux-mêmes, le personnel de l'établissement étant parti après avoir brisé tout le matériel de la maternité et détruit tous les documents concernant les enfants. Ceux-ci n'avaient pas mangé depuis 48 heures.

Pendant les mois qui suivirent, Frau Hochreiter entreprit de remettre de l'ordre dans la maison et de régler le sort des enfants. Neuf moururent. Soixante-huit furent confiés à des familles allemandes et soixante-quatre rendus à leur mère. Dix-sept enfants d'origine étrangère furent confiés à l'U.N.R.R.A. Un sourd-muet et deux idiots furent envoyés dans des institutions spécialisées. Deux enfants restèrent dans la maison de Steinhöring.

Le plus difficile fut de retrouver les mères, mais celles que l'on put identifier apprécièrent rarement les efforts qu'il avait fallu faire pour les réunir à leur enfant. Quelques-unes, bien sûr, manifestèrent des sentiments maternels normaux, mais la plupart estimèrent qu'on abusait d'elles, « *qu'on les avait bien eues* ». L'Etat n'avait-il pas promis de prendre à sa charge l'éducation et l'entretien de leur enfant ?

« *Si j'avais voulu un enfant réellement à moi,* déclara l'une d'elles, *je l'aurais eu avec un mari que j'aimais et non avec un SS que je ne connaissais pas et que je ne reverrais sans doute jamais.* »

Frau Hochreiter nous donna un certain nombre d'adresses où nous pourrions retrouver des enfants de Steinhöring et nous abordâmes alors la partie la plus importante de notre enquête, celle qui devait apporter la réponse à cette question : les enfants du Lebensborn étaient-ils supérieurs aux enfants élevés normalement ?

● *Comme des poulets dans une couveuse*

Nous nous rendîmes d'abord dans un orphelinat de Neubiberg où avaient été transférés une vingtaine d'enfants de Steinhöring. Il n'en restait plus un seul lorsque nous arrivâmes, mais la directrice de l'orphelinat accepta de répondre à nos questions. Nous lui demandâmes quel était leur niveau de développement physique et mental lorsqu'ils avaient quitté son établissement.

Elle marqua un temps assez long, puis répondit lentement :

« *Il ne faut pas jouer avec les lois de Dieu. Il ne se laisse pas bousculer. Le dernier de nos enfants, un garçon de neuf ans, a été adopté il y a un an par un commerçant de la ville. Vous pourrez le voir si vous le désirez. Il était plutôt attardé.* »

— Ce retard était-il exceptionnel ?

— « *Oh ! non,* reprit-elle avec un sourire triste. *C'était la règle. Ils avaient tous trois ou quatre ans de retard par rapport aux enfants normalement élevés. Sur les vingt, un seul était réellement éveillé. Quant aux autres...*

« *Aucun d'eux n'était capable de prononcer un seul mot avant l'âge de deux ans au moins. Certains n'apprirent à parler qu'à trois ou quatre ans. Plusieurs étaient idiots et ne purent jamais articuler un son cohérent. Très peu d'entre eux surent marcher avant deux ou trois ans. Ils mouillaient tous leur lit jusqu'à cinq ou six ans. Beaucoup avaient des malformations physiques : rachitisme, pieds plats et autres difformités. C'était tragique... si tragique...* »

— Mais pourquoi, demandai-je sans pouvoir cacher ma stupeur ? Qu'est-ce qui n'allait pas chez eux ?

La directrice nous expliqua. Si les enfants ne pouvaient pas parler avant deux ou trois ans, c'était que personne ne leur avait jamais parlé. Ils étaient alignés dans leurs pouponnières comme des poulets dans une couveuse. Chaque infirmière avait la responsabilité de huit à douze enfants et ne pouvait s'occuper de chacun d'eux individuellement.

Pourquoi marchaient-ils si tard ? Parce qu'ils étaient plus faciles à surveiller couchés que debout et qu'on les avait maintenus emmaillotés dans leur lit sans leur laisser la moindre occasion de se mettre sur leurs pieds.

Pourquoi un si grand nombre d'entre eux étaient-ils atteints de difformités ? Parce qu'ils manquaient de soins et d'exercice. Aussi, mais à un moindre degré, parce qu'ils étaient mal nourris. Sans doute leur donnait-on ce qu'il y avait de meilleur en Allemagne, mais par manque de temps ou de patience, les infirmières ne les surveillaient pas individuellement et ne leur donnaient pas toujours la nourriture qui leur convenait.

Nous visitâmes ensuite beaucoup de familles qui avaient adopté des enfants du Lebensborn après la guerre. Tout ce que nous vîmes et entendîmes ne fit que confirmer ce que nous avait dit la directrice de l'orphelinat de Neubiberg : les enfants étaient attardés, même les plus âgés qui avaient jusqu'à 15 ans. Leur âge mental était toujours inférieur de quatre ou cinq ans à la moyenne et les soins qu'ils recevaient avaient rarement permis de corriger leurs déficiences physiques. Ces enfants représentaient le solde affligeant de toute l'opération Lebensborn.

● *Promis aux fours crématoires*

Ce dramatique bilan nous fut particulièrement bien exposé à Munich par un certain docteur Huber et sa femme. Bien qu'ayant déjà quatre enfants à eux, ils avaient adopté dès le lendemain de la guerre deux enfants du Lebensborn et un bébé né d'une femme allemande et d'un noir américain (3.000 enfants de noirs américains étaient déjà nés depuis la guerre et leur nombre a certainement augmenté depuis). Malgré l'hostilité de leurs voisins, qui les accusaient de n'avoir recueilli ces enfants que pour toucher des rations supplémentaires, les Huber avaient réussi à élever cette nombreuse famille et à en faire une petite colonie extrêmement vivante et heureuse. Nous nous attendions à les voir réfuter nos conclusions, ne fût-ce que par fierté, mais nous nous trompions lourdement.

« *Les deux enfants du Lebensborn,* nous dit le Dr Huber, *étaient très attardés. Physiquement et mentalement, ils étaient moins bien développés que l'enfant du noir américain, leur cadet de deux ans.* »

Nous vîmes les deux enfants. Ils paraissaient fort joyeux, mais l'un d'eux était visiblement mal conformé et un peu simplet.

« *Je continue à leur faire suivre un traitement,* nous dit le Dr Huber, *mais je ne suis pas sûr qu'ils puissent un jour rattraper complètement leur retard.* »

Je me dis alors qu'il avait dû choisir volontairement des cas difficiles pour des raisons professionnelles ou par devoir moral, mais il me déclara :

« *Ils ne sont en aucune façon exceptionnels, et les enfants que j'ai vus à Steinhöring étaient tous dans le même état. A vrai dire, j'ai essayé de choisir les mieux.* »

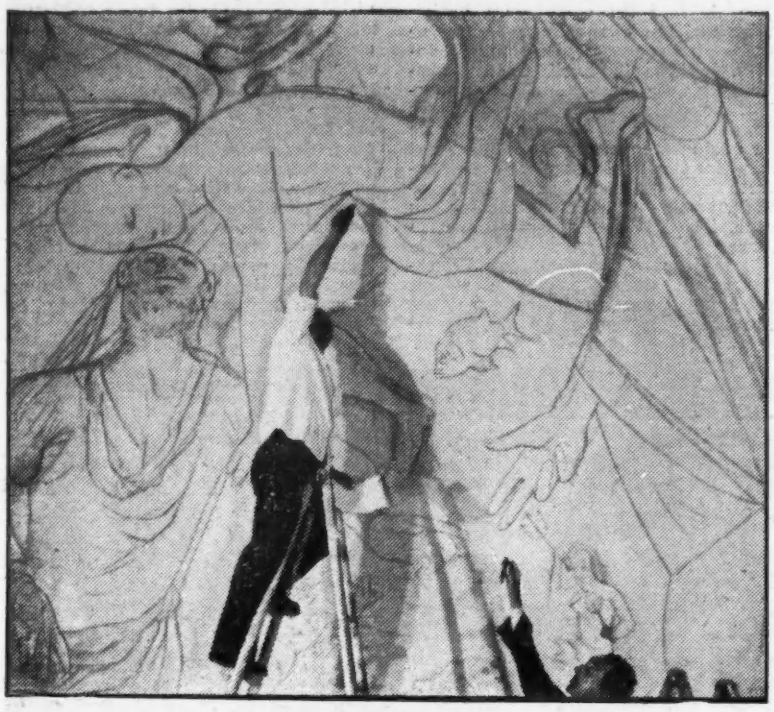
Longtemps après avoir quitté le Dr Huber, j'étais encore obsédé par les derniers mots qu'il nous avait dits, commentaire terrible sur toute l'affaire :

« *Si la guerre avait duré plus longtemps, je suis sûr que le système du Lebensborn eût été aboli rapidement. Les résultats de cette expérience, personnifiés par ces malheureux enfants, étaient même si désastreux que beaucoup d'entre eux, j'en suis sûr, eussent été tôt ou tard liquidés dans les camps de concentration.* »

(Copyright Stanley Moss et Agence Odette Arnaud)

JE, TU, IL...

● JEAN COCTEAU, 67 ans, poète, cinéaste, académicien, dessinateur, décorateur de théâtre (entre autres professions), achève de décorer une chapelle à Villefranche-sur-Mer, qui, après avoir longtemps servi de tribunal maritime, sera rendue au culte et deviendra, sans doute, comme la chapelle de Matisse, un lieu de pèlerinage pour tous ceux qui croient en l'art.



COCTEAU A VILLEFRANCHE
D'une chapelle à l'autr

● « COLLIER'S » et « WOMEN'S HOME COMPANION » (tirages 4 millions 179.700 et 4 millions 228.000 exemplaires) cessent de paraître à la fin de ce mois. La direction de ces magazines américains a pris cette décision à la suite de la baisse des recettes de publicité qui a provoqué un déficit de 7.500.000 dollars (trois milliards environ) en 1956. C'est la concurrence de la télévision sur le marché de la publicité qui est à l'origine de cet effondrement des recettes.

● ISVAN NOVOTNY, 100 kilos, catcheur professionnel, qui avait tué et coupé en morceaux un personnage qui le faisait chanter, Julius Pollak a bénéficié d'un non-lieu. Son avocat, Mᵉ Marcepoil, a réussi à faire admettre que le catcheur était en état de légitime défense. Novotny comparaîtra cependant en correctionnelle pour recel de cadavre. Il risquera une peine de six mois à un an de prison et une amende de 50.000 à un million de francs.

OH ! PARDON !...

● « L'économie arabe peut retourner aux dattes et aux chameaux ; l'Europe occidentale ne le peut pas. »

(Hanson BALDWIN, « New-York Times ».)

∴

● « Le destin frappe dans le dos ; faites face. »

(Marcelle AUCLAIR, « La pratique du bonheur ».)

● « On ne doit jamais se laisser emporter par le désir de faire du nouveau. »

(Henri QUEUILLE, Banquet du Parti radical « dissident », 12-12-1956.)

∴

● « Est-il plus dangereux de tousser pour un homme musclé ? ».

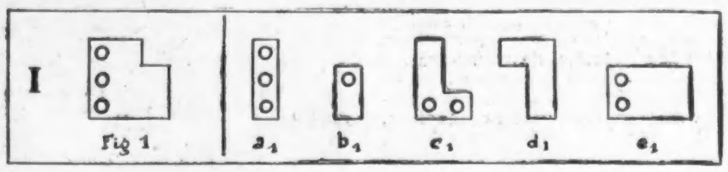
(Titre de « FRANCE-DIMANCHE ».)

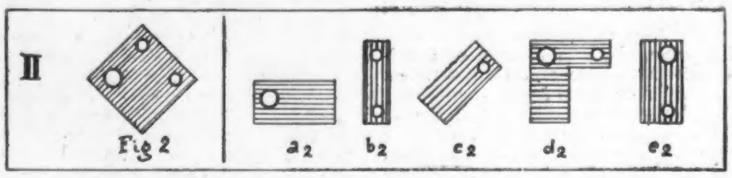
TEST :
Feriez-vous un bon mécanicien ?

Exercice A

Il s'agit dans ce premier exercice de reconstituer à l'aide de fragments a, b, c, d, e, la figure de gauche. Les fragments assemblés ne doivent pas se chevaucher et la figure doit être reconstituée sans aucune lacune. Vous avez le droit de retourner mentalement certains fragments, s'ils ne se présentent pas dans le bon sens.

Quels sont les fragments que vous avez choisis pour reconstituer la fig. I ?
Quels sont les fragments choisis pour la figure II ?
Notez ces fragments et le temps mis pour reconstituer chaque figure.





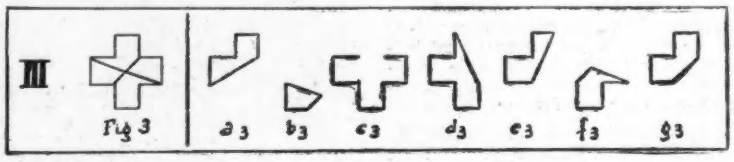
Exercice B

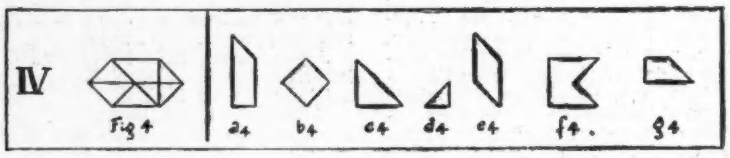
Dans cet exercice des traits ont été tirés à l'intérieur des figures III et IV ; suivant ces traits il est possible de découper ces figures en morceaux.

Choisissez parmi les fragments a, b, c, d, e, f, g, ceux qui permettent de reconstituer les figures suivant les découpes imposées.

Vous n'êtes pas obligé de tenir compte de toutes les « découpes », ainsi la figure III peut être recomposée avec moins de 4 morceaux, la figure IV avec moins de 7 morceaux.

Notez vos réponses et les temps pour chaque figure.





Réponses

Fig. I. — b e
Fig. II. — c e
Fig. III. — b f g
Fig. IV. — b d e g

Interprétation

Si vous avez trouvé la réponse exacte aux problèmes I et II en moins d'une minute, et aux problèmes III et IV en moins de deux minutes, vous avez un sens mécanique excellent. C'est-à-dire que vous avez une imagination spatiale qui vous permet de vous représenter mentalement des ensembles dans l'espace; de décomposer et recomposer des figures, de les manipuler, comme si elles étaient à la portée de votre main, en gardant toujours le sens de leur orientation par rapport à quelque point de référence.

Cette aptitude est particulièrement développée chez les mécaniciens, chez les ouvriers qualifiés, qui ont à effectuer des découpages de pièces, des ajustages, des montages, enfin chez les bons tailleurs.

2 HAUTEURS
AU CHOIX

Les nouveaux Fourgons " Grande Hauteur " 1.000 et 1.400 kg. offrent des possibilités accrues pour la vente en campagne, les livraisons porte à porte, le commerce ambulant sur les foires et marchés, l'aménagement de camions-magasins et le transport des marchandises volumineuses (capacité 8 m³).

Comme toutes les camionnettes Renault, ce nouveau modèle possède un châssis fortement entretoisé, une carrosserie entièrement métallique, un plancher de bois indéformable, une garde au sol importante lui permettant de passer partout.

RENAULT COMPLÈTE SA GAMME DE CAMIONNETTES
VENTE A CRÉDIT grâce à l'intervention de la D. I. A. C., 47bis Avenue Hoche, PARIS

THÉATRE

Le droit à l'omelette

L'ŒUF

Comédie de Félicien Marceau, au théâtre de l'Atelier.

C'EST un monologue illustré : d'un bout de la soirée à l'autre, Emile Magis nous raconte sa vie et en revit quelques scènes au passage. Petit employé à la Courteline, le voici en face de ses collègues, de sa famille, de sa belle famille, de sa femme, de l'amant de sa femme. Homme de bonne foi, il s'aperçoit bien vite que le monde, lisse et fermé comme un œuf, est régi par un système de conventions, d'idées toutes faites, de mensonges. Il est seul comme un Huron en face de Bouvard et Pécuchet, il fait à ses proches quelques farces assez ignobles, car il a une âme lucide mais basse, sans pouvoir s'arracher à la solitude et entrer dans l'œuf. Il se vengera par une dernière farce, énorme, amère et sanglante.

Le procédé de la narration, à mi-chemin du théâtre et du roman, est employé avec beaucoup d'adresse ; toute la première partie est pleine de talent, de brio, de saveur ; l'auteur ne recule pas devant la vulgarité, mais il a aussi des trouvailles heureuses et il fait rire. Le thème des rapports entre l'homme et l'œuf du monde est un thème sérieux, parent du thème de l'absurde, et qui pouvait être traité en burlesque énorme : mais c'est un thème sans issue dramatique, parce qu'il y a toujours l'homme et parce qu'il y a toujours l'œuf, et que la pièce ne peut donc que tourner en rond comme *Huis Clos* ou comme *Godot*. M. Marceau s'est arrogé le droit à l'omelette, au milieu du second acte il a déposé un revolver dans un tiroir, et son œuvre s'est brisée pour finir par une sorte de tragi-comédie policière, un tribunal comique, amusant, mais factice.

Dans d'excellents décors tournants de Jacques Noël et une preste mise en scène d'André Barsacq, la pièce est menée tambour battant par M. Jacques Duby, nouveau grand comédien, souple, narquois, sensible, plein d'aisance et de vérité. Mais toute l'interprétation est excellente (Gabrielle Fontan, Madeleine Barbulée, Dominique Davray, Solange Certain, Marguerite Cassan, Léon Larive, Albert Rémy, etc.). Au total, si M. Marceau n'a pas tout à fait réussi cette chose si difficile, une pièce pleine, fermée sur elle-même comme un œuf, à mi-chemin de la grande comédie originale et de la pièce trop facile, il nous donne une sorte de chef-d'œuvre de la moyenne littérature (comme on dirait moyenne couture par rapport à la haute).

★

En être ou pas

LA CHATTE SUR LE TOIT BRULANT

Pièce en trois actes de Tennessee Williams, adaptation d'André Obey, au théâtre Antoine.

MARGARET réussira-t-elle, pour s'assurer l'héritage du grand-père cancéreux, à avoir un enfant de son mari, le jeune et beau Brick, qui la dédaigne et noie dans l'alcool son chagrin et son secret ? Ce secret, qui est presque le secret de Polichinelle dans la famille, c'est que Brick, malgré une horreur sincère de l'inversion sexuelle, garde la nostalgie terrifiée d'une « occasion perdue » avec un ami de jeunesse mort aujourd'hui.

JACQUES DUBY
Cocorico !

Pendant trois actes, l'auteur se tient laborieusement en équilibre sur ce sujet qu'il croit brûlant.

En fait, tout est escamoté : Brick est contraint de révéler son secret mais il ne se passe rien qui justifie psychologiquement son retour final au lit de Margaret.

L'homme qui découvre trop tard sa nature, avec un mélange de fascination et de dégoût, et lutte désespérément contre lui-même et contre les autres dans un monde où le poids des conventions rend étouffant ou grimaçant le désir de son corps, cela peut être un sujet tragique : n'est-ce pas celui d'*Un Taciturne* de M. Roger Martin du Gard ? Mais au moment d'aborder un tel sujet, le théâtre américain semble victime d'une double censure, une censure sociale qui l'oblige à transporter l'intérêt sur un personnage féminin, comme ici la chatte chercheuse d'or ; et une censure psychanalytique qui le conduit à traverstir le caractère central et à minimiser la part de l'inversion. L'Hamlet américain ne se demande pas s'il faut en être ou pas : après cette *Chatte* et après *Thé et Sympathie*, on en arrive à croire que Kinsey a menti, il n'y a pas d'invertis américains ou, s'il y en a, ils se dessèchent dans la continence.

Dans l'adaptation de M. André Obey, dont je ne puis apprécier la fidélité, l'œuvre paraît languissante, malgré les efforts et le grand talent de Mme Jeanne Moreau. Mme Jane Marken amuse et émeut, M. Balpétré fait revivre le grand style odéonien, et M. Paul Guers se tire comme il peut du mauvais rôle, entièrement négatif, de Brick.

Coup dur à la Série Noire

LE PETIT ARPENT DU BON DIEU

Pièce en 2 actes de Marcel Duhamel, d'après le roman d'Erskine Caldwell, à l'Ambigu.

L'HISTOIRE du vieux Ty-Ty, de son petit arpent interchangeable, de sa fièvre de l'or, de son effroyable misère, de sa confiance absurde, de ses filles folles de leur corps, c'est une sorte de mythe que tous les amateurs de littérature contemporaine connaissent (huit millions d'exemplaires vendus). Mais il faut bien le dire, de tous les romanciers américains qui ont connu leur heure de gloire en France, il y a quelques années, Erskine Caldwell était probablement, avec James Cain, le plus surfait. Le pittoresque du milieu des pauvres blancs du Sud, la cocasserie de quelques inventions ne pouvaient faire longtemps illusion sur la pauvreté de ce réalisme, le truquage sommaire de la psychologie comme du style, l'exploitation cynique de l'érotisme.

D'une œuvre abondante, en France comme en Amérique, on ne retient guère que deux romans et quelques nouvelles. De bonne foi, M. Marcel Duhamel a vu *Le Petit Arpent du Bon Dieu* avec ses yeux d'il y a vingt ans. Pour en tirer une pièce, il a été obligé de mettre en évidence les ressorts de cette pauvre mécanique. Et il n'est rien resté : une lourde paysannerie sans humour, immobile ; un érotisme maniaque dont la répétition appelle les lazzi au même titre que beaucoup de répliques malheureuses. Tout ce que l'on voulait nous faire prendre au sérieux ou au tragique, nous ne pouvons pas ne pas le prendre à la rigolade. On ne peut guère louer que Mlle Danik Patisson, et encore exclusivement quand elle se tait (d'ailleurs quand elle parle, on ne l'entend pas). Série noire dont on est navré pour des hommes sympathiques et pleins de mérite comme Marcel Duhamel, ou Christian Casadesus, ou José Quaglio, le metteur en scène, ou Armontel. Ils y ont cru : mais si la foi transporte les montagnes, elle ne peut, hélas ! rien pour ce petit arpent du bon Dieu...

★

Un vieux boulevardier

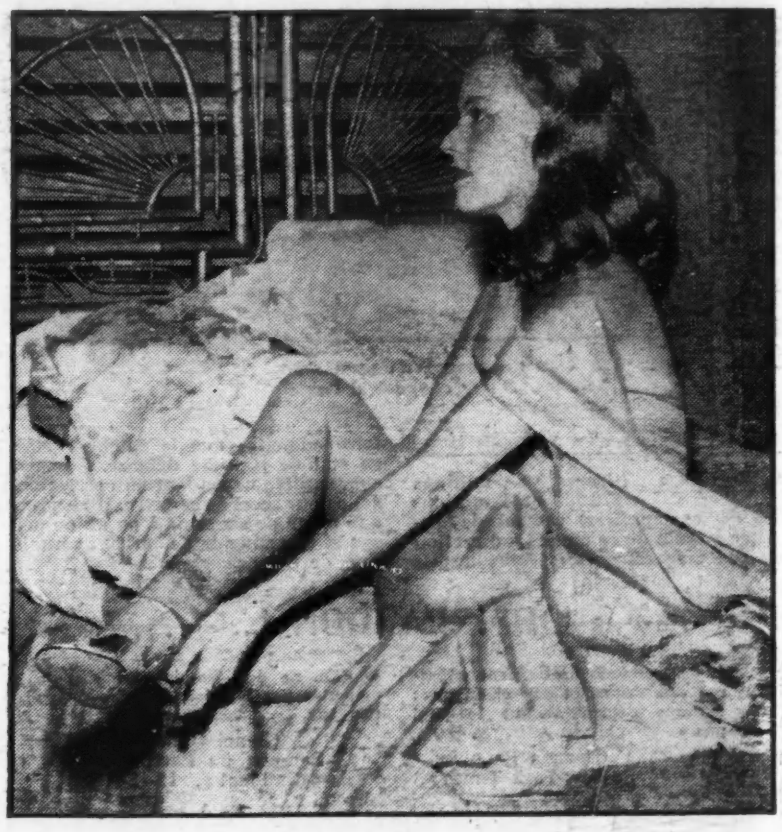
TOPAZE

Quatre actes de Marcel Pagnol, au théâtre du Gymnase.

NE disons pas que depuis 1928 la pièce n'a pas vieilli : les rides sont visibles. Mais elle les porte gaillardement, comme un vieux boulevardier, et ce *Topaze* peut encore plaire et aller loin.

L'acte d'exposition à l'école surtout a paru un peu long et un peu vieillot. Mais le reste va bon train, il se passe des tas de choses, les personnages rebondissent adroitement de scène en scène. La satire porte moins que jadis, peut-être parce que certaines mauvaises mœurs sont entrées dans les mœurs depuis un quart de siècle. Mais il y a une forte intrigue toute classique, l'esquisse d'un caractère, deux ou trois excellentes silhouettes, beaucoup de répliques drôles et si bien situées qu'elles font rire même quand on les connaît par cœur.

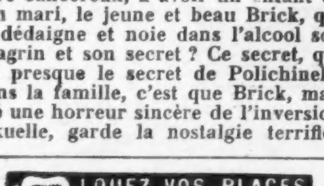
Très bonne interprétation, dans une



JEANNE MOREAU
Miaou !

A voir

● **La Chatte sur un toit brûlant** (impudique, mais dramatique) ● **L'Œuf** (insolite) ● **Thé et sympathie** (à cause de Bergman) ● **Chaud et froid** (retour à Crommelynck) ● **Misère et noblesse** (vaudeville napolitain) ● **Requiem pour une nonne** (Faulkner plus Camus) ● **Don Carlos** (un grand drame romantique) ● **Irma la douce** (comique bon enfant) ● **Le Mal court** (savoureux Audiberti) ● **L'Amour des quatre Colonels** (les gaîtés de l'occupation) ● **L'Homme, la Bête et la Vertu** (Pirandello chez Létraz).



mise en scène d'Yves Robert, avec parfois ce qu'il faut de charge pour correspondre à l'outrance du texte (Henri Vilbert, Duvaleix, René Clermont). Mlle Marie Daems mène le jeu avec beaucoup de finesse et de sûreté en présence de M. Fernand Gravey, qui a cherché avec un constant bonheur à humaniser son personnage, à éviter les effets de farce au profit des effets vrais. Il mérite très largement son vif succès personnel.

CINÉMA

Tolstoï au Musée Grévin

GUERRE ET PAIX

Film américain en technicolor de King Vidor, avec Audrey Hepburn, Mel Ferrer et Henry Fonda (Broadway, Triomphe).

ON pouvait craindre le pire. On pouvait craindre que, tel Napoléon engloutissant la Grande Armée sous les neiges de la Sainte Russie, M. King Vidor, empêtré dans ses milliers de figurants et ses millions de dollars, n'allât au-devant d'une nouvelle Bérésina cinématographique dont Tolstoï aurait été la première victime.

ROBERT TAYLOR ET DANA WYNTER — DANA WYNTER ET ROBERT TAYLOR

Par tous les temps

Le pire a été évité. Tolstoï au moins sort sauf de l'affaire. Un peu banalisé et le souffle raccourci. Mais enfin pas tellement défiguré. On reconnait ses principaux personnages : l'exquise Natacha dont Audrey Hepburn est l'exquise interprète, le noble, l'impétueux prince André, à qui Mel Ferrer prête une grâce presque slave, l'honnête, le consciencieux Pierre Bezoukhov, malgré le manque d'embonpoint et de maladresse de Henry Fonda.

On retrouve leurs préoccupations au détour de quelques répliques, au passage de quelques épisodes. Leurs existences, bien sûr, il n'était pas possible de les suivre tout au long de leur déroulement, à la manière du romancier. Dix heures de projection n'auraient pas suffi — et les trois que dure le film paraissent déjà longues. Mais on sent tout de même un peu le temps qui s'écoule et qui, en s'écoulant, transforme les êtres et le monde. La Paix de King Vidor est plus simplette que celle de Tolstoï : elle se réduit à un bal et deux courbettes de moujiks. Mais sa Guerre a de belles dimensions, de la force, parfois même de la grandeur.

Fastes figés

En fait, c'est le cinéma plutôt que Tolstoï qui se trouve maltraité. *Guerre et Paix* n'est pas une trahison : c'est un film faible. Il fait terne malgré ses couleurs rutilantes et manque de mouvement, malgré ses agitations. Il comporte un beau morceau de bravoure : la bataille de Borodino où Pierre Bezoukhov, en touriste stendhalien, s'initie aux griseries et aux horreurs de la guerre. Il y a là un effort d'imagination cinématographique. Mais cet effort est sans lendemain. On retombe ensuite dans une imagerie conventionnelle, des fastes et des fracas figés.

On aurait presque souhaité des adaptateurs moins respectueux et plus énergiques. Les scènes se suivent, mais ne progressent pas. Les personnages sont attachants, mais on ne souffre pas, on ne se réjouit pas, on n'aime pas avec eux. Aucune comparaison avec *Autant en emporte le vent.* Le film de Fleming ne brillait ni par le goût, ni par l'intelligence de la pensée, ni même par l'art. Mais il grouillait de vie et finissait par emporter le spectateur.

On est loin ici, et c'est heureux, du Châtelet. Mais on a parfois l'impression que King Vidor louche du côté du Musée Grévin.

★

Romance sur fond kaki

LE SIXIÈME JOUR

Film américain en cinémascope de Henry Koster, avec Robert Taylor et Richard Todd (Ermitage, Max-Linder, Vedettes, Images).

ON s'attend à un film de guerre, et c'est une histoire d'amour qui se déroule autour de ce fameux sixième jour de juin. La grande aventure du jour J devient ici le terme d'une autre aventure, beaucoup plus intime. Celle d'une petite Anglaise dont le fiancé anglais et l'amant américain participeront au même raid. Elle y perdra ses deux amours, l'amant à qui elle n'a pas voulu laisser d'espoir et le fiancé qui saute sur une mine.

Par un miracle, qui tient aux interprètes (tous beaux et sympathiques, même Robert Taylor et sa raie au milieu) et au tact du réalisateur Henry Koster, ce chassé-croisé militaire donne une romance sur fond kaki, dont on goûte la délicatesse et la tendresse.

Il y a dans ces amours passagères, condamnées par les circonstances, un peu de *Brève rencontre,* de *Waterloo Bridge* ou dernièrement encore de *Gaby.*

Dostoïevski français

CRIME ET CHATIMENT

Film français de Georges Lampin, avec Jean Gabin, Hossein, Blier, Marina Vlady (Marignan, Français).

LE crime, c'était de vouloir franciser et moderniser ce roman de Dostoïevski si typiquement russe et du siècle dernier. Le châtiment, c'est ce film si catastrophique que Georges Lampin risque d'y perdre la réputation méritée que lui avait value *L'Idiot.*

Si encore Lampin était allé jusqu'au bout de son propos. Adieu Dostoïevski ! Mais on aurait peut-être eu un film plausible. Au lieu de patauger, comme ici, dans l'inconséquence. Raskolnikov s'appelle Brunel. Mais il continue à adorer Napoléon, comme si Hitler n'avait jamais existé, et il s'entête à poignarder de vieilles prêteuses sur gages, comme s'il n'avait jamais rencontré de fourgon postal.

Les personnages ou perdent leur vraisemblance, comme Carette et ses trop slaves épanchements d'ivrogne, ou perdent leur caractère, comme Gabin, qui n'est plus qu'un inspecteur las et indifférent. Ou même perdent l'un et l'autre, comme cette petite p... des pauvres, qu'incarne l'inexpressive Marina Vlady.

Ce qui est triste, c'est qu'on sent beaucoup de bonne volonté dans tout cela. La photographie de Claude Renoir est magnifique. Lampin aussi s'est donné du mal. Mais il lui manque cette grâce que Dostoïevski, pourtant, ne refuse jamais à ses héros.

★

Avec un cœur d'enfant

MICHEL STROGOFF

Film en cinémascope de Carmine Gallone, avec Curd Jürgens et Geneviève Page (Berlitz, Paris, Wepler).

MICHEL STROGOFF n'a jamais été si beau que sous les traits de Curd Jürgens, les cavalcades tartares n'ont jamais traversé la scène du Châtelet comme elles déferlent sur le grand écran, et les aventures décrites par Jules Verne n'ont jamais trouvé d'aussi riches décors que ces paysages escarpés et ces libres rivières de la

→

TH. ANTOINE
JEANNE MOREAU
BALPÊTRÉ
PAUL GUERS
Location ouverte pour tous les jours et les RÉVEILLONS
La chatte Sur un toit brûlant
avec
JANE MARKEN
et MONIQUE MELINAND
et MAURICE DORLEAC
Pièce en 3 actes de TENNESSEE WILLIAMS
Adaptée par ANDRÉ OBEY
Mise en scène de PETER BROOK

5ème et DERNIÈRE SEMAINE
AVENUE . VENDOME
5, Rue du Colisee — 32, Avenue de l'Opera
LE TOIT
de VITTORIO DE SICA

FOLIES-BERGÈRE
LE PLUS CELEBRE MUSIC-HALL DU MONDE
AH! QUELLE FOLIE !
Tous les soirs à 20 h. 30
Mat. dim. et fêtes 14 h. 30

LOUEZ VOS PLACES
LAB 32-04
EUR 40-43
OMNIUM-THEATRES
5, Cour de Rome - Gare Saint-Lazare
Les meilleurs prix de tout Paris

Cabarets Dancings

AIGLON au Thé RENATO, 11, r. Berri Cab. Spect. 22 h. BAL. 44-31

A la ROMANCE 11, rue Monsieur-le-Prince Gais Réveillons - Cotillons

AMIRAL BALZAC 56-66 J. RICHARD

BOULE BLANCHE 33, RUE VAVIN MONTPARNASSE DAN 78-90
Sensualités 57 !......

frede présente le CARROLL'S
36, rue de Ponthieu - ELY. 46-40
Réserv. pour les SOUPERS de REVEILLONS

CLUB des CHAMPS-ELYSÉES THE tous les jours
Soirées : mercr., jeudi, vendr., samedi, dim.

Fernand RAYNAUD SULLY d' AUTeuil 71-18

Le SEXY 68, rue Pierre-Charron BAL : 25-18 Pierre DUDAN

Puerta del Sol MUSIC-HALL ESPAGNOL 52, RUE PIERRE-CHARRON

LA VILLA Strip tease parade Revue nue

Restaurants

LIDO ELY 11-61 LIDO ELY 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "C'EST MAGNIFIQUE!"
Revue de Guérin & Freday

MAISONNETTE RUSSE DE PARIS
Réveillons 3.500 f. av. caviar, vodka à volonté
6, rue d'Armaillé - ETO. 52-49 et 56-04

LE DE CAUMARTIN
Se recommande pour sa cuisine et son cadre
33, rue Caumartin - Paris-9e RIC 50-59

Yougoslavie sauvage où a été tournée cette production de luxe.

Et pourtant, en dépit de cette mise en scène à grand spectacle, le souffle de l'épopée ne balaie pas la Sibérie de Carmine Gallone.

C'est une grandiose et froide illustration qui éblouit plus qu'elle ne convainc. Il faut sans doute un cœur d'enfant pour ressentir, au delà de ce « show », l'effroi et l'enthousiasme.

★

Derrière un paravent transparent

CLUB DE FEMMES

Film français de Ralph Habib, avec Nicole Courcel, Ivan Desny, Dany Carrel (Biarritz, Madeleine et Gaumont-Palace).

ON fait peut-être dans les vieux pots les meilleures soupes, mais on ne fait pas toujours avec un vieux titre un bon film. Il ne reste d'ailleurs pas grand-chose, dans ce « remake », du *Club de Femmes* qui séduisit avant guerre des foules moins gorgées de chair fraîche.

Jacques Deval avait trouvé un prétexte pour rassembler et exhiber de jeunes « talents » agréables à voir. Le procédé manque aujourd'hui de nouveauté, même si l'on a remplacé les suffragettes et les filles-mères par des étudiantes mal logées.

Ralph Habib les déshabille comme d'habitude derrière un paravent à thème social. Paravent transparent, qui ne cache, hélas ! pas même le vide. La platitude des dialogues n'a d'égale que la banalité des prises de vues.

Dans le bataillon des mignonnes, qui se défend, toutes armes dehors, Nicole Courcel joue la comédie.

A voir :

En exclusivité : **Guerre et Paix** (à cause de Tolstoï) ● **La Fille en Noir** (une tragédie grecque moderne) ● **Les Feux du Music-Hall** (un brouillon de Fellini) ● **Richard III** (au service de Shakespeare) ● **Le Toit** (deux cœurs sans chaumière) ● **La Traversée de Paris** (pour Bourvil) ● **L'Homme qui en savait trop** (Hitchcock).

Nous vous rappelons : ● **Elena et les Hommes** (Agriculteurs) ● **Le Ballon Rouge** (Raimu, Radio-Ciné Opéra) ● **Gervaise** (Royale, Cinémonde-Opéra, Royal-Haussmann, Ritz) ● **Moby Dick** (Astor) ● **Sourires d'une Nuit d'Eté** (Bonaparte) ● **Le Jour se lève** (Champollion) ● **Les Vacances de M. Hulot** (Studio République) ● **A l'est d'Eden** (v. o. Ciné Panthéon) ● **L'équipée sauvage** (Celtic) ● **L'étrange sursis** (Pagode) ● **Lifeboat** (Studio Parnasse) ● **La Ruée vers l'Or** (dans les quartiers) ● **Tueurs de Dames** (Studio Raspail).

MUSIQUE

Prospection sonore

C'EST devant une salle tantôt houleuse, tantôt passionnément attentive, mais finalement enthousiaste, que s'est déroulé le deuxième concert du *Domaine musical* à la salle Gaveau.

En première partie, le pianiste américain David Tudor avait la tâche ingrate de nous révéler *Music of changes* de John Cage, son compatriote. Pierre Boulez, animateur de cette série de concerts, nous avait auparavant parlé des morceaux pour « piano préparé » de ce compositeur, et le public s'attendait à l'un de ces étonnants « numéros », comme Cage et Tudor en ont déjà présenté à Paris, lors du festival du XX[e] siècle, en 1952 : les cordes du piano bardées de toutes sortes de petits objets obéissant, avec des variantes, au principe de la pince à linge, émettant des sonorités inédites et souvent comiques ; l'un ou l'autre des pianistes se levant de temps en temps pour pincer directement les cordes avec les doigts, ou encore cognant de toutes ses forces le couvercle du piano contre le corps de l'instrument, ou encore frappant celui-ci d'un petit bâton ou de la paume ; tout cela, et jusqu'aux silences savamment observés, faisant partie d'une sorte de musique « totale », de l'espace et du temps, où venaient s'intégrer jusqu'aux quintes de toux, aux murmures, aux rires, aux protestations des auditeurs.

Quelle désillusion ! Le nouveau morceau de Cage, bien fait, bien écrit au demeurant, ne fait appel qu'avec une extrême prudence à ces procédés, et le conseil prodigué par Boulez aux auditeurs d'avoir à « attacher leurs ceintures », comme lors d'un atterrissage en avion, demeura à peu près sans objet.

Des timbres « inouïs »

L'*Impromptu - Variations*, d'Henri Pousseur, que Tudor joua ensuite, est un travail consciencieux, sans beaucoup de substance musicale. Par contre, *Mesures du temps*, pour quintette à vent, de Karlheinz Stockhausen, admirablement exécuté sous la direction de Boulez, classe définitivement ce jeune compositeur allemand parmi les plus doués de sa génération : c'est d'une fantaisie sonore, d'un art des contrastes de timbres et de rythmes qui prouvent, une fois de plus, les possibilités de l'écriture et de la technique la plus moderne.

Stockhausen fut d'ailleurs la vedette de ce concert : parmi les trois œuvres « électroniques » présentées en seconde partie, son *Chant des Adolescents* fit une profonde impression. On sait que la musique électronique produit les sons à partir de procédés de transformation d'ondes électriques en ondes sonores, permettant la prospection et la découverte de timbres « inouïs » au propre sens du terme, ainsi qu'une précision rythmique sans égale. Les œuvres composées à partir de ces éléments sont enregistrées sur bande magnétique et directement diffusées.

Dans son *Chant des Adolescents*, Stockhausen ajoute aux sons électroniques une voix humaine, celle d'un garçonnet de dix ans, préalablement enregistrée, transformée et multipliée ensuite, superposée à elle-même grâce à l'emploi de plusieurs magnétophones, de sorte que cette voix unique est tantôt employée en « soliste », tantôt sous la forme d'un chœur à la fois immense et différencié.

Tandis que les *Cinq pièces*, d'Herbert Eimert, l'initiateur de cette technique nouvelle, se présentaient comme des essais extrêmement intéressants, l'oratorio *Spiritus Intelligentiae Sanctus*, d'Ernst Krenek, démontra qu'il est possible de composer une musique d'avant-hier même en se servant de procédés nouveaux ; tant il est vrai que ces procédés, dont l'intérêt est immense, doivent être organiquement reliés à une attitude de l'esprit conforme à leur direction.

JAZZ

On en parle

LE guitariste Henri Crolla vient de fêter son Grand Prix de l'Académie du Disque français. Né à Naples en 1920, il vit en France depuis l'âge de deux ans. A douze ans, il jouait déjà de la mandoline aux terrasses des cafés. Découvert par Lou Bonin, il se produit, avant guerre, dans divers cabarets parisiens. En 1946, il devient l'accompagnateur régulier d'Yves Montand. Il n'avait jamais enregistré avant l'année dernière. Il joue dans un style qui continue celui de Django Reinhardt, son maître spirituel, à qui il a toujours voué une véritable adoration.

Le pianiste et chef d'orchestre Christian Chevallier a reçu cette semaine à l'ambassade des Etats-Unis le Prix Stan-Kenton. Il était déjà lauréat du Grand Prix du Disque 1956 et du Prix Django-Reinhardt 1956. Vous pouvez juger de ses grandes qualités de pianiste et d'arrangeur, en écoutant *Big and Small* (Columbia FP 1056), *Formidable* (Columbia FP 1067) et *Musique pour deux* (Pathé EA 37).

On en discute

Deux disques de Miles Davis et Thelonius Monk viennent de paraître en France (Barclay 84038 et 84039). Thelonius Monk semble s'y orienter définitivement vers l'atonalité, alors que Miles Davis, paradoxalement, y fait figure de musicien « traditionnel ».

On les écoute

Les disques du mois :

— LOUIS ARMSTRONG et les MILLS BROTHERS (Cid 233606 33 t 25 cm) : une réédition, mais un chef-d'œuvre de Louis, trompettiste et chanteur, en dépit, selon certains, des Mills Brothers.

— DICKY WELLS à Paris (VdsM Felp 153 33 t 30 cm) : les fameux enregistrements réalisés à Paris, en 1937, avec Bill Coleman et notre grand Django Reinhardt.

TABLEAUX

Le procès Bonnard

TOUT tableau commencé peut être considéré comme un tableau achevé. Et si son auteur est marié sous le régime de la communauté, il fait partie, dès le premier coup de crayon ou de pinceau, des biens du ménage.

C'est du moins ce qu'en a décidé la semaine dernière la Cour de Cassation, à la requête des héritiers du peintre Pierre Bonnard (voir *L'Express* du 1[er] juin).

Le peintre a tout juste le droit de « racheter » à la communauté conjugale, en cas de divorce ou de décès de la femme, les tableaux et les dessins qu'il tient à garder. Il ne peut pas s'opposer à la vente de son atelier ; il dispose seulement d'une option préférentielle ; s'il est riche, il pourra reprendre ses œuvres ; s'il est pauvre, il devra se résigner à la vente de ses croquis, de ses études préparatoires, et devra accepter de laisser avilir sa cote, entacher sa réputation, par la dispersion d'œuvres qu'il ne destinait pas au public.

Visiblement, les magistrats ont été éblouis par la valeur marchande du moindre croquis de Picasso, d'une ébauche informe de Renoir. Autrefois, on achetait une œuvre ; aujourd'hui, les amateurs paient un nom. Mais si deux coups de crayon de Picasso valent 100.000 francs, il est vrai aussi que Picasso a besoin de gommer, de gratter, de recommencer un croquis, de détruire enfin ce qu'il ne peut mener à bien. En réalité, un tableau de Picasso n'est « créé » qu'au moment où Picasso s'en déclare satisfait et le tient lui-même pour terminé.

Ingres mit soixante ans pour peindre le *Bain turc* et à travers deux communautés conjugales. Rembrandt, Léonard de Vinci, Vermeer passaient des années à peindre leurs chefs-d'œuvre. S'ils avaient travaillé, comme les peintres français dorénavant, sous la menace de voir leur tâche interrompue par le caprice d'une épouse, comment auraient-ils pu conduire leurs œuvres à leur terme ? Comment auraient-ils même osé les entreprendre ? La mise sous séquestre de l'atelier de Derain, il y a trois ans, puis la mort du grand peintre, quelques semaines plus tard, ont soulevé une indignation unanime. La nouvelle doctrine de la Cour de Cassation transforme ce sacrilège en règle juridique normale.

CONCERTO
DISQUES
ELECTROPHONES
126, rue de Courcelles
Paris - 17[e] Car. 12-55

pour Noël
offrez-lui.., offrez-vous
un très beau cadeau
signé...
GRAMMONT

TYPE 5625 PS
POSTE PILES SECTEUR PORTABLE
34.900 frs + T.L.
musicalité exceptionnelle
présentation de grand luxe
coffret gainé
toutes les qualités techniques
GRAMMONT
5 lampes - 4 gammes d'ondes - bande étalée onde courte - antenne télescopique - cadre antiparasite alternatif 110, 220 volts - H. P. 127 m/m spécial.
DÉMONSTRATION DE TOUS NOS APPAREILS ET VENTE A CRÉDIT CHEZ TOUS NOS AGENTS
A DÉFAUT : DOCUMENTATION ADRESSÉE PAR USINES GRAMMONT : 103, BOULEVARD GABRIEL-PÉRI - MALAKOFF (SEINE)
PAUL-MARTIAL

Aux lecteurs de l'EXPRESS

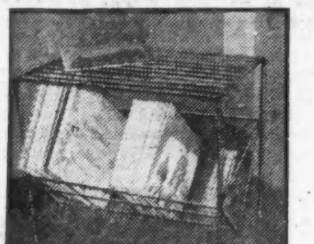



TABLE-DISCOTHEQUE 300 DISQUES
En vente exclusive :
CLUB DES DISQUES DE NEUILLY
10, rue du Château
et CLUB DES DISQUES DE PARIS
50, rue des Martyrs - 9[e]
4.900 fr.

PAN
G. MILLETRE
Premier Prix du Conservatoire
Disques - Electrophones
Magnétophones
vous offre
Un Disque Microsillon
17 cm. (915 fr.)
DE VOTRE CHOIX
Pour tout achat de 5.000 francs
(un disque 30 cm. A pour 15.000 francs)
11, rue Jacob - DAN. 18-25
Ouvert de 9 h. 30 à 20 heures
et les dimanches 23 et 30 décembre
SAINT-GERMAIN-DES-PRES

EXPOSITIONS
GALERIE LOUIS CARRÉ
DUFY
Tapisseries, Aquarelles, Dessins
10 AVENUE DE MESSINE

237 RUE St-HONORÉ - PARIS
Boler
TOUS LES MAITRES
DE LA PEINTURE
REPRODUCTIONS
SUR TOILE
BREVET TRÉMOIS-DE MUNTER
TOILES DE 4.000 à 24.000 F
TAPISSERIES MODERNES D'
AUBUSSON

Galerie RIVE GAUCHE - 44, rue de Fleurus
MARIE LAURE Peinture 1955-56

GALERIE SAINT-PLACIDE - 41, rue Saint-Placide
LES JEUX par 50 peintres
Vernissage le 22 décembre jusqu'au 4 janvier

Galerie MAEGHT
10 ANS D'ÉDITION

Un CADEAU merveilleux!

ARMOIRE
Lady
EN PLASTIQUE
HERMÉTIQUE
DÉMONTABLE
CONTENANCE : 20 VÊTEMENTS
Vente : Grands Magasins et Bonnes Maisons d'Ameublement

NOËL — Mon beau sapin

UN Noël sans sapin ne sera jamais un « vrai » Noël.

Etincelant de lumières et de guirlandes, l'arbre de Noël, petit ou grand, reste le symbole de féerie inséparable de la fête de la Nativité.

Les prix

Cinq facteurs entrent en jeu, qui déterminent chaque année le prix d'un sapin.

● LA TAILLE : Du plus petit (0 m. 50) à l'arbre géant (3 m. pour Paris). Entre ces deux extrêmes, la taille de 1 m. 20 est, paraît-il, la plus demandée. Il faut compter 500 à 600 fr. cette semaine pour un petit modèle, 1.000 à 1.500 fr. pour un arbre moyen, et 3.000 à 6.000 fr. pour un arbre géant, ceci pour un sapin de premier choix. (Marie-Laure, marché de la Madeleine ; livraison à domicile.)

● LA QUALITE : Il y a plusieurs qualités d'arbres de Noël, vendus nus. Dans le premier choix, les branches, à la fois bien rappochées et bien fournies, sont disposées et étagées graduellement de manière à composer un tout bien conique.

Les aiguilles, épaisses et drues, doivent être très vertes.

● LE PARAFFINAGE : Ce traitement nouveau qui ne peut être fait que par un spécialiste, transforme un sapin quelconque en objet d'art couvert de neige.

Un sapin entièrement paraffiné coûte deux fois le prix d'un arbre ordinaire.

● LA DATE D'ACHAT : Un sapin acheté à la dernière minute, le 24 décembre, risque de coûter moins cher que celui choisi trois jours auparavant, mais ce sapin acheté « en solde » peut aussi n'être qu'un « laissé pour compte » un peu misérable.

● LE MONTAGE : C'est-à-dire en pot, muni de croisillons ou sans rien.

Mieux vaut, à notre avis, fixer son choix sur un modèle plus petit avec croisillons ou pot, plutôt que de se livrer à des installations douteuses dans une caisse de plus ou moins bonne dimension, remplie de terre ou de sable, avec enchevêtrement de fil de fer ou de ficelles.

Il faut penser :

● A dissimuler la base sous de la ouate vendue en bande (100 francs le paquet environ), ou du papier écorce d'arbre.

● A prévoir une quantité suffisante de rubans de cellophane ou de fil de nylon pour accrocher tous les paquets, objets, boules, que l'on désire disposer sur l'arbre.

● A se munir d'un prolongateur électrique à prise multiple pour le branchement des guirlandes lumineuses qui remplacent de plus en plus fréquemment les bougies, sources d'incendie. Malheureusement, ces guirlandes, composées de petites lampes ou fausses bougies alimentées en « série » sur une tension de distribution, sont toujours équipées de fils trop courts.

● A placer l'arbre à bonne hauteur sur une table plus ou moins haute, suivant sa taille, s'il ne s'agit pas d'un modèle géant.

● A avoir sous la main de quoi éteindre un début d'incendie au cas où, pour des raisons de symbole ou d'effet décoratif, on désire malgré tout s'en tenir aux bougies.

● A remplacer l'arbre traditionnel par un décor mural de branchages de sapin garnis de guirlandes et de boules comme un arbre, si l'on habite un appartement de dimensions réduites.

● A givrer soi-même les branches si l'on désire un effet de neige sans faire les frais d'un arbre paraffiné : la bonde, remplie de liquide spécial : 500 fr. (Grands Magasins).

(Les accessoires pour garnitures d'arbres de Noël et décorations de toutes espèces se trouvent dans des maisons spécialisées : Myriam, 52, rue René-Boulanger (fermé le lundi 24 décembre) et dans les Grands Magasins.)

Colinette
LAYETTE
VETEMENTS ET SOUS-VETEMENTS
POUR ENFANTS
RAVISSANTS PILOTES
A PARTIR DE 3.900 FRANCS
63, r. Lauriston (16e) - KLEber 59-12

CADEAUX

Pour les hommes pressés

PLUS de la moitié des ventes de parfums en France se font dans les deux derniers mois de l'année. Cette vente atteint son maximum dans la dernière semaine de décembre, où soixante-dix pour cent des achats sont effectués par des hommes.

Le parfum est en effet le type même du cadeau masculin. Celui qui ne demande pas d'effort d'imagination, ni de perte de temps. Il est la solution facile et le paratonnerre contre le reproche qui suit l'oubli (justifié du point de vue des femmes, inévitable de l'avis des hommes).

Mais heureusement pour elle, l'industrie de la parfumerie ne vit pas uniquement de ces cas de conscience. Elle réalise chaque année un chiffre d'affaires de quarante-huit milliards environ avec dix-huit mille salariés répartis dans quatre cents entreprises.

Sur ce chiffre, les parfums et eaux de Cologne représentent dix-neuf milliards et demi, les produits de beauté onze milliards sept cents millions et les produits d'hygiène et capillaires dix-sept milliards. Si l'on compte qu'il s'exporte environ chaque année ou qu'il se vend à des touristes pour sept milliards de parfums, on constate que douze milliards sont dépensés chaque année en France pour se parfumer, soit environ six mille francs par personne. Ce chiffre est considérable, surtout si l'on observe que les habitants de la campagne se parfument moins que les citadins.

Comment choisir

Choisir un parfum, ce n'est pas hésiter entre plusieurs prix, mais entre plusieurs marques, chacune offrant une gamme très étendue de modèles et de conditionnement, donc de prix. Pour faciliter à ses lecteurs leur choix, Mme Express a pris accord avec un certain nombre de magasins (voir exclusivités).

Mais pour ceux qui n'auront pas le temps ou pas la possibilité d'user de cette facilité, elle a établi un classement permettant de déterminer avec un risque d'erreur limité le choix d'une marque.

Il y a d'abord les valeurs sûres. Ce sont les parfums toutes catégories, la liste que nous donnons ici est celle établie après mûre réflexion par un organisme d'achats américain important qui sait ne prendre aucun risque vis-à-vis de sa clientèle. La voici :

● *Arpège* de Lanvin et *Cinq* de Chanel (ce sont les parfums bulldozers qui ont réalisé à eux seuls un milliard et demi de chiffres d'affaires en un an), *Crêpe de Chine* de Millot, *Fleur de Rocaille* de Caron, *Joy* de Patou, *Shalimar* de Guerlain, *Miss Dior* de Dior, *Femme* de Rochas, *Ma Griffe* de Carven, *Shocking* de Schiaparelli, *Fille d'Eve* de Nina Ricci et *Jolie Madame* de Balmain.

Après les valeurs sûres viennent les parfums derniers-nés, qu'il faut offrir aux femmes maniaques de nouveauté. Ce sont :

● *Diorissimo* de Dior, *Ode* de Guerlain, *Mémoire chérie* d'Elizabeth Arden, *Gin Fizz* de Lubin, *Quadrille* de Balenciaga.

Si l'on veut faire un choix qui paraisse un peu plus « poussé », il faut connaître la catégorie à laquelle appartient un parfum et tenter de l'accorder avec la personnalité de celle à qui il est destiné.

Il y a trois grandes catégories : les parfums légers, aigus, frais. Les parfums tenaces, lourds, exotiques. Les parfums moyens, fins, classiques.

● Parmi les légers : *Vent Vert* de Balmain, *Robe d'un Soir* de Carven, *Huit Huit* de Sterlé, *Carnet de Bal* de Revillon, *Rose* de Rochas, *J'aime* de Heim, *Après l'Ondée* de Guerlain.

● Parmi les moyens : *Arpège* de Lanvin, *Ma Griffe* de Carven, *Jolie Madame* de Balmain, *Crêpe de Chine* de Millot, *Dix* de Balenciaga, *Je reviens*

→

ESSAIS

IL existe depuis cette année un service « Télé-Candys ». Cette organisation (basée sur le même principe qu'Interflora pour les fleurs) permet d'envoyer une boîte de bonbons ou de chocolats partout dans le monde.

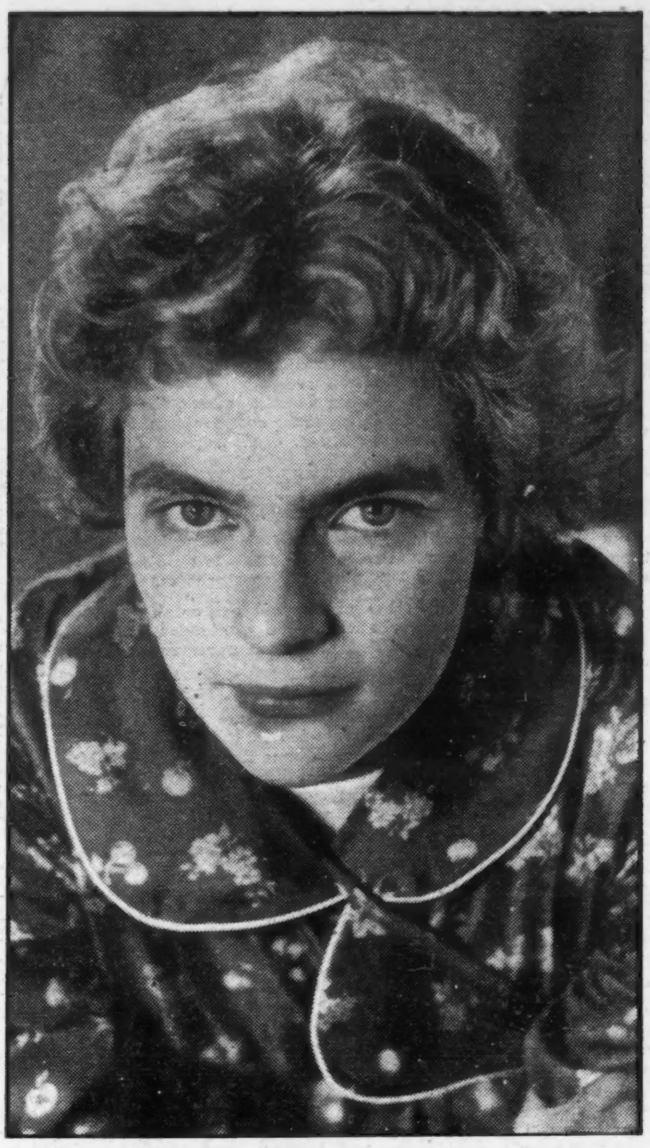
Madame Express l'a mis à l'épreuve. Voici le résultat de ses envois.

● FORMALITES : Extrêmement simples. Il suffit d'entrer dans n'importe quel magasin affichant le panonceau « Télé-Candys ». La commande minimum est de 1.500 fr. environ et représente 500 gr. de chocolats assortis pour les envois en France, 750 gr. environ pour les envois en Italie ou aux Etats-Unis, et presque 1 kilo de chocolats en Angleterre. En effet, la France est le pays le plus cher en ce domaine. Les frais de transmission sont à la charge de l'expéditeur : 10 pour cent pour la France, 20 pour cent pour l'étranger.

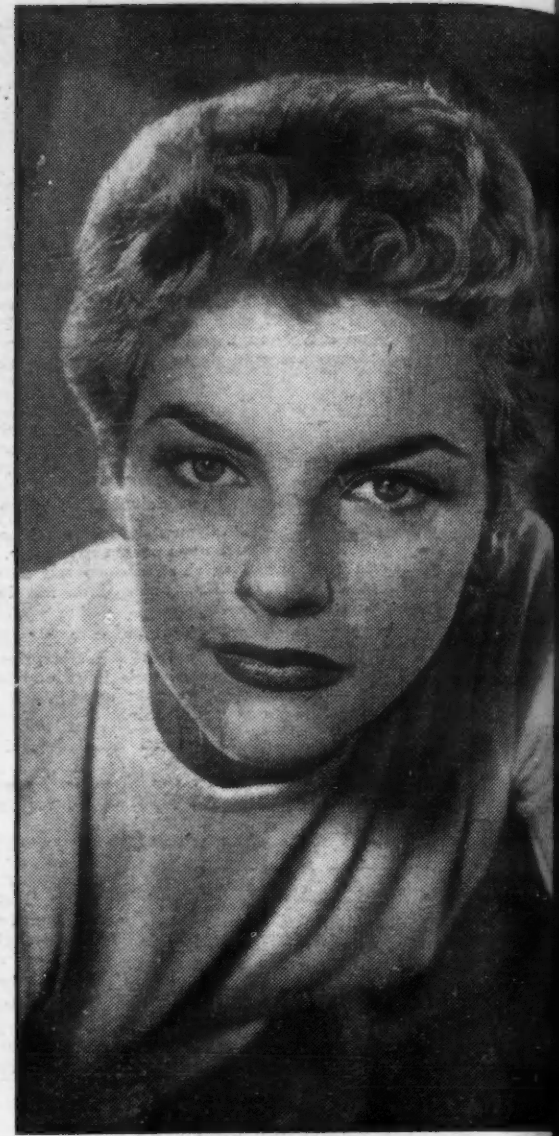
● REMARQUES : Le service a remarquablement bien fonctionné. Les commandes ont été livrées dès le lendemain en province, sous quarante-huit heures à l'étranger. Il nous a été possible de joindre une carte de visite à chaque envoi.

Défaut : Les confiseurs français ne sont pas encore tous habitués à ce système et, préférant envoyer leurs propres produits par la poste (ce que les fleuristes, eux, ne peuvent évidemment pas recommander), répugnent parfois à utiliser cette organisation par ailleurs tout à fait au point.

POUR LA TABLE ET LA MAISON
POUR VOUS... POUR VOS AMIS
CADEAUX
JACQUES
FRANCK
LE DECORATEUR DE LA TABLE
372, RUE SAINT - HONORE
(près place Vendôme)



Naturelle et indécise...



Aiguë et maquillée...

COMMENT LA PRÉFÉREZ-VOUS ?

→

de Worth, *Femme* de Rochas et *Cinq* de Chanel.

● Parmi les tenaces : *Bandit* de Piguet, *Répliques* de Raphaël, *Miss Dior* de Dior, *Fath* de Fath, *Poivre* de Caron, *Magie* de Lancôme, *Scandale* de Lanvin, *Zibeline* de Weil, *Joy* de Patou, *Fame* de Corday, *L'Heure Bleue* de Guerlain.

Enfin, il y a les parfums « snobs », ceux dont le conditionnement compte autant que le contenu. Ce sont en général les parfums de couturiers. Les plus à la mode cette année sont :

● *Diorissimo* de Dior (dont la présentation de luxe vaut 40.000 fr. !).

● *Huit Huit* de Sterlé ; présentation ingénieuse. Le col du flacon est entouré d'une chevalière en or qui peut être portée au petit doigt. Si la bague n'est pas à la bonne dimension, elle peut être changée chez Sterlé. Le parfum et la bague valent 30.000 frs.

Pour les hommes

Une bonne eau de Cologne est un cadeau très apprécié. Quelques idées : ● *Arôme 3* d'Orsay, eau de Cologne *Jean-Marie Farina* de Roger Gallet, eau de Cologne du *Coq* de Guerlain, eau de toilette *Moustache* de Rochas, la lavande de *Yardley*.

Que les hommes qui ont la faculté de se renseigner auprès de celle à qui ils comptent offrir un parfum n'hésitent pas : il est toujours difficile de tomber juste. Et ils découvriront peut-être qu'un litre d'une très bonne eau de toilette...

BEAUTÉ

Un visage de femme

UN beau visage de femme, de quoi est-ce fait ? De lumière intérieure, de douceur, d'éclat et puis aussi, il faut bien le dire, d'artifices. La ligne d'un sourcil épuré, l'ombre d'une paupière accentuée...

Mais hors les soins élémentaires qui relèvent presque de l'hygiène et qui sont bénéfiques à tous les visages, hors les modes passagères, il y a, pour chaque femme, un choix fondamental à faire entre deux styles, qui, à leur paroxysme, sont le style « sophistiqué », où chaque trait du visage est rendu plus aigu, plus net, plus intense et le style « négligé » fort à la mode en ce moment.

Faire ce choix, c'est aussi se choisir, et c'est là une option qui dépasse de loin le maquillage.

Un visage de femme n'est pas un objet immobile que l'on expose pour attirer l'attention, sinon l'admiration. Très peu de visages peuvent d'ailleurs susciter cet intérêt spontané, et très vite ils n'existent qu'en fonction du sourire, de la voix, de tout ce qu'ils expriment et qui est inséparable des traits eux-mêmes.

C'est pourquoi tant de femmes belles le sont de moins en moins lorsqu'elles parlent, et tant de femmes physiquement insignifiantes deviennent belles lorsqu'elles s'animent.

Ecouter les hommes

C'est à cette animation que le style adopté doit correspondre. Ce sont presque toujours les autres, d'ailleurs, qui finissent par nous imposer ce style, et singulièrement les hommes, car, maladroits à déceler le « truquage » dans son détail, ils sont plus sensibles à la discordance qui s'établit entre l'apparence et la personne réelle comme ils le seraient au choc de deux couleurs ou de deux matières incompatibles.

Quelque chose les gêne dans un visage mal harmonisé avec ce qu'il y a derrière. Même s'ils l'expriment mal, il faut écouter ce qu'ils disent...

Toute femme sent qu'elle est subitement une autre selon qu'elle porte les cheveux flous ou relevés, le chignon ou la frange. Et que, en admettant que toutes les coiffures lui soient également seyantes « plastiquement », certaines jurent si fortement avec sa personnalité profonde ou celle qu'on lui prête, que ses proches en éprouvent une sorte de malaise.

C'est pourquoi nous croyons qu'il faut écouter l'homme qui vous dit : : « Je ne t'aime pas avec les cheveux

Les exclusivités de Madame Express

DEUX magasins parisiens et trois hors Paris ont accepté, pour les lecteurs de « L'Express », le principe de la carte-parfum ou de la carte-produit de beauté. Ces cartes de 3.000, 5.000 ou 10.000 francs peuvent être utilisées par celle à qui elles sont offertes, en une fois ou en plusieurs fois, au cours de l'année.

Mais il peut s'agir là d'un cadeau un peu « intime » puisqu'il est inévitablement chiffré. Ces maisons acceptent également toutes d'échanger tous les parfums achetés chez elles, éventuellement même ceux qui auraient été achetés ailleurs.

Vous pouvez vous adresser :

A Paris

Rive droite : Inès, 48, rue de Berry.

Rive gauche : Lucien d'Alsace, 37, boulevard Saint-Michel.

Hors Paris

Toulouse : Robeyrol, 14, rue d'Alsace.

Grenoble : Seigle et Fabre, 17, pl. Grenette.

Lyon : Ambre, 99, rue de l'Hôtel-de-Ville.

PERSONNALITÉ !
OFFREZ UNE
ANTIQUITÉ
(2.000 à 50.000 fr.)
RAOUL GUIRAUD
INSTALLATIONS COMPLETES
REGENCY-DIRECTOIRE
90, rue de Grenelle
(près Bac)
BAB. 00-92 LIT. 11-82

La déshydratation voilà l'ennemie...

Formulayer en triomphe !
Pour rester jeune et souple, la peau doit contenir au moins 65% d'eau. Dès que ce taux s'abaisse, des rides commencent à se former. Employez donc Formulayer, seule crème active qui contienne de l'Ayerogen et combatte efficacement la déshydratation cutanée. Grâce à Formulayer, votre teint s'éclaicit, les rides s'estompent : votre visage apparait lisse, pur, délicieusement jeune !
HARRIET HUBBARD Ayer
HA-79-165

Pierre JACY
COIFFEUR - PARFUMEUR
INSTITUT DE BEAUTE
(Rond-Point Champs-Elysées)
45, AVENUE FRANKLIN-ROOSEVELT
ELY. 16-53 - 06-44
Toujours en tête de la Mode et de renommée mondiale par ses coiffures qui « tiennent »
MEXICO - NEW-YORK
CANNES - NICE
MEGEVE - ALPE D'HUEZ
Au Salon pour Hommes
Coupe au rasoir et coiffure-bombage

carven
ma griffe
robe d'un soir
chasse gardée

AURORE
195, FG SAINT-HONORÉ (ANGLE RUE BALZAC
Couture pour jeunes filles de 15 à 20 ans
Actuellement :
COLLECTION DE ROBES « JEUNES »
en velours côtelé
à partir de 8.900 francs

Habiller un sol, un escalier ?
Du classique, du moderne ?
Du linoléum, du bulgomme, du caoutchouc en tapis et dallages, des plastiques divers ?
Consultez :
PARIS-RUBBER
111, rue Lemercier (17e) - MAR. 32-79
Conseils et devis gratuits
PRIX SPECIAUX AUX LECTEURS DE « L'EXPRESS »

Astrakans
Modèles couture
Prix étudiés
ROSAL
71, avenue Franklin-Roosevelt
(Place Saint-Philippe-du-Roule)

Seraph
CHAUSSURES ELEGANTES
prêt à porter
46, rue des Batignolles - PARIS (17e)
MAR. 23-86

UNE PAGE AU FÉMININ

COMMENT LA PRÉFÉREZ-VOUS ?

Maquillée et stéréotypée... — *Presque naturelle et adoucie...*

coupés », plutôt que le coiffeur ou l'amie qui vous dit : « C'est ravissant... Et puis, ça change un peu. »

Devenir une autre

On ne change pas « un peu ». Ou on devient une autre personne — et c'est quelquefois une opération excellente et souhaitable, mais qui s'accompagne nécessairement d'un changement intérieur profond — ou on a trouvé son style et, tout en s'adaptant avec mesure aux variations de la mode, on le conserve.

Pour illustrer « le style », nous avons choisi deux jeunes femmes qui ne sont ni cover-girls ni starlettes, qui sont simplement proches de nous et qui ont, à notre avis, de très beaux visages encore que très différents.

Elles sont ici photographiées « nature », puis après une recherche de style.

L'une et l'autre ont gagné à l'épilation des sourcils. Mais — à notre avis du moins — Anne-Marie V..., blonde aux yeux bleus, est embellie par le maquillage alors que Nadine M..., très brune, ne l'est pas.

Les yeux clairs d'Anne-Marie V... ne prennent leur valeur qu'avec du mascara, le rouge à lèvres, sombre, fait « chanter » le bleu des yeux.

Le maquillage aigu, la coiffure nette font apparaitre la vraie personnalité de cette jeune femme qui n'est nullement, moralement, la blonde un peu floue et indécise de la première photo.

Nous n'aimons pas cependant, pour elle, le fond de teint inutile sur sa peau très fraiche et bien lisse. Une poudre fine suffirait.

En revanche, Nadine M... nous semble vulgarisée, banalisée par le rouge à lèvres, durcie par le trait de crayon qui souligne ses sourcils. C'est un personnage un peu singulier, intense, mais c'est aussi une bien jeune fille. Il faut préserver ce qui appartient encore à l'enfance, ce qui correspond dans son apparence à ce qu'elle a en elle d'un peu farouche. Elle porte ses cheveux relevés parce qu'elle se prend pour une vamp, mais elle gagne beaucoup à les laisser tomber, à les porter lisses et doux comme des cheveux d'enfant.

Cependant, elle est indiscutablement embellie par un fond de teint fluide qui rehausse légèrement le ton naturel de sa peau.

De cette double expérience, nous croyons que chacune peut tirer profit : soit pour tenter le grand changement, si elle sent confusément que « l'extérieur jure avec l'intérieur », soit pour se prémunir au contraire des innovations malheureuses.

Cela dit, on peut, pour un soir de réveillon, s'amuser à être quelqu'un d'autre !

Si l'expérience vous tente, mieux vaut tout de même ne pas s'y lancer une heure avant de sortir. Un bon maquillage ne s'improvise pas : il se cherche et se trouve lentement.

(Les deux jeunes filles ont été maquillées par François d'Arden.)

Pour vous, Madame
élégance confort
AVEC LA FAMEUSE
ROBE DE CHAMBRE CANDLEWICK
CRÉÉ PAR
Everwear Candlewick

CHAUDE et MOELLEUSE
LAVABLE
IRRÉTRÉCISSABLE
INFROISSABLE
NE SE REPASSE PAS
Tailles 40 à 48 5700 fr.
Cerise - Bleu Paon - Gris
Pêche - Banane - Parme
SE FAIT POUR ENFANTS
vous la porterez en toutes saisons
EN VENTE
DANS VOTRE GRAND MAGASIN FAVORI
au bon marché
MAISON A. BOUCICAUT - PARIS

A LOUER

Avec essence et sans chauffeur

LES maisons spécialisées dans la location de voitures sans chauffeur ont touché une allocation pour leur parc automobile. Elles ont des véhicules, elles fournissent de l'essence... et elles manquent de clients parce que ce détail n'est pas connu. Nous le communiquons à nos lecteurs qui pourraient avoir, pendant les fêtes, besoin de se déplacer en voiture.

Les voitures sont mises à la disposition de ceux qui les louent avec : 15 litres d'essence pour une 4 CV, 20 litres pour une Dauphine, 25 litres pour une Aronde ou une 203.

Il en coûte : 3.000 francs pour deux jours pour une 4 CV, 4.050 francs pour une Dauphine et 4.500 francs pour une Aronde ou une 203 (pour 65 kilomètres par jour).

Deux adresses : L'Abonnement Automobile, 11, rue du Champ-de-Mars, INV. 96-77, et Europcars, 48, avenue Kléber, PAS. 97-44.

RECETTES

Pour celles qui réunissent quelques parents ou amis le soir de Noël, Mme Express a choisi cette semaine deux recettes un peu « habillées » mais qui changent de la traditionnelle dinde et de la bûche éternelle.

Le canard à l'orange

— 1 beau canard *jeune et tendre.* — 3 oranges juteuses. — 1 verre de madère ou de vin blanc. — Quelques tranches de pain de mie partagées en deux. — Beurre, sel et poivre.

● Mettre à l'intérieur du canard un morceau de beurre, sel et poivre ● Dans une cocotte, faire dorer le canard ● Ajouter un peu d'eau ● Laisser cuire 35 à 40 minutes ● Pendant ce temps couper finement le zeste d'une orange ● Le faire bouillir deux minutes dans l'eau, l'émincer en fine julienne après l'avoir égoutté et le mettre de côté ● Exprimer le jus de deux oranges ● Ajouter à la cuisson du canard le madère ou le vin blanc et un morceau de beurre manié avec de la farine ● Saler et poivrer, laisser cuire ● Faire dorer les croûtons au beurre, les conserver au chaud ● Retirer le canard une fois cuit ● Mettre dans la cocotte zeste et jus, faire réchauffer ● Couper en rondelles l'orange dont le zeste a été enlevé ● Placer le canard au milieu d'un plat chaud, les croûtons autour, sur chaque croûton une rondelle d'orange. Servir la sauce à part.

Le gâteau aux marrons

— 2 boîtes de crème de marrons d'une livre. — 300 gr. de biscuits à la cuiller. — Rhum. — Sucre. — 200 gr. crème Chantilly. — Vanille en poudre, chocolat.

La veille : ● Garnir les côtés, jusqu'en haut, d'un moule à charlotte, avec des biscuits à la cuiller, la partie bombée des biscuits contre le métal ● Préparer le sirop : sucre (80 gr., quatre cuillers à soupe d'eau, autant de rhum ● Parfumer *légèrement* au rhum la crème de marrons ● Tremper dans le sirop le reste des biscuits. Garnir le fond du moule. Mettre une épaisse couche de crème de marrons puis une couche de biscuits trempés, alternativement, terminer par des biscuits. Poser une assiette dessus. Mettre au frais.

Le jour même : ● Tourner doucement la crème Chantilly avec 50 gr. de sucre et un peu de vanille ● Démouler la charlotte. Faire un glaçage au chocolat dessus et autour des biscuits (chocolat à cuire fondu) ● Décorer avec la crème Chantilly.

Table de Noël

En Scandinavie, où les fêtes de Noël sont célébrées avec éclat, l'absence de domestique a rendu les maîtresses de maison pratiques.

La table est fréquemment dressée avec des nappes, serviettes, assiettes, verres de papier ou de carton décoré. Le repas fini, on jette le tout, à l'exception des couverts.

Nous avons vu à Paris ainsi qu'à Strasbourg tout ce qu'il faut pour composer des tables ravissantes à la manière scandinave.

● Chemin de table papier gaufré décoré, les 2 mètres : 50 fr. (Aux Trois Quartiers).

● Ensemble composé de nappe, serviettes, dessous de verres et de bouteilles pour une table de 12 couverts : 370 fr. (Aux Trois Quartiers).

● Assiettes plates, décor filet, l'une : 15 fr. Assiettes dessert, l'une : 12 fr. Gobelets, l'un : 17 fr.

A propos de téléviseurs

Dans notre article « Télévision », nous avons indiqué à nos lecteurs un certain nombre de marques, avec leurs caractéristiques et leurs prix.

Une erreur typographique s'est glissée dans le paragraphe consacré aux appareils Grammont. Nous nous en excusons et précisons que:

● Le modèle 43 cm. (F 256) à écran plat aluminisé coûte 111.000 francs, plus taxe locale.

● Le modèle 54 cm., offrant les mêmes caractéristiques techniques, coûte 154.000 francs.

DERNIER CONSEIL: L'élégance de la chaussure n'est obtenue qu'avec le
MOJAU
SURNOMMÉ : Le miracle en tube
Avec ses 40 teintes, la mode est satisfaite
Création des Laboratoires MAXI

TROIS JOURS DE LIBERTÉ

Les intellectuels hongrois ne se sont pas contentés de rallier les rangs des ouvriers communistes et socialistes qui s'insurgeaient contre Rakosi et les Russes ; ils ont donné le signal de l'insurrection, constitué sa doctrine, fondé sa direction.

Pendant les journées glorieuses, celles où le peuple hongrois a pu croire au triomphe de sa révolution, celles où contre les tanks russes la nation dressée pouvait encore lutter, ils ont publié un document aujourd'hui bouleversant : le numéro spécial d'une revue littéraire, la « Irodalmi Ujsag », organe de l'Union Nationale des Ecrivains.

Notre collaborateur Thomas Jugand l'a rapporté de Budapest.

Que l'on imagine un journal littéraire, neutre et pacifique, quelque chose comme, en France, « Les Nouvelles Littéraires », transformé soudain en revue de combat, traversé d'appels à la révolte en marche et portant en exergue :

« *Ou bien nous sommes des fous et nous périrons jusqu'au dernier.*
Ou bien notre foi deviendra réalité. »

Si jamais le terme d'engagement a eu un sens pour les hommes de culture, c'est en Hongrie, pendant les journées insurrectionnelles.

Voici quelques extraits des articles et poèmes où ils se sont exprimés, avant que la nuit retombe sur leur pays.

● Tibor Dery, un des meilleurs prosateurs hongrois et vieux militant socialiste, qui fut exclu du parti après le retour au pouvoir de Rakosi.

« *Cette révolution, la plus grande de l'histoire hongroise, a été aussi notre première révolution victorieuse. Elle ne fut pas l'œuvre de quelques personnes ni de quelques groupements politiques ; elle n'est pas née d'attitudes et d'opinions particulières ; elle est née et s'est développée sous la pression de la volonté populaire. C'est maintenant seulement que je réalise, horrifié, ce dont nous n'avions qu'une idée ou un pressentiment fort vague, ce dont nous ne parlions que par bribes; c'est maintenant seulement que, bouleversé jusqu'à la moelle, je parviens à mesurer l'affreuse cruauté de l'oppression dont ce peuple fut la victime, oppression à ce point intolérable que le peuple s'est dressé tout entier contre elle, les mains nues contre des tanks (...).*

Je suis vieux — 62 ans passés — et j'ai participé à deux révolutions vaincues. Er 1945, je pensais que les ouvriers et les paysans, tous ceux qui étaient restés en marge de la nation, venaient de trouver une nouvelle patrie. Mais pendant dix ans, morceau par morceau, on nous a volé notre pays. Nous croyions édifier le socialisme, alors qu'on nous enfermait derrière des murs de prisons imprégnés de sang et de mensonges. Je m'en sentais responsable, car mes yeux ne se sont ouverts que bien tard. La chose faite, je me reprochais de n'avoir pas usé de mes paroles — ou de mon silence — de telle façon que tout le monde pût comprendre. Nous avons cependant une excuse, nous autres écrivains hongrois : nous avons, certes, commencé bien tard le combat contre la tyrannie, mais c'est nous, du moins, qui en avons donné le signal.

Mes amis, écoutez-moi : protégez la révolution. Jusqu'ici elle a conservé la dignité que seule la vérité peut donner à une idée ou à une forme. Disons-nous bien que ce n'est pas l'heure de la vengeance qui a sonné, mais l'heure de la justice. »

● Gyorgy Paloczi-Horvath, écrivain et polémiste qui passa six ans en prison sous le régime Rakosi en tant qu' « agent de l'impérialisme britannique ».

« *Notre combat fut spontané et pur : ni palabres, ni ordres d'en haut, mais des décisions rapides. A l'heure voulue, Budapest se transforma en champ de bataille et l'insurrection de la capitale s'organisa dans le combat. Au cours des six jours de lutte, on a constaté moins de vols et moins de pillages qu'en temps normal dans cette ville de un million et demi d'habitants. Le monde n'accorda d'ailleurs aucun crédit à ceux qui calomniaient stupidement notre insurrection. Qui combat pour la vie et la liberté, ne vole ni ne pille. Il y eut pourtant des voleurs : ceux qui tentèrent de ravir l'honneur de l'insurrection. Nos journaux publient maintenant la réponse de l'opinion mondiale à cette tentative. Notre combat pour la liberté a rendu au monde la foi en l'homme après la longue période de terreur hitlérienne et stalinienne.*

● Milan Fust, poète et romancier, dont les premières œuvres furent publiées dès avant la guerre de 14 et qui fut condamné à un long silence sous Rakosi.

« *Je suis un vieillard bien las, qui a vu beaucoup de choses au cours d'une longue vie, mais jamais encore chose pareille. C'est de mon étonnement que je voudrais vous faire part aujourd'hui (...).*

Il y a près de trente ans, j'ai parlé à un très grand dignitaire allemand qui m'a dit : « Tous les peuples qui ont longtemps vécu en esclavage finissent par avoir le caractère corrompu. Regardez la haute noblesse polonaise ou hongroise (...). Voyez ces bravaches plastronnants et vantards. Y a-t-il race plus arriérée, plus obstinée, plus orgueilleuse et plus cruelle envers ses esclaves, que celle de la noblesse polonaise ? »

J'étais bien obligé d'admettre qu'il avait raison. Jusqu'à ces derniers temps je me disais : que faire ? Mon pauvre peuple a été effectivement brisé dans son caractère par trop de siècles d'humiliations. Il se résigne désormais à tout, se plie à tout. Il n'est pas possible de courber plus bas la tête que ne le fait cet infortuné peuple hongrois, épuisé de tortures (...).

Maintenant, je peux enfin redresser la tête, sortir de mon humiliation et tenir un tout autre langage (...).

Le miracle qui a réveillé dans mon cœur toute ma tendresse pour mes compatriotes, ce fut la réflexion, la sagesse, la mesure, dont ils firent preuve sur le plan politique pendant leur révolution. Car ces jeunes, et tout le peuple avec eux, ne réclamaient pas à grands cris le retour des gros propriétaires fonciers, ni la restitution des biens du clergé ; ils ne se ruaient pas sur l'assiette au beurre, ils se moquaient bien des archiducs parasites d'une dynastie répudiée, comme des anciens aristocrates. Non, au cours de cette révolution respectable, probe et disciplinée et, par là, merveilleuse, on n'a pas entendu s'élever une seule voix égoïste ou fasciste. Voilà ce dont je suis fier et voilà ce que je ne veux plus jamais oublier (...). Il me faut ouvertement proclamer que cette révolution n'a pour ainsi dire pas dévié du chemin du socialisme pris au meilleur sens du terme. Elle était disciplinée comme le sont les ouvriers les plus conscien-

ROMANS LES MEILLEURS OUVRAGES DE LA LITTÉRATURE
● PRÉSENTATION RAFFINÉE
● NOMBREUSES ILLUSTRATIONS
● PRIX MOYEN : 125 F. LE VOLUME
GRATUIT SUR SIMPLE DEMANDE UN BEAU ROMAN DE 300 P. ET CATALOGUE GÉNÉRAL
JOINDRE 3 TIMB. A 15 F. SERV. EX 30
B.M. 8, RUE DE BERRI - PARIS

CALMANN-LÉVY
LA LIGNE DROITE
par YVES GIBEAU
Un événement !
ANTOINE BLONDIN

Vient de paraître le n° 20 de
SOCIALISME OU BARBARIE
AU SOMMAIRE :
● R. BERTHIER - Une expérience d'organisation ouvrière : le Conseil du Personnel des A.G. Vie
LA REVOLUTION EN POLOGNE ET EN HONGRIE
QUESTIONS AUX MILITANTS DU P.C.F.
● Claude LEFORT - L'insurrection hongroise
● Ph. GUILLAUME - Comment ils se sont battus
● D. MOTHE - Chez Renault on discute sur la Hongrie
● Pierre CHAULIEU - La révolution prolétarienne contre la bureaucratie
● R. MAILLE - Les impérialismes et l'Egypte de Nasser
LE MONDE EN QUESTION
208 pages - 250 fr. - KIOSQUES et LIBRAIRIES
42, r. René-Boulanger - Paris-10e - C.C.P. 11.987.19

CRAPOUILLOT
Directeur : JEAN GALTIER-BOISSIERE
LES GROS
COMMENT ILS SE RUINENT
Le numéro spécial : 400 francs
LA JEUNE PARQUE
1, RUE CAUMARTIN - PARIS (IXe)

DOMAT
M. ÉMILE HENRIOT de l'Académie française a écrit dans LE MONDE :
" M. CHRISTIAN CHÉRY a senti profondément l'attrait insurmontable de l'Afrique sauvage, ce pays sensuel et dangereux de l'aventure... cet univers survolté : la luxure, l'alcoolisme, le venin, la fièvre, la folie, la bagarre, le meurtre."
CHRISTIAN CHÉRY
vient de publier son nouveau roman
L'ENFER POUR TOI
DOMAT

le DICTIONNAIRE ANALYTIQUE DES PRENOMS
vous dira...
★ l'origine et le sens caché de votre prénom
★ la vie du Saint qui l'a porté
★ quels personnages l'ont illustré
et vous guidera dans le choix du prénom de votre enfant
un vol. CALMANN-LÉVY 500 frs

SPIRITUALITÉS VIVANTES
Collections publiées sous la direction de JEAN HERBERT
SÉRIE HINDOUISME
Shri Aurobindo
La vie divine
Une des œuvres maîtresses de l'ORIENT
ÉDITIONS ALBIN MICHEL

cieux et les plus hautement spécialisés. Elle était consciente, sage et résolue. »

● LORINC SZABO, un des plus importants poètes de sa génération, qui fut accusé de nationalisme et dans l'impossibilité de publier ses œuvres pendant de longues années.

« *La Hongrie s'est libérée. Qu'il me soit permis de poser la question, à moi et aux autres: s'est-elle vraiment libérée ? Est-elle libérée sans retour du cauchemar et de la menace ? Ce que le peuple hongrois a accompli là, le monde entier s'en est fait une auréole de feu. Cette lumière ne doit pas s'estomper ni cet éclat se ternir. Que la raison, la force, la vigilance s'unissent pour sauvegarder et faire triompher nos buts, sous le signe de la vérité, de la sagesse et de l'humanité. Cette autre tâche nous attend et n'est nullement inférieure à la première, car elle a nom la véritable édification du socialisme dans ce pays.*

Tout n'est pas mauvais dans ce qu'on a voulu faire au cours de la malheureuse période de douze ans qui vient de s'écouler. Tout n'est pas mauvais dans le germe, cela il ne faut pas l'oublier. Mais n'oublions pas encore, cent fois, mille fois moins, le mal qu'elle a répandu et projeté de faire. Cette cruauté obstinée, le mépris sauvage du droit, de la justice et de la vérité, tout cet enfer qu'un doctrinalisme invivable essayait de greffer comme une maladie mortelle sur la richesse palpitante de la vie. Notre libération doit consister aussi en ceci : nous sauver nous-mêmes et notre avenir du renouvellement et de la répétition des crimes de ces douze dernières années. »

● MIKLOS HUBAY, conteur et auteur dramatique qui participa activement au mouvement d'opposition organisé par l'Union des Ecrivains :

« *...A un tournant de rue, un autre cadavre surgit devant moi, inattendu et effrayant. Il était étendu au milieu de la chaussée, les bras en croix comme un Christ, baignant dans une grande flaque de sang. Ce n'était même pas un jeune homme, c'était un gamin. D'après son visage, il ne pouvait avoir plus de quinze ans.*

C'était surtout son sang qui me fascinait. Tandis que je fixais cette flaque, toute l'histoire tragique de la Hongrie défilait devant mes yeux et, au fond de moi-même, s'élevait un cri d'épouvante. Attention ! nous sommes le peuple des révolutions vaincues ou avortées. Nous avons toujours su combattre et mourir dans l'honneur, mais nous ne sommes jamais arrivés à engranger entièrement la moisson de nos pères. Entièrement ? C'est à peine si nous avons pu en conserver un dixième. Il nous faut renaître, nous transformer en révolutionnaires grâce au sang de cet enfant et à celui de tant d'autres, tombés au cours de ces dix jours. En révolutionnaires qui, non seulement, savent combattre et mourir dans l'honneur, mais sont lucides, agissent la tête froide et savent récolter pour leur nation, non seulement la gloire, mais aussi des conquêtes durables. Qui ne se laissent pas voler à coup de mensonges et de manœuvres politiques.

● LASZLO NEMETH, romancier, dramaturge et critique qui, n'étant pas membre du parti, échappa aux purges, mais rencontra toujours de grosses difficultés pour faire éditer ou jouer ses œuvres :

« *...Que la nation ait pu faire preuve d'une telle cohésion sous la torture et l'humiliation, que des étudiants, des ouvriers et des soldats aient pu s'organiser sans aucune préparation, animés seulement par une identique résolution, que tous aient su donner au monde ce spectacle admirable d'une insurrection sans chef, voilà qui dépassait sinon les espoirs, du moins tout ce que j'avais pu imaginer...*

Ceux qui furent les maîtres du pays pendant les dix dernières années savaient bien ce qu'ils faisaient en détruisant nos livres. Peu de gens connaissent aujourd'hui la réalité intellectuelle hongroise et c'est maintenant à cette poignée d'hommes éclairés qu'il incombe de préserver l'élan magnifique de la volonté nationale.

Je n'ai vu les événements que de ma province et je n'en connais guère que ce qu'a relaté la radio. Mais déjà un double danger m'apparaît : un danger immédiat, à savoir que la nation, dans son indignation sacrée, et en écoutant l'appel de la vengeance, commet des actes irréparables ; un danger plus lointain, mais qui s'amorce au moment même où la tension du peuple en armes se concentre sur l'évacuation des troupes soviétiques ; se ruant sur de nouveaux postes, soucieux avant tout de la splendeur d'autrefois, certains cherchent à s'emparer des positions-clés pour transformer la révolution en contre-révolution, dénaturant ainsi les combats pour la liberté hongroise de 1956, afin d'en tirer quelque chose qui ressemblerait aux temps de 1920. Qui doit s'opposer à ces manœuvres, sinon nous autres qui en connaissons l'enjeu et le risque ? Seule la mort pourrait me dispenser d'élever la voix. »

(Le texte intégral de ce numéro paraîtra en plaquette aux Editions Pierre Horay.)

Un combat spontané et pur...

(Cette photo a été prise pendant la révolution par J.-P. Pedrazzini, photographe de *Paris-Match*, tué à Budapest.)

DOMAT

HENRI AMOUROUX

LE MONDE DE LONG EN LARGE

Un grand reporter à la recherche des hommes et de leurs vérités à Calcutta, en Yougoslavie, en Israël, à Moscou.

Du même auteur : ISRAEL... ISRAEL !
CROIX SUR L'INDOCHINE

DOMAT

KESSEL publie la fin de ses souvenirs de reportage

Témoin parmi les hommes

TOME III

L'HEURE DES CHATIMENTS

del DUCA PARIS

DÉBUTS

Une femme sur un bateau

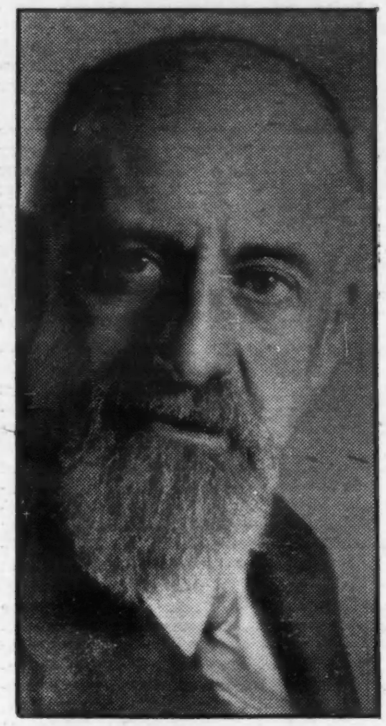
LES PORTES DE ROME

par Nadine Lefébure. Ed. Gallimard. 318 pages. 690 francs.

LES *Portes de Rome*, qui ont obtenu le Prix de la Guilde, s'ouvrent une première fois sur un théâtre, où l'on monte et joue une pièce de même nom (c'est un four) ; une seconde fois sur la mer, où le *West-Star* remorque le *West-Bird*, vedette militaire conduite en Italie pour y être transformée en bateau de plaisance (c'est un drame) ; elles ne font que s'entrouvrir devant Ostie (c'est une histoire d'amour). Trois échecs à trois recherches : Daniel qui les subit un à un, mais comme d'un même mouvement, en sort intact. Ce réfugié d'Europe centrale est capable de vivre dans l'échec et de l'échec. Et Marianne, rencontrée sur le remorqueur, abandonnée devant Rome à cause d'un passeport incomplet ? Il n'est pas sûr qu'elle mérite d'accompagner ceux qui n'ont que faire de la réussite. La dernière page l'efface comme un coup de gomme.

Nadine Lefébure regarde le théâtre, la mer et l'amour du même œil : un œil qui n'aime pas retenir trop de choses, serrer celles qu'il retient dans une description qui les conservera et les préservera. Elle passe. Elle raconte une histoire qui pourrait commencer plus tôt et se terminer plus tard, elle n'a d'autre but que de la raconter. Son écriture est méfiante, économique, sèche. D'une chevelure : « presque lumineuse ». D'un nez : « trop pointu ». D'un homme : « cravaté de sombre ». Ce sont des à-peu-près que la pudeur découvre et dont elle se satisfait. Nadine Lefébure n'aime pas les mots — et pas davantage le théâtre ou la mer. Elle a écrit *Les Portes de Rome* pour Daniel seul. Pour aimer le livre, il faut seulement aimer cet homme qui existe à la manière d'un objet, avec évidence et une espèce de dureté confiante.

NADINE LEFÉBURE
Vivre dans l'échec...



GUSTAVE COHEN
...et dans l'enthousiasme

ESSAIS

Sept siècles de T.N.P.

ETUDES D'HISTOIRE DU THÉATRE EN FRANCE AU MOYEN AGE ET A LA RENAISSANCE

par Gustave Cohen. Ed. Gallimard, 452 pages. 1.200 francs.

GUSTAVE COHEN a toujours eu la chance et l'ardeur d'un ethnographe rencontrant une nouvelle tribu à chaque coin de la forêt vierge. Explorant le plus primitif des taillis de manuscrits, il y a découvert le texte des *Nativités liégeoises* (XIIIe siècle), celui de la *Résurrection du Sauveur* (XIIIe siècle), ou cette étonnante pièce qu'est le livre du metteur en scène du *Mystère de la Passion* joué à Mons en 1501, baptisé par Gémier le « Livre de conduite du Régisseur ».

Et il n'a jamais cessé d'étudier les origines de notre théâtre national. Ce n'est pas seulement pour remplir ses fichiers, c'est peut-être surtout pour communiquer à d'autres le feu sacré, pour faire redécouvrir aux Français un art fruste, mais réellement populaire. « Populaire, cet art le fut au point de pénétrer dans la moelle même du peuple, chez qui se recrutaient les auteurs, les copistes, les organisateurs, les acteurs. »

De sorte que les *Etudes d'histoire* publiées aujourd'hui ont beau ressembler à un recueil d'articles dispersés dans des revues de spécialistes : elles n'en sont pas moins le cadeau idéal que pourrait recevoir Jean Vilar pour Noël. Que nous y apprend Gustave Cohen ? Que du Xe au XIIe siècle, le drame liturgique, partant du Limbourg, a eu une carrière éblouissante ce que fut la comédie latine en France au XIIe siècle, comment est né le théâtre comique, en quoi Florian a eu tort d'emprunter le thème de l'aveugle et du paralytique à l'Orient, car il eût pu le trouver sur son sol natal ; qu'il a existé des pièces cycliques en trois journées avant Arnould Greban ; que Rabelais a composé de merveilleux dialogues dramatiques, et comment Gustave Cohen lui-même est devenu le conseiller technique (et bien davantage) de d'Annunzio écrivant le *Martyre de saint Sébastien.*

En chacune de ces études, nous vivons cinquante de ces petits romans policiers de l'érudition qui, ici, par miracle, ne sont pas ennuyeux. C'est que Cohen a l'érudition enthousiaste et contagieuse, vive et colorée. Il l'a aussi presque grandiose.

« J'ai toujours parlé de l'éternelle jeunesse de ce temps qu'on a si mal nommé le moyen âge et qui est bien plutôt le premier âge moderne. » Quelle tendresse on sent dans chaque phrase !

ROMAN

Populisme précieux

LA DÉCOUVERTE

par Herbert Le Porrier, éditions du Seuil, 261 pages, 600 francs.

OLIVIER (vingt-trois ans, doué pour le piano, séquelles de poliomyélite, famille provinciale et pauvre) débarque à Paris chez son oncle (député, ancien ministre, caractère viril, une femme et deux grands fils). Chez ces gens dont il attendait protection et réussite sociale, le jeune homme ne rencontrera qu'égoïsme, manies mondaines et ennui. On lui donne, certes, un peu d'argent, mais il lui faut aller vivre dans une pension très modeste. Alors la « découverte » s'opère. Ce n'est pas vers les cabinets ministériels qu'ira Olivier, mais vers la « vraie vie », à savoir sa vocation musicale, et Estelle, jeune militante de gauche.

Cette histoire nous a fait songer, dès les premières pages, au bon Georges Duhamel, dont certains personnages découvraient eux aussi l'existence authentique sous la croûte de l'hypocrisie sociale. La figure de Houtre (comptable du député, qui devient fou et finit par tuer son patron) évoque Salavin ou M. Mairesse-Miral, le factotum de Joseph Pasquier. Mais cette analogie n'est pas la faute d'Herbert Le Porrier, auquel nous reprocherons surtout d'avoir composé ce récit, où un jeune homme découvre sa vie, avec la rigueur assez froide que l'on trouve chez des auteurs qui, eux, se veulent délibérément gratuits et précieux. On n'est pas plus ému par cette *Découverte* que par une partie d'échecs dont on connaît d'avance le gagnant. Le style de Le Porrier accentue d'ailleurs les artifices de sa composition. Il y a des « calvities imposantes », des faims qui « tenaillent », une fermentation qui « fendille » des doutes. C'est du populisme précieux.

EN BREF

LE CARABINIER DE BOLOGNE

par Claude Frère. Ed. Gallimard. 139 pages. 350 francs.

UN homme, comme les autres, c'est-à-dire Italien, sensuel, égoïste, insouciant, un peu menteur — voilà le héros du second livre de Claude Frère, romancière de vingt-cinq ans. Il aime sa femme, sa maîtresse, la bonne cuisine, son confort et une petite fille française pendant une nuit. Honni soit qui mal y pense, semble dire l'auteur qui emprunte sans mal la voix du cynisme masculin. Mais pour boucler la boucle, pour que l'intrigue soit bien ronde et pour montrer qu'à travers cette nonchalance, il s'agit quand même du destin d'un homme, l'histoire finit par la mort. Une mort en deux lignes.

C'est que le roman sec, linéaire, rapide a fait école depuis Françoise Sagan. Il s'agit de dire les choses telles qu'elles sont, simplement. Claude Frère écrit bien, même les histoires qui ne l'intéressent pas complètement.

LE VIEUX NÈGRE ET LA MÉDAILLE

par Ferdinand Oyono. Ed. Julliard. 212 pages. 500 francs.

FERDINAND OYONO, étudiant noir né au Cameroun, en est à son second livre. Sans amertume, avec une tendresse ironique, il parle de l'injustice, de l'incompréhension et du mensonge qui marquent les rapports des Noirs avec les Blancs.

Le vieux Méka a tout donné à la France : ses terres et ses fils. En récompense, il reçoit des mains du « Grand Chef Blanc » une médaille et l'assurance de son amitié. Jeté au cachot par erreur et maltraité par la police comme « un vulgaire Noir », Méka comprend alors, avec tout le village, que le christianisme n'est qu'un rêve mensonger et les Blancs des êtres méprisables qu'il est méprisable d'imiter. Il retourne avec les siens aux rites, aux coutumes, aux souvenirs de sa race et de sa tribu.

Avec beaucoup de naturel, et sans doute de fidélité, Oyono évoque, plutôt qu'il n'écrit, ce qu'il a, pour sa part, vécu et compris.

Dans le roman que je voudrais écrire...

Une interview de Françoise SAGAN

Françoise Sagan a accordé à deux journalistes américains, B. Fuller et R. B. Silvers, une interview qui a l'intérêt de comporter des questions qu'on ne lui pose guère... C'est, le plus souvent, de ses voitures, de sa coiffure ou de son compte en banque que ceux qui l'approchent se préoccupent... Elle parle ici, enfin, de son métier.

● **Lorsque vous aviez dix-huit ans, comment vous êtes-vous mise à écrire « Bonjour Tristesse » ? Espériez-vous le faire publier ?**

F. SAGAN. — Je m'y suis mise, et c'est tout. J'avais très envie d'écrire, et j'avais du temps. Je me suis dit : il n'y a pas beaucoup de petites filles de mon âge qui entreprennent ce genre de travaux ; je ne serai jamais capable d'aller jusqu'au bout. Je pensais très peu à la littérature et au problème littéraire, je pensais à moi et je me demandais si j'aurais assez de volonté.

● **Désiriez-vous écrire depuis longtemps ?**

F. SAGAN. — Oui. J'ai lu beaucoup d'histoires. Je n'imaginais pas qu'on puisse ne pas désirer en écrire une soi aussi. Au lieu d'aller au Chili vivre avec une bande de gangsters, on demeure à Paris et on écrit un roman.

● **Combien de temps cela vous a-t-il pris ? Aviez-vous déjà réfléchi à l'histoire ?**

SAGAN. — Pour « Bonjour Tristesse », tout ce que j'avais au départ c'est l'idée d'un personnage, la fille, mais rien ne l'accompagnait vraiment avant que j'aie eu la plume en main. Il faut que je me mette à écrire pour avoir des idées. J'ai écrit « Bonjour Tristesse » en deux ou trois mois, en travaillant deux heures par jour. Pour « Un certain sourire », ce fut différent ; j'ai pris beaucoup de petites notes et puis j'ai réfléchi au livre pendant deux ans. Quand je me suis mise à écrire, toujours deux heures par jour, c'est allé très vite. Quand vous prenez la décision de travailler selon un emploi du temps fixé à l'avance, et que vous vous y tenez, vous écrivez vraiment très vite. Du moins pour moi c'est comme ça.

● **En somme, les deux romans ne vous ont donc pas demandé plus de cinq ou six mois de travail ?**

F. SAGAN. — C'est exact (*sourire*), c'est une bonne façon de gagner sa vie.

● **Imaginez-vous vos personnages d'après les gens que vous connaissez ?**

F. SAGAN. — J'ai essayé et je ne suis jamais parvenue à trouver la moindre ressemblance entre les gens que je connais et les gens de mes romans. J'essaie de donner aux personnages que j'imagine une sorte de vraisemblance. Cela m'ennuierait à mourir de mettre dans mes romans les gens que je connais. Il me semble qu'il y a deux sortes de tricherie : les masques que les gens prennent les uns face aux autres, et puis les masques qu'un romancier met devant la réalité.

● **Ainsi vous pensez que copier la réalité est une forme de tricherie ?**

F. SAGAN. — Certainement: l'art doit saisir la réalité par surprise. Il prend ces moments qui ne sont pour nous qu'un moment, plus un moment, plus un autre moment, et les transforme en une série de moments liés ensemble par une émotion essentielle. L'art ne devrait pas, il me semble, se préoccuper de la réalité. Rien n'est plus irréel que certains romans prétendus « réalistes » — ce sont des fantasmagories. On peut parvenir dans un roman à rendre une certaine sorte de vérité — les sentiments vrais d'un personnage — c'est tout. L'illusion de l'art, bien sûr, c'est d'arriver à faire croire que la grande littérature est toute proche de la vie — or, c'est exactement l'opposé qui est vrai : la vie est informe, la littérature est formelle.

● **Il y a certaines activités, dans la vie, qui paraissent non pas informes, mais hautement structurées, par exemple les courses. Est-ce que les jockeys vous paraissent moins réels pour autant ?**

F. SAGAN. — Les gens qui ont une passion forte pour ce qu'ils font, comme les jockeys, ne me donnent jamais l'impression d'être tout à fait réels. Ils me font l'effet d'être des personnages de roman, mais *sans* le roman, comme « Le Hollandais volant ».

● **Que pensez-vous maintenant de « Bonjour Tristesse » ?**

F. SAGAN. — Je préfère « Un certain sourire », parce qu'il m'a donné plus de mal. Mais je trouve « Bonjour Tristesse » amusant, parce qu'il me rappelle une période de ma vie. Je n'y changerais pas un mot, ce qui est fait est fait.

● **Pourquoi dites-vous qu' « Un certain sourire » vous a donné plus de mal ?**

F. SAGAN. — Parce que je ne détenais pas les mêmes atouts en écrivant le second livre : pas d'atmosphère de vacances au bord de la mer, pas d'intrigue courant naïvement vers son dénouement, plus rien du gai cynisme de Cécile. Et puis c'était difficile tout simplement parce que c'était mon second livre.

● **Vous a-t-il paru difficile de passer du style à la première personne de « Bonjour Tristesse » au style narratif d' « Un certain sourire » ?**

F. SAGAN. — Oui, c'est plus dur, cela oblige à se limiter et se discipliner. Mais je ne ferais pas autant de cas de cette difficulté que certains écrivains.

● **Quels sont les écrivains français que vous admirez le plus et qui ont, pour vous, de l'importance ?**

F. SAGAN. — Oh ! je ne sais pas. Stendhal et Proust certainement. J'aime leur maîtrise du récit. Et d'une certaine façon, je sens que j'ai besoin d'eux. Par exemple, après Proust, il y a certaines choses qui ne peuvent plus être recommencées. Il vous indique les limites de votre talent.

● **Qu'est-ce qui vous frappe particulièrement dans les personnages de Proust ?**

F. SAGAN. — C'est peut-être ce qu'on ne sait pas sur lui tout autant que ce qu'on sait sur un personnage. Pour moi, c'est là ce qu'il y a de mieux en littérature : après une lente et longue analyse, on est loin de connaître toutes les pensées, tous les événements et les aspects de la vie de Swann, par exemple — et c'est ainsi que cela doit être. On n'éprouve aucun désir de demander : « Qui était Swann ? » Savoir qui est Proust suffit. Je ne sais pas si c'est clair : je veux dire que Swann appartient complètement à Proust et qu'il est difficile d'imaginer un Swann balzacien, alors qu'il est possible d'imaginer un Marsay proustien.

● **Est-il possible qu'un roman soit écrit parce que le romancier se voit lui-même dans le rôle d'un romancier écrivant un roman ?**

F. SAGAN. — Non, si on assume le rôle d'un héros, on cherche alors un « romancier » pour écrire l'histoire.

● **Et on trouve toujours le même romancier ?**

F. SAGAN. — Oui. D'une certaine façon, je crois qu'on écrit et qu'on récrit toujours le même livre. Je conduis un personnage de livre en livre, je continue avec les mêmes idées. Seuls l'angle de vision, la méthode, l'éclairage changent. Il me semble qu'il y a en gros deux espèces de romans — cela donne le choix. Il y a ceux qui racontent tout simplement une histoire comme les livres de Benjamin Constant, auxquels « Bonjour Tristesse » et « Un certain sourire » ressemblent par la construction. Et puis il y a ceux qui essayent de discuter et de mettre en question les personnages et les événements du livre — un roman « où on discute ». Les inconvénients des deux sont évidents : dans le simple récit, il semble souvent qu'on passe par-dessus les questions importantes. Dans l'autre espèce de roman, les digressions peuvent nuire à l'efficacité.

● **Aimeriez-vous écrire « un roman où l'on discute » ?**

F. SAGAN. — Oui, j'aimerais écrire — et j'en ai le projet — un roman avec un plus grand nombre de personnages — il y aurait trois héroïnes — ayant des caractères plus diffus et plus élastiques que ceux de Dominique et de Cécile. Dans le roman que je voudrais écrire, le héros ne serait pas l'esclave de l'intrigue, ni du roman, ni même de l'auteur.

● **Dans quelle mesure reconnaissez-vous vos limites ? Où arrêtez-vous vos ambitions ?**

F. SAGAN. — Ça, c'est une question désagréable, non ? Je reconnais des limites en ce sens que j'ai lu Tolstoï, Dostoïevsky et Shakespeare. C'est la meilleure réponse, je crois. A part ça, je ne songe pas à me limiter.

● **Vous avez gagné très rapidement énormément d'argent. Cela a-t-il changé votre vie ? Faites-vous une différence entre écrire pour gagner de l'argent ou écrire pour écrire, comme le font certains écrivains français et américains ?**

F. SAGAN. — Bien entendu, le succès de mes livres a changé ma vie dans la mesure où j'ai beaucoup d'argent à dépenser si je le désire ; mais en ce qui concerne ma situation dans la vie, cela n'a pas changé grand-chose. Désormais, j'ai une voiture, mais j'ai toujours mangé à ma faim. Avoir beaucoup d'argent dans sa poche est plaisant, mais c'est tout. La perspective de gagner beaucoup d'argent ne peut rien changer à la façon dont j'écris — j'écris et si l'argent vient ensuite, c'est tant mieux.

(*Copyright B. Fuller, R.-B. Silvers et « Paris' Review ».*)

DOCTEUR FRANÇOIS ODY
SOUS LA LUMIÈRE BLANCHE
La médecine aura-t-elle raison de la chirurgie ?
Un livre écrit par un chirurgien non conformiste et qui a déjà suscité d'ardentes controverses
15e mille
FASQUELLE

un nouveau
KŒSTLER
L'OMBRE DU DINOSAURE
CALMANN-LÉVY

ÉLECTION DE ROBERT KEMP à l'ACADÉMIE FRANÇAISE
LA VIE DES LIVRES
J'AIME bien la critique de ROBERT KEMP. Elle est plaisante, elle est heureuse. Elle a le don qui fait la critique avant tout : aimer les Lettres et les Arts.
Un vol. in-16 : 580 F — ANDRÉ ROUSSEAUX
LA VIE DU THÉATRE
QUEL PLAISIR j'ai pris à suivre dans ce dédale un guide de tant de goût et de tant d'érudition.
Un vol. in-16 : 580 F — HENRI MARTINEAU
ÉDITIONS ALBIN MICHEL

Les 3 premiers actes de la tragédie de l'univers
3 ouvrages du Dr G. Dingemans
TOME I. - *LA VIE DE NOTRE PLANÈTE*
FORMATION ET TRANSFORMATION DES CONTINENTS
TOME II. - *LES SECRETS DE LA VIE*
FORMATION ET TRANSFORMATION DES ESPÈCES
TOME III. - *ORIGINE DE L'ESPÈCE HUMAINE*
FORMATION ET TRANSFORMATION DES RACES
A. COLIN

LE TÉMOIN A CHARGE

par François MAURIAC de l'Académie française

RENDONS cette justice à nos confrères de la droite : ils ont compris d'abord qui était André Mandouze. Ils ont parlé de lui sans passion, quelques-uns avec respect, ou bien ils se sont tus. Et tout à coup, cette voix aigre qui crie à la trahison ! C'est du côté catholique, hélas ! qu'elle vient — d'un hebdomadaire appelé La France Catholique.

Je connais cette voix : c'est celle de quelqu'un qui compte, d'un membre de l'Institut, d'un de ces philosophes dont on dit qu'ils ont de l'importance à l'étranger — mais Charles Du Bos et Emmanuel Mounier lui en accordaient beaucoup, eux aussi. M. Gabriel Marcel, c'est lui, notre homme, a tout de même écrit Le Journal métaphysique, et il est considéré en France comme le maître de l'existentialisme chrétien, face à l'autre, celui de Sartre. Universitaire comme Mandouze, Gabriel Marcel est baptisé du même baptême. Pas plus que nous, il ne connaît le dossier de son confrère, de son frère prisonnier.

Cela ne l'a pas retenu d'écrire ce papier intitulé : « Quand le dérèglement de l'esprit tisse les excuses de la trahison ». L'esprit déréglé, c'est moi, ne vous en déplaise, entre beaucoup d'autres, et Mandouze est le traître. Si M. Gabriel Marcel a oublié le lien qui nous unit, il a bien de la chance que je le garde présent à la pensée et que je sois résolu à ravaler le plus possible de ce que son personnage m'inspire. Il a de la chance aussi, M. Jean de Fabrègues, directeur de La France Catholique, qui a poussé Gabriel Marcel devant lui, comme il aurait poussé un enfant, pour m'empêcher de tirer. Car derrière le maître, au fond inoffensif, de l'existentialisme chrétien, il y a ce Fabrègues qui n'est, lui, le maître de rien du tout. Mais qu'il soit redoutable, les prêtres-ouvriers le savent.

CERTES, je me retiendrai de tirer. Je ne ferai rien que défendre mon ami prisonnier qui n'a pas de voix pour répondre lorsqu'un membre de l'Institut le diffame.

Et d'abord, notre agresseur a le front — lui, Gabriel Marcel, et à propos de l'héroïque résistant que fut Mandouze ! mais il faut se taire... — il a le front d'assimiler aux collaborateurs de 1940, aux serviteurs de l'ennemi sur notre territoire, les Français qui, aujourd'hui, gardent le contact avec des rebelles algériens, citoyens français eux aussi et (nous sommes tous d'accord sur ce point si nous différons sur la méthode) qu'il s'agit de réconcilier avec la France, par des moyens politiques, donc grâce à des pourparlers, et le gouvernement ne s'en est pas fait faute. Que M. Gabriel Marcel, philosophe de profession, ose écrire que « les deux cas sont logiquement identiques » nous oblige à l'enfermer dans ce dilemme : ou il croit vraiment ce qu'il écrit, et il est disqualifié comme philosophe, ou il n'est pas dupe de son pauvre gros sophisme, et alors qu'il se frappe la poitrine, qu'il reconnaisse avoir manqué à l'honnêteté intellectuelle, et gravement, puisqu'il s'agissait d'atteindre dans son honneur un frère chrétien et prisonnier.

Un pauvre gros sophisme, mais qui était nécessaire à ce témoin pour fonder son témoignage contre un innocent. Il lui importait de confondre le résistant Mandouze et ses amis avec les collaborateurs des années 40 dont la faute essentielle fut, à son sens, l'anticipation : ils avaient consenti d'avance à la victoire de l'Allemagne et risquaient ainsi « de faire coïncider avec ce désir la réalité historique ». De même, selon M. Gabriel Marcel, la France risque de perdre l'Algérie parce que des Français comme Mandouze ont anticipé l'avenir, décidé que cette séparation s'accomplirait et que l'Afrique du Nord serait soviétisée.

Ici, la sottise, osons le dire enfin, nous détourne un instant de la calomnie. Non que M. Gabriel Marcel ait voulu délibérément nous calomnier : il n'est pas si noir ! Disons qu'il a calomnié nos intentions, et j'y viendrai. Dénonçons d'abord la sottise de parler d' « anticipation », alors que ce qui est en cause ne concerne pas seulement le futur, mais l'Histoire d'hier et l'Histoire d'aujourd'hui, ce que nous venons de vivre et ce que nous vivons en ce moment : le raz-de-marée qui a chassé l'Angleterre de l'Egypte après l'avoir rejetée des Indes, comme la Hollande l'a été de l'Indonésie.

Je crains que M. Gabriel Marcel, occupé à entasser des pièces de théâtre comme d'autres des soucoupes, ne considère que de loin le train dont va le monde. Il fait bien de l'honneur à nos anticipations de traîtres ! Non, elles n'ont pas provoqué l'écroulement de tant d'Empires. Certes, au milieu de ces décombres, nous nous sommes efforcés d'y voir clair ; nous n'y avons pas échoué si j'en crois M. Gabriel Marcel lui-même : « C'était vous qui aviez raison ! ». Il me l'a dit lorsque le sultan du Maroc revint triomphant d'Antsirabé. Mais peut-être estimait-il déjà que ces choses ne fussent pas arrivées si je n'avais pas commis le crime de les avoir prévues. C'est le crime de Cassandre, le crime de Mendès France. Dans ce pays-ci, les auteurs de catastrophes se déchargent sur celui qui les a annoncées. et réussissent ce chef-d'œuvre de le rendre suspect aux yeux de la Nation.

M. GABRIEL MARCEL feint de considérer comme allant de soi, comme ne souffrant pas la discussion, que la dispute est entre les Français qui veulent demeurer en Afrique du Nord et nous qui serions résolus à l'abandonner et à la livrer aux Soviets. Ces déformations de la pensée adverse, nous nous résignons à les relever chaque jour dans une certaine presse, comme nous acceptons les mœurs d'une espèce animale déterminée. Mais chez un philosophe chrétien, cela donne deux fois la nausée.

Je crois ne trahir aucune des tendances représentées à France-Maghreb ou dans le Comité Mandouze, en affirmant qu'il ne s'y trouve personne pour croire désirable ou même possible la séparation de la France et du Maghreb. L'Histoire, la géographie, les impératifs économiques, tout rend nécessaire l'union des deux races. Le vrai débat porte sur la méthode. Que nous ayons tort ou raison de croire que celle de M. Lacoste est la pire de toutes, qu'une autre s'imposait dès le lendemain des élections, à laquelle il faudra finalement se résoudre, mais trop tard, je ne l'examinerai pas ici. Mon propos est de souligner que M. Gabriel Marcel, en feignant de nous prêter le désir d'abandonner l'Afrique, se joint délibérément à une entreprise de diffamation qu'il oriente, de son propre chef, contre un chrétien prisonnier.

LE comble est qu'il existe en effet des Français qui ont découvert que nous étions des sots de nous obstiner, qu'il n'y a plus rien à faire pour nous en Afrique, et qui nous prouvent, chiffres en main, que le jeu n'en vaut plus la chandelle. On en peut discuter après tout. Mais enfin, ces messieurs sont du même bord que M. Gabriel Marcel et leurs propos nous font horreur.

Les traîtres que nous sommes portent, en effet, le dérèglement de l'esprit jusqu'à se croire liés spirituellement à ces peuples que nous aimons. Nous consentons à ce qu'ils deviennent libres comme nous le sommes nous-mêmes, mais non pas à être séparés d'eux. NOS ENNEMIS, écrit en lettres capitales M. Gabriel Marcel dans son misérable papier. NOS AMIS, lui répond Mandouze, et nous tous avec Mandouze. Oui, nos amis, même ces furieux qu'il s'agit de ramener : c'est le fond du problème. Je l'aborderai dans huit jours, car je n'ai pas vidé mon sac. Je n'ai rien dit encore de ce que je voudrais dire à ces chrétiens qui, grâce à un esprit bien réglé, finissent toujours par être du côté des hommes de sang.

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION : 91, Champs-Elysées, Paris-8e Tél. ELY. 88-61

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique : 18 francs.
Italie : 250 lires.

Abonnements (1 an)
France, Union française : 3.000 francs
Etranger : 3.500 francs

PAR AVION
3.800 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
4.400 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U. R. S. S., Yougoslavie.
5.100 fr. - A.-E. F., A.-O. F.
5.800 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.
6.400 fr. - Congo Belge, Ethiopie.
7.200 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie, Afrique du Sud.
8.500 fr. - Canada, Etats-Unis.
9.500 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.
12.700 fr. - Australie, Nouvelle-Zélande.
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, 750 francs

Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.

Administration, publicité, vente : 37, Champs-Elysées, Paris-8e Tél. BAL. 19-68

Administrateur J.-F. Coblence

FOURRURES
GALUZ
SOLDES
71, av. Victor-Hugo, Paris

HERVÉ RICHARD
22, CHAMPS-ELYSÉES ★ OUVERT LE LUNDI
LA PLUS IMPORTANTE COLLECTION INÉGALABLE PAR SA QUALITÉ ET SES PRIX.
PARDESSUS. DEPUIS... 13.500 Fr
LODENS. DEPUIS... 16.500 Fr

Choisis dans la collection VILMER, le grand spécialiste du vêtement « Sport-Pluie » voici deux excellents vêtements, très confortables, pour les Sports d'Hiver

Pour lui, **« LE MANS »** lama trois-quarts — chaud et léger — se portera après le ski et sera d'un excellent usage à la ville — trois tons mode **11.800 fr.**

Pour elle, **« VILMER-COAT »** une nouvelle version du duffle-coat en loden doublé de lainage écossais. Cagoule amovible sur fermeture à glissière. Trois coloris gais **11.450 fr.**

En vente à PARIS, 4, boulevard des Capucines et 1, boulevard Saint-Denis (porte Saint-Martin). Liste des Magasins, Agences officielles et Catalogue sur simple demande à VILMER, Boîte postale 204-09 Paris